

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCE PUBLIQUE DU:

LUNDI 17 FÉVRIER 2014

TOME II

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Achat et fourniture de semences, de plantes à massifs annuelles, bisannuelles, graines, orangeries.

Autorisation de signer l'avenant n°1 du marché OG57270

Philippe THINES rapporte :

Par délibération du 26/07/2010, la Ville de Montpellier a confié les lots F, G et H du marché Achat et fourniture de semences, de plantes à massifs annuelles, bisannuelles, graines, orangeries à la société PLAN ORNEMENTAL pour un montant de 56 000 € HT maxi.

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de PLAN ORNEMENTAL à BALL DUCRETET, nouveau titulaire, pour les motifs suivants : fusion-absorption entre les deux sociétés.

A compter du 1^{er} octobre 2013, le nouveau titulaire du contrat s'est engagé à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

Ces modifications doivent être constatées par l'avenant n°1 du marché OG57270.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire et notamment l'avenant n°1 joint en annexe de la délibération.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

PROJET D'AVENANT

A- IDENTIFIANTS

Collectivité ou Etablissement concerné :

VILLE DE MONTPELLIER
1 Place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Objet du contrat :

ACHAT ET FOURNITURE DE SEMENCES, DE PLANTES A MASSIFS ANNUELLES, BISANNUELLES,
GRAINES, ORANGERIE, VIVACES, BULBES ET CONTRAT DE CULTURES
Plantes florales annuelles jeunes plants en mottes

Titulaire(s) du contrat :

N° Contrat : 0G57270A
confié à BALL DUCRETTET
pour un montant de 56 000,00 € H.T. Maxi et 56 000,00 € H.T. Mini

B- ÉCONOMIE GÉNÉRALE DE L'AVENANT

Numéro d'avenant :

N° de l'avenant : 1

Objet de l'avenant :

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de PLAN ORNEMENTAL à BALL DUCRETTET, nouveau titulaire, pour les motifs suivants : fusion-absorption entre les deux sociétés.
A compter du 1er octobre 2013, le nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

C- DESCRIPTION DU DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

D- JUSTIFICATIONS DES DÉROGATIONS ÉVENTUELLES

Sans Objet

E- ORIGINE DES FOURNITURES

Sans Objet

F- INDICATIONS DES PARTS ÉVENTUELLEMENT SOUS-TRAITÉES

Sans Objet

A Montpellier, le

*Pour Madame Le Maire,
L'Adjoint Délégué*

Serge FLEURENCE

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (F.I.P.D) Demande de Subventions

Régine SOUCHE rapporte :

Dans le cadre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), la Ville de Montpellier a engagé une démarche d'évaluation en continu de sa politique de prévention et de sécurité sur le territoire communal.

Pour ce faire, une Convention Industrielle de Formation et de Recherche (CIFRE) d'une durée de trois ans avec le Centre d'Etudes et de Recherche sur le Droit, l'Histoire et l'Administration Publique de Grenoble a été adoptée par délibération du Conseil Municipal n° 2012/68 en date du 6 février 2012.

L'objectif de ce partenariat est de s'inscrire dans une démarche cohérente et pérenne de l'évaluation de nos politiques publiques de prévention de la délinquance par l'intervention d'un doctorant en position d'évaluateur interne au sein de la collectivité.

Le financement de ce partenariat peut faire l'objet d'une demande de subvention complémentaire auprès du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (F.I.P.D) destiné à financer la réalisation d'actions dans le cadre des plans de prévention de la délinquance et dans le cadre de la contractualisation mise en œuvre entre l'État et les collectivités territoriales en matière de politique de la ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De solliciter les subventions les plus larges possible et plus particulièrement auprès des services de l'Etat dans le cadre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) ;

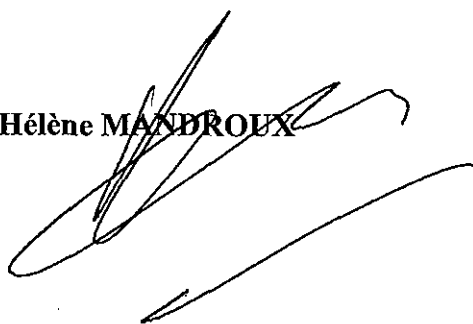
- D'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes, positioned over the printed name 'Hélène MANDROUX'.

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Marché d'intervention de sécurité - Gardiennage des bâtiments communaux - Ouverture et fermeture de locaux Autorisation à signer le marché

Régine SOUCHE rapporte :

La Ville de Montpellier a lancé un marché de services permettant de désigner un prestataire chargé des interventions de sécurité, du gardiennage des bâtiments communaux et de l'ouverture et fermeture de locaux.

Pour réaliser ces prestations, il a été publié le 15 novembre 2013, un avis d'appel public à la concurrence pour une procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article 30 du code des Marchés Publics.

Les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum, ni maximum passé en application de l'article 77 du code des Marchés Publics.

Ce marché conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pourra être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La commission d'Appel d'offres, en date du 21 janvier 2014, a décidé d'attribuer le marché à la société désignée ci-dessous présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

Entreprise	Moyenne de la consommation annuelle en Euros H.T.	Montants retenus sur bordereau de prix estimatifs en Euros H.T.
Générale Industrielle de Protection Languedoc Roussillon 34970 Lattes	450 000,00	140 213,64

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

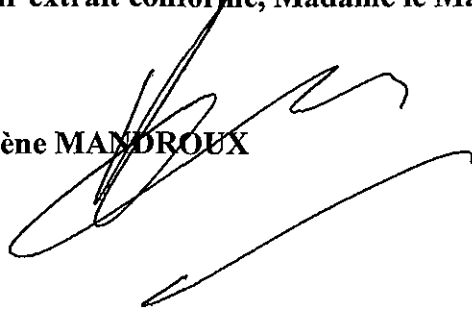
- D'approuver l'avis de la commission d'Appel d'offres en date du 21 janvier 2014,
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville : Fonction : 921120 – Nature : 6282,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Hélène Mandroux, is written over the printed name.

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAQUI, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Marché de sécurité et accompagnement évènementiel n° 2i091140

Lot n° 1 : Accueil et sécurité

Lot n° 2 : Accompagnement et protection rapprochée

Autorisation de signer l'Avenant de transfert entre les sociétés : Agence de Sécurité Intégrale et Isopro Sécurité Privée Sud Ouest

Régine SOUCHE rapporte :

La société Agence de Sécurité Intégrale Immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 520 931 593 SARL au capital de 15 000 Euros sise 124 Avenue de Paris – 94800 Villejuif et mandataire du groupement d'entreprises solidaires : Agence de Sécurité Intégrale / Global Organisation Services / Alpha Protect cède son marché de sécurité et accompagnement évènementiel n° 2i091140 dans le cadre du rachat du fonds de commerce à la société Isopro Sécurité Privée Sud Ouest immatriculée au RCS de Montpellier sous le n° 794 887 919 SARL au capital de 50 000 Euros sise 429 de l'industrie – 34000 Montpellier.

Il convient donc d'établir un avenant de transfert des marchés existants vers l'entreprise ISOPRO SECURITE PRIVEE SUD OUEST qui devient mandataire du groupement d'entreprises solidaires : Isopro Sécurité Privée Sud Ouest / Global Organisation Services / Alpha Protect et s'engage à reprendre l'ensemble des droits et obligations des contrats initiaux concernant la sécurité et l'accompagnement évènementiel selon les deux lots suivants :

Libellé du lot	Numéro du marché	Notification initiale
Lot n° 1 : Accueil et sécurité	2i09114A	01/07/2013
Lot n° 2 : Accompagnement et protection rapprochée	2i09114B	01/07/2013

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par l'avenant de transfert.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant de transfert avec la société ISOPRO SECURITE PRIVEE SUD OUEST et, plus généralement tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 18/02/2014

MAIRIE DE MONTPELLIER

D.A.J.C.P.

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges FRECHE
34 267 MONTPELLIER CEDEX 02

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

Le groupement d'entreprises AGENCE DE SECURITE INTEGRALE / GLOBAL ORGANISATION
SERVICES / ALPHA PROTECT LR

Représenté par
Monsieur le Directeur de l'entreprise
AGENCE DE SECURITE INTEGRALE

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
MARCHES DE SECURITE ET ACCOMPAGNEMENT EVENEMENTIEL
Accompagnement et protection rapprochée

N° du marché :
2I09114B

Notifié le :
01 juillet 2013

Montant initial du marché :
Montant HT Maxi : 50 000,00 Euros

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de AGENCE DE SECURITE INTEGRALE mandataire du groupement AGENCE SECURITE INTEGRALE /GLOBAL ORGANISATION SERVICE/ ALPHA PROTECT à ISOPRO nouveau titulaire, pour les motifs suivants : transfert de propriété.

ARTICLE 2

A compter du 1er septembre 2013 le nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier,

L'entrepreneur,

Monsieur
le Directeur
Monsieur le Directeur ¹
(signature)

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Régine SOUCHE

¹ Dans le cas des avenants de transfert uniquement

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A, le

MAIRIE DE MONTPELLIER

D.A.J.C.P.

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges FRECHE
34 267 MONTPELLIER CEDEX 02

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

Le groupement d'entreprises AGENCE DE SECURITE INTEGRALE / GLOBAL ORGANISATION
SERVICES / ALPHA PROTECT LR

Représenté par
Monsieur le Directeur de l'entreprise
AGENCE DE SECURITE INTEGRALE,

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
MARCHES DE SECURITE ET ACCOMPAGNEMENT EVENEMENTIEL
Accueil et sécurité

N° du marché :
2I09114A

Notifié le :
01 juillet 2013

Montant initial du marché :
Montant HT Maxi : 100 000,00 Euros

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de AGENCE DE SECURITE INTEGRALE mandataire du groupement AGENCE SECURITE INTEGRALE/ GLOBAL ORGANISATION SERVICE/ ALPHA PROTECT à ISOPRO nouveau titulaire, pour le motif suivant : transfert de propriété.

ARTICLE 2

A compter du 1er septembre 2013, le nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le

L'entrepreneur,
Monsieur le Directeur ¹
(signature)

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Régine SOUCHE

¹ Dans le cas des avenants de transfert uniquement

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de développement de l'émission Fête de la Musique le 21 juin 2014

Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre des événements liés à la Fête de la Musique 2014 se déroulant le samedi 21 juin 2014, le groupe France Télévision a confié à la société DEGEL PROD la production d'un grand concert qui sera diffusé en première partie de soirée sur France 2 et proposé à la Ville de Montpellier de l'accueillir sur la place de la Comédie, de 20h45 à 0h00. La retransmission télévisée de ce concert s'adressera à un public pouvant aller jusqu'à 6 millions de téléspectateurs.

Ce concert sera ouvert à l'ensemble des Montpelliérains et totalement gratuit. Il contribuera à assurer la découverte et le rayonnement de Montpellier. Il accueillera des artistes de renommée nationale et internationale et associera des acteurs culturels du territoire Montpelliérain. Eu égard à l'intérêt de cette manifestation pour la Ville de Montpellier, la place de la Comédie et l'Esplanade Charles de Gaulle seront mises à disposition du producteur à titre gratuit pendant 12 jours, ce qui correspond à une contribution valorisée à 453 000 €.

La convention intitulée « Convention de développement de l'émission, Fête de la Musique le 21 juin 2014 », fixe les conditions et les modalités d'organisation de l'émission et définit les engagements réciproques de chacune des parties.

Compte tenu de l'intérêt du projet et afin de soutenir l'organisation sur notre territoire d'un concert gratuit, télédiffusé sur une grande chaîne de télévision nationale, la Ville de Montpellier a décidé de contribuer au développement de la manifestation par un apport financier direct de 300 000 euros TTC. La convention précitée jointe en annexe précise les diverses contributions et apports en industrie consentis par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de développement de l'émission « fête de la musique 2014 » entre la société DEGEL PROD et la Ville de Montpellier, jointe en annexe ;

- De dire que la dépense correspondante, soit 300 000 € TTC sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 920 ;
- D'autoriser les diverses contributions et apports en nature décrits dans la convention ;
- D'autoriser la mise à disposition à titre gratuit de la place de la Comédie et de l'Esplanade Charles de Gaulle.;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

Convention de développement de l'émission « Fête de la musique» le 21 juin 2014

ENTRE

La Ville de Montpellier, sise 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, agissant en qualité de maire, habilitée par délibération du Conseil municipal du 17 février 2014

Ci-après désignée « la Ville de Montpellier »

ET

DEGEL Prod, société à responsabilité limitée au capital de 10 000 €, ayant son siège social 17 rue de Monceau 75 008 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro B 479 473

Représentée par Mme Daniela LUMBROSO, gérante,

Ci-après désignée « DEGEL » ou « le Producteur »

Ci après désignées ensemble « les Parties »

Exposé préalable

France Télévisions a décidé d'acquérir auprès de la société DEGEL PROD une émission de télévision intitulée provisoirement ou définitivement « Fête de la musique» qui sera diffusée sur France 2, en prime time, en direct, le 21 juin 2014 (ci-après désignée « L'Emission »).

DEGEL PROD et la Ville de Montpellier se sont rapprochées et ont convenu de conclure un contrat aux termes duquel DEGEL PROD s'engage à produire l'Emission à Montpellier et la Ville de Montpellier s'engage de son côté à participer au développement de l'émission «Fête de la musique».

La présente convention fixe également les conditions et modalités d'organisation de l'Emission et définit les engagements réciproques de chacune des parties.

Cette convention est dispensée de l'application des règles du code des marchés publics conformément aux stipulations de l'article 3-4° du Code des marchés publics qui dispose que : *« Les dispositions du présent code ne sont pas applicables aux marchés (...) qui ont pour objet l'achat, le développement, la production ou la coproduction de programmes destinés à la diffusion par des organismes de radiodiffusion et aux marchés concernant les temps de diffusion ».*

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles DEGEL PROD s'engage à produire l'Emission en vue de sa diffusion dans le cadre des programmes de la chaîne nationale de télévision France 2 et la Ville de Montpellier s'engage à consentir l'occupation de son domaine public afin de permettre sa production par DEGEL PROD à Montpellier.

La présente convention définit les engagements réciproques des parties.

Article 2 – Mise à disposition de sites par la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier s'engage à mettre à disposition de DEGEL PROD les espaces publics suivants :

- **Place de la Comédie et l'Esplanade Charles de Gaulle** conformément à l'article 6 du Vendredi 13 Juin 2014 à 8 heures au Mardi 24 Juin 2014 à 18 heures.

Article 3– Autorisations

La Ville de Montpellier autorise DEGEL PROD à réaliser dans les lieux décrits ci-dessus et aux dates précisées ci-dessus, la pré-production et le tournage de l'Emission.

La Ville de Montpellier garantit au Producteur toutes les autorisations et tous les droits nécessaires relevant de sa compétence pour permettre de filmer et diffuser les images des sites sélectionnés et de leurs alentours dans le cadre de l'Emission. Elle s'occupe de toutes les autorisations administratives relevant de sa compétence, nécessaires à l'organisation du tournage et à la captation de l'Emission. La Ville de Montpellier autorise ainsi le Producteur et tout tiers de son chef à procéder ou faire procéder à la captation sonore et/ou audiovisuelle de l'Emission et de ses préparatifs et à exploiter les éventuels droits attachés à la participation de la Ville aux fins de l'exploitation de l'Emission, par extraits ou dans son intégralité, en France et à l'étranger, pour toute la durée de protection légale des droits d'auteur, en version originale, doublée et/ou sous-titrée, sur tous supports connus ou inconnus à ce jour, par tous modes de diffusion, y compris en multidiffusion, par tous procédés inhérents à ces modes de diffusion (notamment par voie hertzienne terrestre, câble, fibre, satellite, ADSL ou assimilés, etc.), par tous réseaux de communication électronique (notamment par Internet, par téléphonie mobile, à titre gratuit, payant, par abonnement crypté ou non, etc.), sur tous récepteurs, en

tous lieux privés ou réunissant du public (salles de cinéma, hôtels ou aéronefs, centres collectifs de santé ou de loisirs, lieux publics, etc.).

La Ville de Montpellier autorise DEGEL PROD et/ou France Télévisions à faire la promotion et la publicité de l'Emission, en utilisant toutes images des sites sélectionnés et de leurs alentours, par tous les moyens et/ou supports à sa convenance, à la condition expresse que la Ville soit titulaire des droits sur lesdits sites. Elle autorise DEGEL PROD à mettre en place un dispositif promotionnel.

De même, la Ville de Montpellier autorise DEGEL PROD à réaliser des photographies pendant le tournage et ses préparatifs et à exploiter les clichés ainsi réalisés (et/ou autoriser toute société à les exploiter) par tous moyens et/ou sur tous supports à sa convenance, sans limitation dans le temps et dans l'espace.

La Ville de Montpellier donne au Producteur les présentes autorisations et accorde la cession des droits ci-dessus exposée, à titre gratuit et exclusif.

La Ville de Montpellier déclare avoir pris note de ce que les programmes audiovisuels seront exploités conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Article 4 – Durée

La présente convention est conclue à compter de la date de signature des parties et jusqu'au 24 Juin 2014.

Dans le cas où, pour quelque raison que ce soit, DEGEL devait modifier la durée précisée ci-dessus et/ou les dates de mise à disposition précisées à l'article 2 ci-dessus, les Parties détermineraient un nouveau planning d'un commun accord, sans indemnité d'aucune sorte.

Article 5 – Aménagement et sécurité des lieux de tournage

Les lieux seront pris et rendus en l'état. A cet effet, un état des lieux contradictoire sera établi en présence d'un représentant de DEGEL PROD et d'un agent de la Ville de Montpellier à l'entrée dans les lieux le premier jour de montage et à l'issue du démontage des installations.

Les équipes de DEGEL PROD, et/ou ses prestataires, installeront pour les besoins du tournage les moyens techniques nécessaires à l'Emission, notamment structures, scène, écrans, matériels électriques, lumière, son, vidéo, etc. Le Producteur s'assurera que les installations et les intervenants se conforment à toutes les dispositions légales et réglementaires, qui leur sont applicables. A ce titre, il vérifiera que les installations techniques nécessaires au tournage de l'Emission respectent toutes les réglementations, notamment celles relatives à la sécurité sur l'ensemble des espaces mis à disposition.

Les autorités compétentes de la Ville prendront les mesures nécessaires pour assurer le bon déroulement du tournage de l'Emission, notamment en ce qui concerne le stationnement, la circulation.

Article 6 – Obligations de la Ville de MONTPELLIER

1. La Ville de Montpellier s'engage à recevoir l'Emission dans les conditions prévues aux l'article 2 et 5 ci-dessus et à accorder ou faire son affaire personnelle d'obtenir toutes les autorisations nécessaires relevant de sa compétence à la réalisation de l'Emission prévues à l'article 3 ci-dessus à prendre directement en charge les divers frais lui incombant. En dehors des éléments listés ici, aucune prise en charge directe ou indirecte ne saurait être demandée à la Ville :

Un arrêté municipal sera délivré ultérieurement au Producteur précisant l'ensemble des contraintes d'organisation et conditions à respecter du fait de l'occupation du domaine public communal

2. La Ville de Montpellier s'engage à mettre à disposition les équipements ou prestations nécessaires à la manifestation dans les conditions suivantes :

- a) Mise à disposition progressive de 2000m2 de surface situés sur la place de la Comédie, du 13 au 24 juin 2014, selon le planning de phasage joint en annexe, pour y installer la scène, les différentes structures et le matériel technique nécessaires pour la manifestation.
- b) Mise à disposition progressive de 4500m2 de surfaces situées sur l'esplanade Charles De Gaulle, du 13 au 24 juin 2014, selon le planning de phasage joint en annexe, pour y installer les loges des artistes, les bureaux de la production et le matériel technique nécessaires pour la manifestation, ainsi que pour le stationnement des véhicules d'exploitation.
- c) Mise en œuvre d'une antenne médicale.
- d) Mise en œuvre d'un DPS (Dispositif Prévisionnel de Sécurité).
- e) Mise à disposition de 10 containers poubelle de grande capacité et collecte journalière du 13 au 25 juin.
- f) Collecte de déchets en grande quantité à l'aide d'un camion benne le 22 juin matin.
- g) Mise à disposition de 100 barrières de police de type Vauban.
- h) Mise à disposition d'une arrivée d'eau et d'un tuyau d'arrosage.
- i) Mise à disposition de branchements électriques provisoires pour un total de 54 KVA.
- j) La Ville s'engage à assumer le nettoyage de l'espace public à l'issue de la manifestation.

En annexe : le planning de phasage.

Article 7 – Obligations de DEGEL

DEGEL PROD assurera l'accueil des spectateurs sur le site du tournage en liaison avec la Ville de Montpellier.

DEGEL PROD assurera l'ensemble des prestations rendues nécessaires pour l'organisation et la réalisation de l'Emission en sa qualité de producteur de l'Emission.

A ce titre, il assurera notamment la mise en place de tous les équipements techniques nécessaires (scène, équipements audio et vidéo...)

DEGEL PROD déclare en outre faire son affaire de la venue des artistes participant à l'Emission et transmettra dès que possible la programmation artistique de l'Emission à la Ville de Montpellier, afin que celle-ci puisse communiquer en ce sens. En cas de défection d'un artiste annoncé, DEGEL s'engage à le remplacer par un artiste de niveau et renommée équivalents.

DEGEL PROD prendra à sa charge, directement ou par l'intermédiaire de son choix, la déclaration et le versement des cachets revenant aux artistes ainsi que les frais relatifs à la fourniture des instruments de musique et à la participation des danseurs, choristes et musiciens nécessaires à chaque artiste. Il assurera également tous les frais rendus nécessaires pour l'hébergement et la restauration des artistes ainsi que des équipes techniques.

DEGEL PROD s'engage à faire promouvoir sur l'ensemble des supports informatifs et dans le cadre de ses actions de communication avec France Télévisions le partenariat avec la Ville de Montpellier.

DEGEL PROD s'engage à travailler avec la Ville de Montpellier sur le contenu de l'émission, notamment sur les séquences et images de Montpellier et faisant la promotion du territoire.

Article 8– Modalités financières

DEGEL prend en charge le coût financier de la production et de la réalisation de l'Emission, dont le budget s'élève à la somme de 650.000 € HT (six cent cinquante mille euros hors taxes). Cette prise en charge inclut notamment les prestations de production et de réalisation, les prestations techniques et artistiques nécessaires pour la réalisation de l'Emission.

La Ville de Montpellier s'engage à verser une somme de 300 000 € TTC (trois cent mille euros toutes taxes comprises), payable comme suit :

- 30 % (trente pour cent) à la signature du présent contrat
- le solde à l'issue de l'Emission.

Ce montant est issu d'une négociation globale prenant en compte la valorisation par la Ville des moyens mis à disposition par ses soins (occupation du domaine public, prestations en nature telles que décrites en article 6).

A ce titre, il n'est donc prévu aucune redevance d'occupation du domaine public à la charge de DEGEL PROD ni aucune facturation pour les prestations en nature assumées par la Ville de Montpellier, qui s'engage à les garder seule à sa charge.

Pour DEGEL, le paiement est effectué à :

CIC Banque transatlantique

26, avenue Franklin Roosevelt

75372 Paris Cedex 08

RIB : 30 568 19 917 000 200 13 901 48

Article 9 – Responsabilités et assurances

Le Producteur est responsable des préjudices corporels et des dommages matériels ainsi qu'immatériels que pourraient subir les tiers ou les participants pendant les travaux de préparation, montage, tournage et démontage et occasionnés par son matériel et/ou son personnel ou toute autre personne agissant en son nom ou pour son compte. Par conséquent, le Producteur dégage la Ville de Montpellier de toute responsabilité de ce chef et la garantit en cas de mise en cause ou de condamnation.

Le Producteur couvre cette responsabilité, sous peine de résiliation, par une police d'assurance dont il paiera les primes et cotisations sans que la responsabilité de la Ville de Montpellier puisse être mise en cause. Il justifiera de la conclusion de la police d'assurance requise avant le début des opérations liées à la production de l'émission. Il prendra à sa charge l'éventuelle franchise.

La Ville de Montpellier déclare être assurée auprès de compagnies solvables pour l'ensemble des risques lui incombant, notamment ceux liés à la sécurité du public dans le cadre de la mise en œuvre de ses pouvoirs de police liés à la sécurité du public.

Elle sera notamment directement responsable des dommages matériels qu'elle pourrait causer de son fait, du fait de son personnel ou de celui de tout tiers dont elle se serait assurée le concours pour les besoins de l'Emission, aux biens mobiliers et immobiliers lui appartenant, appartenant à son personnel et ses collaborateurs et/ou mis à sa disposition, ainsi que des dommages corporels causés aux personnes lors de l'organisation de l'émission et de son tournage.

Article 10 – Résiliation et cas de force majeure

10.1 En cas d'annulation de l'émission ou du tournage, résultant d'un cas de force majeure, la convention sera résiliée de plein droit. Dans ce cas, les sommes et contributions déjà engagées par la Ville de Montpellier au titre de la présente convention lui seraient remboursées et les

obligations respectives des parties deviendraient caduques. Les parties renoncent à demander des dommages et intérêts en cas de résiliation en application du présent alinéa.

Sera considérée notamment comme force majeure toute guerre, tout fait de grève et/ou lock-out empêchant l'exécution du présent contrat qu'il intervienne ou non au sein de DEGEL, toute épidémie et/ou pandémie, toute disposition d'ordre législatif, réglementaire et plus généralement, tout acte émanant de toute autorité compétente empêchant d'exécuter les obligations contractuelles, et d'une manière générale, toute forme de force majeure telle que définie par la jurisprudence des tribunaux.

10.2 Dans l'hypothèse de manquement ou d'inexécution totale ou partielle de ses obligations et engagements par l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, 15 (quinze) jours après réception d'une mise en demeure notifiant le manquement et/ou l'inexécution constatée, effectuée par lettre recommandée demeurée infructueuse, sans qu'il soit besoin d'autre formalité et sans préjudice de tous dommages - intérêts qui pourraient être réclamés.

10.3 Toute annulation de l'émission par Degel Prod pour quelque cause que ce soit autre qu'une inexécution par la Ville de ses engagements entraînera la restitution de la totalité de l'acompte prévu par l'article 8 et le non-paiement du solde, sans préjudice de tous les dommages et intérêts qui pourraient être réclamés.

La disposition prévue ci-avant sera également applicable si, à la suite d'une modification du planning par Degel Prod telle que prévue à l'article 4 les parties n'ont pu se mettre d'accord sur un nouveau planning.

Article 11– Stipulations générales

Intégralité de la convention

La présente convention exprime l'intégralité de l'accord des parties relativement à son objet. Elle ne pourra être modifiée que par voie d'avenant signé entre les parties.

Non validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention sont tenues pour non valides ou considérées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou d'une décision de justice définitive d'une juridiction compétente, elles seront réputées non écrites et les autres stipulations demeureront en vigueur.

Domiciliation

Pour les besoins de l'exécution de la présente convention, et en particulier, des notifications le cas échéant effectuées en application de ses stipulations, les parties élisent domicile aux adresses visées en-tête des présentes, sauf stipulations contraires précisées par voie d'avenant à la présente convention.

Loi applicable

Le présent contrat est soumis au droit français.

Litiges

Tout litige relatif à la formation, l'interprétation et l'exécution du présent contrat fera l'objet d'une recherche amiable de solution entre les parties.

A défaut de règlement amiable dans le délai de 30 jours à compter de la notification par une des parties par lettre recommandée avec accusé de réception de la question objet du litige, le litige devra être porté devant la juridiction administrative compétente.

Fait à Montpellier, leen trois exemplaires originaux

Le Producteur

Représenté par

Madame Daniela LUMBROSO,

Gérante

La Ville de Montpellier,

Représentée par

Madame Hélène MANDROUX

Maire

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Cinéma Nestor Burma

Adoption du tarif de 4€ pour les spectateurs de moins de quatorze ans

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis le 1er janvier 2014, la Fédération Nationale des Cinémas Français (FNCF) a proposé aux cinémas d'appliquer un tarif spécifique pour les spectateurs de moins de quatorze ans. Le montant est désormais de 4 euros (hors supplément 3D). Cette mesure a été rendue possible par la baisse de la TVA pour les cinémas, fixée depuis le 1^{er} janvier 2014 à 5.5%

Concernant les films à destination du Jeune Public labellisés « Ecran des Enfants » au Cinéma Nestor Burma, le tarif de 3 € pour tous les spectateurs sera maintenu.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le tarif de 4€ pour les spectateurs du cinéma Nestor Burma âgés de moins de quatorze ans ;
- De maintenir le tarif de 3€ pour tous les spectateurs de films labellisés « Ecran des Enfants »
- D'intégrer ce nouveau tarif de 4 € aux tarifs de la Ville pour l'année 2014 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 18/02/2014

200

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Comédie du Livre

Autorisation de dépôt de demande de subventions et aides directes à la venue d'auteurs invités par la Ville

Philippe SAUREL rapporte :

A l'occasion de la 29^e édition de la Comédie du Livre, la Ville de Montpellier a décidé de mettre à l'honneur les 23, 24 et 25 mai 2014 les littératures nordiques contemporaines.

Pendant ces trois jours, une trentaine d'écrivains islandais, norvégiens, suédois, danois et finlandais, invités par la Ville de Montpellier, participeront à une très riche programmation de rencontres, de tables rondes et de lectures.

Dans ce cadre, suite aux échanges avec les représentants des pays dont sont originaires les écrivains concernés, il s'est avéré la possibilité pour la Ville de Montpellier de solliciter auprès de leurs structures et instituts culturels, des aides permettant la prise en charge directe ou le règlement des frais de transport relatifs à la venue des auteurs. Les institutions sollicitées sont notamment :

- Pour la Norvège : Norla, Centre pour la littérature norvégienne à l'étranger
- Pour la Finlande : FILI, Finnish Literature Exchange
- Pour l'Islande : Islit, Icelandic literature center
- Pour la Suède : Swedish Art Council
- Pour le Danemark : Danish Arts Agency – literature centre
- Pour le Fonds Culturel Nordique : Norden, Nordic Culture Fund

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le dépôt, auprès des structures institutionnelles, instituts culturels et ambassades islandais, norvégiens, suédois, danois et finlandais, de dossiers de demandes d'aides relatives à la prise en charge ou au règlement des frais de transport et de séjours des auteurs invités dans le cadre de la Comédie du Livre ;
- De dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;

- D'approuver l'inscription en dépenses, au budget de la Direction Culture et Patrimoine pour l'organisation de la Comédie du Livre, du montant correspondant aux aides perçues;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAQUI, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Association Cœur de Livres Attribution d'une subvention et convention de partenariat Exercice 2014

Philippe SAUREL rapporte :

L'Association Cœur de Livres (ancienne « Comédie du livre, Littérature et Bande dessinée ») a pour but de promouvoir le livre et la pratique de la lecture sur le territoire de la ville de Montpellier, de réunir l'ensemble de la librairie indépendante et de lui servir de lieu de réflexion. Elle organise avec ces libraires des actions collectives de valorisation de leur rôle en tant qu'acteurs essentiels de la chaîne du livre et permet la rencontre entre écrivains, professionnels du livre et les publics de la ville.

En 2010 et 2011, lors de la réforme de la manifestation Comédie du Livre entreprise par la Ville et l'association, cette dernière a vu ses objectifs, statuts et composition fortement modifiés : elle accueille désormais l'ensemble des librairies indépendantes, s'est ouverte à d'autres acteurs et professionnels du livre. Ses missions sur la Comédie du Livre ont été recentrées autour la coordination de la librairie indépendante et de ses actions pendant la manifestation, la prise en charge des auteurs invités – hors littératures étrangères invitées – par chaque libraire et la participation, aux côtés de la Ville de Montpellier organisatrice, à la réflexion sur la programmation générale ; surtout, elle développe désormais à l'année des actions de médiation et de valorisation de la lecture et du livre sur le territoire de la ville.

Ainsi, l'association développe à l'année, en concertation avec l'ensemble des librairies indépendantes basées sur le territoire de la ville, ainsi qu'avec des représentants des autres métiers du livre et de la lecture publique, une programmation originale permettant la rencontre entre écrivains et publics les plus nombreux et divers possibles : rencontres littéraires, actions de médiation auprès du jeune public et des scolaires, valorisation et programme de découverte des métiers et acteurs du livre, week-end de la librairie indépendante, journée de lectures littéraires.

De même, pour préparer et compléter les trois jours sur la littérature contemporaine et les auteurs invités, l'association Cœur de Livres continue en 2014 à proposer au public montpellierain, en amont de la manifestation, un cycle de rencontres mensuelles autour des grandes figures du patrimoine littéraire du pays

invité : Les Rencontres Littéraires. Ces dernières doivent permettre au public montpelliérain de se familiariser avec les grands auteurs, les grandes œuvres, les courants littéraires qui ont inspiré les auteurs qui sont invités lors de la Comédie du livre. Pour cela, un écrivain, scénariste, dessinateur, poète... français est invité chaque mois à partager la passion et l'intérêt qu'il éprouve pour une grande figure littéraire du pays invité. La forme retenue est celle du dialogue, ou de la table ronde, et la médiation est assurée, la plupart du temps, par des enseignants de l'Université Montpellier III.

Les rencontres auront lieu salle Pétrarque, mise à disposition à cette occasion par la Ville à l'association, ce qui correspond à une aide en nature de la Ville à hauteur de 4 800 euros.

Le programme des Rencontres Littéraires du premier semestre 2014, autour des littératures nordiques, est le suivant : jeudi 23 janvier : les Sagas islandaises, jeudi 20 février : Elias Lönnrot et le Kalevala, jeudi 20 mars : Hans Christian Andersen, jeudi 24 avril : Ibsen vendredi 23 mai : Selma Lagerlöf.

Par ailleurs, l'association est une interlocutrice régulière du Centre National du Livre et de Languedoc-Roussillon Livre et Lecture, future Agence Régionale du Livre, de la Médiathèque départementale, du réseau des médiathèques de l'Agglomération. Elle bénéficie par ailleurs du soutien financier de l'État (Centre National du Livre + DRAC + Contrat aidé) : 39 446 euros en 2013, de la Région Languedoc-Roussillon : 47 000 euros en 2013, et du Conseil général : 2 000 euros.

La manifestation Comédie du Livre proprement dite, organisée par les services de la ville et financée par celle-ci, consiste en trois jours de rencontres littéraires permettant au public de découvrir une littérature étrangère ; elle favorise la rencontre entre écrivains et lecteurs montpelliérains et met en valeur le réseau des librairies indépendantes qui maille le territoire de la ville ; elle offre des moments de découverte de toutes les formes que revêt la création littéraire. La 29^{ème} édition se déroulera les 23, 24 et 25 mai 2014 sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle et mettra à l'honneur les littératures nordiques.

Conformément à ses missions, Cœur de Livres apporte aide, assistance financière et assure un rôle de médiation auprès des librairies indépendantes, afin de permettre la venue d'auteurs pendant la Comédie du Livre et de favoriser ainsi leur rencontre avec les publics de la ville.

L'association Cœur de Livres participe au comité de pilotage et aux différentes réunions de programmation de la manifestation placés sous l'autorité de la Ville.

Parce qu'elle juge importante la présence sur son territoire d'une association à même de coordonner les actions des librairies indépendantes et d'impulser avec elles une action collective autour de la présence du livre et de la rencontre entre écrivains et publics, la Ville de Montpellier continue à soutenir l'association Cœur de Livres et ses projets.

Pour cela elle met gratuitement à disposition de cette association des locaux situés à l'Hôtel de Varennes, 2, place Pétrarque, au premier étage, dont la valeur locative peut-être estimée à 15 000 euros par an.

L'association Cœur de Livres a déposé une demande de subvention de 100 000 euros pour son fonctionnement ; n° de dossier 000246.

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2012 et du budget prévisionnel 2014
de l'association Cœur de Livres

Compte de résultat simplifié exercice 2012 et budget prévisionnel 2014					
Charges	CR 2012	BP 2014	Produits	CR 2012	BP 2014
Achats et services	136 605	127 953	Subventions	231 019	234 429
Salaires et Charges de personnel	94 975	105 262	DRAC	3 000	6 000
Impôts et Taxes	2 087	1 568	CNL	22 000	25 000
Autres Charges	416		Ville	162 000	100 000
Dotations amortissements	702	500	Région	44 019	50 000
Charges financières	213	50	Agglomération	-	5 000
-	-	-	Conseil général	-	2 000
-	-	-	Offre culturelle (DRAC/Réus. Educ.)	-	4 600
-	-	-	Contrat aidé	-	15 444
-	-	-	Autres partenaires	-	26 385
-	-	-	Cotisations	900	904
Totaux	234 998	235 333	Totaux	231 919	235 333
Excédent :	-	-	Perte :	3 079	-

Mise à disposition annuelle des locaux situés à l'Hôtel de Varennes, 2 place Pétrarque : 15 000 €

Mise à disposition de la Salle Pétrarque pour les 4 Rencontres littéraires : 4 800 €.

Considérant que le rôle joué par l'association Cœur de Livres auprès des librairies indépendantes est indispensable à la réussite de la manifestation « Comédie du Livre » organisée et financée par la Ville, que ce rôle se joue dans le cadre d'un partenariat avec la Ville, considérant aussi que son rôle dans la construction collective d'une programmation – Comédie du Livre – qui contribue de manière décisive au rayonnement littéraire de la Ville de Montpellier ; considérant enfin que cette association par des actions qu'elle porte à l'année sur le territoire de la ville – *Rencontres littéraires, Escapades en Librairie, Raconte moi le livre, lectures de traverses* – contribue fortement à la sensibilisation des publics – jeunes et scolaires en premier lieu – aux métiers du livre, au monde de l'écrit et de la création littéraire ; il est proposé de lui attribuer une subvention au titre de l'exercice 2014 de 100 000 € pour son fonctionnement et de passer une convention de partenariat jointe en annexe accompagnée du budget prévisionnel global 2014.

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
1876	Cœur de Livres	F	100 000 €
	TOTAL		100 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent une aide en nature et dire que le montant valorisé de cette aide sera ainsi inscrit au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 100 000 €;

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



Code bénéficiaire : 1876

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :
La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

D'une part,

Et :

L'association Cœur de Livres représentée par monsieur Serge Bourjéa, Président élu par l'Assemblée générale extraordinaire du 04 décembre 2012.

D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La défense du livre et de son économie ; la découverte des littératures du monde et des auteurs français et étrangers ; la défense des librairies indépendantes en tant que médiateurs indispensables du livre auprès des publics ; la promotion de la lecture auprès de tous les publics, ont toujours été des éléments essentiels de la politique de la Ville en matière de culture.

Ces objectifs sont aussi poursuivis par l'association Cœur de Livres. Celle-ci coordonne à l'année l'action des librairies indépendantes sur des projets collectifs, participe à ce titre à La Comédie du Livre, manifestation organisée par la Ville de Montpellier dont elle est le principal partenaire et pour laquelle elle assure la venue et l'accueil des auteurs invités des librairies, réalise enfin toute l'année durant, et sur le territoire de la ville, des actions de médiation, de promotion et de valorisation du livre et de la lecture auprès des différents publics de la ville. La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établiront les relations entre les partenaires pour la saison 2014, ainsi que lors de la prochaine édition de la manifestation Comédie du Livre qui aura lieu les 23, 24 et 25 mai 2014.

Ceci exposé, Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Cœur de Livres développe à l'année un certains nombres d'actions orientées selon six axes :

- la réflexion, la coordination des actions de la librairie indépendante montpelliéraine, avec organisation d'un week-end culturel et littéraire en librairie : les Escapades en librairie ;
- la coordination des actions, des propositions et de la présence des librairies sur la manifestation La Comédie du Livre ;
- la réflexion aux côtés de la Ville de Montpellier, organisatrice de l'évènement, à la programmation et l'évolution de la Comédie du Livre ;
- l'organisation d'un cycle de rencontres mensuelles explorant l'histoire de la littérature du pays invité de l'édition annuelle de la Comédie du Livre, Les Rencontres Littéraires ;
- la valorisation de la lecture publique de textes littéraires, par l'organisation d'Ateliers de lectures ;
- la sensibilisation des plus jeunes aux métiers, acteurs et enjeux du livre et de la lecture, par l'opération Raconte-moi le Livre.

Dans le cadre de son activité annuelle, l'association Cœur de Livres invente, réalise et met en place des outils favorisant la rencontre entre écrivains, acteurs du livres de la ville et publics de la ville. Elle assure la coordination entre les différents libraires indépendants dans le but de constituer une programmation annuelle et collective. Elle crée les outils de la médiation indispensable autour des acteurs et des lieux du livre, à destination de ceux qui n'y ont pas d'habitude accès.

Pour la mise en œuvre de ces actions, la structure bénéficiaire Cœur de Livres a sollicité une subvention de fonctionnement de 100 000 euros.

Considérant que ces projets contribuent au développement de sa politique culturelle en matière de promotion du livre, de la lecture et de la création littéraire, que le rôle de Cœur de Livres est essentiel au bon déroulement de La Comédie du Livre et qu'il présente un fort intérêt local, par sa capacité à aider ces acteurs fragiles et indispensables de la vie culturelle que sont les librairies indépendantes, la Ville de Montpellier a décidé d'apporter son soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire association Cœur de Livres une subvention de 100 000 euros pour le fonctionnement.

Article 3 : Valorisation

Mise à disposition d'un local

La Ville de Montpellier met à disposition de la structure bénéficiaire Cœur de Livres les locaux situés au premier étage de l'Hôtel de Varennes, 2, place Pétrarque. Elle met d'autre part à disposition la salle Pétrarque, pour la tenue des Rencontres Littéraires mensuelles. On peut estimer la valeur de la mise à disposition du local de l'Hôtel de Varennes à 15 000 euros l'an. Et la mise à disposition gratuite de la salle Pétrarque pour huit soirées par an, représente une subvention en nature de 4 800 euros.

Article 4 : Participation de l'association Cœur de Livres à la Comédie du Livre

Désignation des représentants de l'association

Serge Boujca en tant que Président et Laurence Patri en tant que directrice représentent l'association dans le cadre du comité de pilotage et de certaines des réunions de programmation

Dans le cadre de la manifestation annuelle La Comédie du Livre, organisée et financée par la Ville de Montpellier, l'association Cœur de Livres assume les missions suivantes :

- Aide, assistance et rôle de médiation auprès des librairies indépendantes participant à la manifestation aboutissant à la prise en charge totale ou partielle de la venue d'auteurs (hors manifestation équitable de ceux-ci sur les stands d'exposants. Animation d'une réflexion collective sur l'action des librairies au cœur de la manifestation. Proposition d'une programmation valorisant les auteurs invités des librairies en collaboration avec les services de la Ville de Montpellier.
- Coordination de l'espace sur stand accordé par la Ville de Montpellier aux librairies membres : répartition des espaces, aide et assistance à la tenue des stands et à l'exposition des livres et auteurs sur stand. L'association a ainsi pour mission de s'assurer que chaque librairie valorise au mieux l'espace qui lui est accordé 1) en assurant le meilleur accueil de chacun des auteurs invités 2) en faisant en sorte d'animer l'espace qui lui est accordé, en décorant le stand, en lui donnant une identité visuelle qui corresponde à l'identité de la librairie ; 3) en assurant une présentation propre et avenante des ouvrages des auteurs invités.

- Participation active, à travers les personnes de son Président, Serge Boujca, et de sa directrice, Laurence Patri, au comité de pilotage et à certaines réunions de programmation mis en place par la Ville de Montpellier et placée sous son autorité.

- Participation active de l'association Cœur de Livres au sein du personnel d'accueil et d'encadrement les trois jours de la manifestation, et tenue d'un bureau d'accueil des auteurs invités des librairies membres.

Article 5 : Communication

Communication

Un accompagnement en communication sera apporté par la Ville de Montpellier à l'association Cœur de Livres dans le cadre de sa participation à la Comédie du Livre, ainsi que dans le cadre plus large de ses actions annuelles.

D'autre part, la Ville de Montpellier met à la disposition de l'association un espace au sein de son stand sur la manifestation, espace clairement identifié, et servant de bureau d'accueil des auteurs invités des librairies.

La Ville et l'association s'engagent, pour l'ensemble des activités à faire état de leur participation respective sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias.

Tous les documents de communication devront faire apparaître les logos de :

- la Ville de Montpellier ;
- l'association Cœur de Livres.

Article 6 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que le RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2013 certifié par le président, ou le Commissaire aux comptes accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2013.
- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09. 2014 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2013 – 2014 ;
- Pièce n°6 : le projet pour la première partie de la saison 2014 – 2015.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 7 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire association Cœur de Livres s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2014 certifiés par le Président ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2014 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 8 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 9 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 10 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments concrets de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 11 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- la subvention concernant le fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- l'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 6 de cette présente convention.

Article 12 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier
Madame le Maire,

Pour L'association
Le Président

*Signer et parapher chaque page

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789
« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Association Allons'Z'Enfant - Cie Didier Théron Attribution d'une subvention Convention de partenariat

Philippe SAUREL rapporte :

L'association Allons'Z' Enfants gère la Compagnie Didier Théron, une compagnie de danse particulièrement active dans le quartier Mosson où elle est implantée. Cette compagnie occupe, par une convention signée en 1992, l'Espace Bernard Glandier, un lieu jouxtant le Théâtre Jean Vilar.

La Ville de Montpellier assure les réparations inhérentes à son statut de propriétaire et y réalise des aménagements qui apportent plus de confort aux danseurs et au public. Cet espace de plus de 327 m² comprend des bureaux, une salle de danse et un espace permettant l'accueil du public. Ces locaux sont mis à disposition de l'association Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron à titre gracieux. La valorisation du loyer s'élève annuellement à 36 047 €.

La compagnie créée en 1986, emploie 46 salariés dont 32 sont intermittents du spectacle, dirigée par le chorégraphe Didier Théron. A travers une ligne de conduite artistique construite autour de 3 mots : Résider - Résonner – Résister, la compagnie propose depuis 27 ans des spectacles qui connaissent bien au-delà du quartier dans lequel ils sont créés une renommée internationale. Elle est régulièrement présente dans de nombreux festivals dont celui de « Montpellier Danse ». Outre ces événements de prestige, cette compagnie travaille tout au long de l'année avec les acteurs sociaux et culturels du quartier Mosson, les médiathèques, les écoles et collèges, ainsi qu'avec des associations culturelles. Elle a en outre participé à travers la programmation d'un spectacle à la ZAT Mosson d'avril 2013.

Cette compagnie est soutenue par l'ensemble des institutions, État, Région, Département, Agglomération, Ville. L'aide de la Ville de Montpellier est versée au titre du fonctionnement.

Concernant l'Espace Bernard Glandier, celui-ci sert en priorité au travail de la compagnie, création, répétition, diffusion ; la compagnie y dispense aussi des stages pour danseurs professionnels, des ateliers pour adultes amateurs et pour les enfants pendant les vacances. Il est également un lieu de résidence artistique mis à

disposition de compagnies de danse, d'ici et d'ailleurs. Enfin, il est un lieu de diffusion des spectacles de la compagnie et de spectacles programmés dans le cadre du festival « Mouvement sur la Ville ».

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron s'inscrivent pleinement dans la politique de la Ville en matière de création et de diffusion de la danse, il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 25 000 € pour assurer le fonctionnement de son lieu et de sa Compagnie (n° de dossier : 000343), et de passer avec la dite association une convention de partenariat jointe en annexe.

Le budget est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Allons'z'Enfants – Cie Didier Théron : Compte de résultat 2012 et budget prévisionnel 2014.

Charges	CR 2012	BP 2014	Produits	CR 2012	BP 2014
Achats	57 118	9 100	Produits d'exploitation	70 261	169 850
Services extérieurs		84 620	Cotisations	-	250
Salaires et charges	157 992	215 513	Subventions	172 332	143 000
Impôts et taxes	3 498	3 867	<i>DRAC</i>	108 768	68 000
Dotations aux amort. et risques	13 249	-----	<i>Ville</i>	25 384	35 000
Autres charges	1 593		<i>Région</i>	25 000	15 000
Charges financ. et excep.	2 500	-----	<i>Conseil Général</i>	7 000	7 000
			<i>Autres</i>	6 180	
Impôts sur les bénéfices	3 690	-----	<i>Communauté d'Agglomération</i>	-	10 000
-----	-----	-----	<i>Réseau En Scène/Institut Français</i>	-	8 000
-----	-----	-----	Produits financ. et excep.	19 753	-----
Total	239 640	31300	Total	262 346	313 100
Excédent	22 706				

Tableau d'attribution

N° asso.	Association	Nature	Montant
2432	Allons'Z'Enfants – Cie Didier Théron	F	25 000 €
	Total		25 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 25 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;

- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 18/02/2014

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions de fonctionnement à des compagnies de théâtre, de danse et à des groupes de musique Exercice 2014

Philippe SAUREL rapporte :

Reconnaissant l'importance qu'ont les compagnies de danse, de théâtre ainsi que les groupes de musique dans le domaine du spectacle vivant tant au niveau des enjeux artistiques, sociaux, économique que territoriaux, la Ville de Montpellier conforte son aide financière pour 2014 à travers le versement de subventions de fonctionnement afin d'assurer la pérennité de ces acteurs culturels sur le territoire de la Ville.

L'engagement de ces compagnies et groupes musicaux est essentiel à la richesse et à la vitalité artistique de notre cité. Leurs activités dans le domaine du spectacle vivant participent au rayonnement de la Ville de Montpellier et de sa richesse artistique. Ces associations œuvrent également à la diversité des esthétiques de création ainsi qu'à la transmission ou au renouvellement des répertoires.

Les attributions ont été conditionnées par les critères suivants : qualité et contenu artistique ; niveau de professionnalisation des équipes artistiques ; capacité à travailler en réseau et à inscrire son travail dans un projet de territoire ; originalité des projets ; appartenance à une structure de mutualisation ; territoires de diffusion ; montant des aides apportées par les autres collectivités ; rayonnement de la structure.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions de fonctionnement aux 52 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 205 000 € au titre de l'exercice 2014.

Code association	Nom association	Nature	Montant
Compagnies de danse			
418	ASSOCIATION RAMA	Fonctionnement	9 500
597	HORS COMMERCE	Fonctionnement	9 500

1240	SATELLITE	Fonctionnement	2 000
1250	ASSOCIATION COREE'GRAPHIE	Fonctionnement	3 000
2857	SINGULIER PLURIEL	Fonctionnement	2 500
3104	ETRE EN SCENE	Fonctionnement	7 500
3140	A CONTRE POIL DU SENS	Fonctionnement	3 500
3252	ASSOCIATION ACHLES	Fonctionnement	5 000
3311	COMPANIA INESPERADA	Fonctionnement	5 000
3426	LA MENTIRA	Fonctionnement	2 000
3455	ARTEFACTDANSE	Fonctionnement	2 000
3668	COMPAGNIE COMME CA	Fonctionnement	5 000
3961	COMPAGNIE AURELIA	Fonctionnement	7 500
4377	PULX	Fonctionnement	2 500
4723	APPEL DU GESTE ACTUEL	Fonctionnement	1 500
4991	GROUPE NOCES DANSE IMAGES	Fonctionnement	2 000
5020	ASSOCIATION STELLA-MURRAY BROSCHE PRODUCTIONS	Fonctionnement	4 500
5034	ASSOCIATION CHICANES	Fonctionnement	7 000
5052	COMPAGNIE AUTRE MINA	Fonctionnement	5 000
5254	MARIE LOUISE BOUILLONNE	Fonctionnement	2 000
	Groupes de musique		
286	ENSEMBLE INSTRUMENTAL CONTREPOINT	Fonctionnement	500
412	INTENSITES	Fonctionnement	5 000
3314	BLABLA PRODUCTION	Fonctionnement	2 000
4967	ZIGZAGS ARBATZ ET COMPAGNIE	Fonctionnement	3 000
5361	L OREILLE ELECTRIQUE	Fonctionnement	2 000
	Compagnies de théâtre		
473	LE BAO	Fonctionnement	2 000
532	ATHOME	Fonctionnement	2 000
1143	COMPAGNIE LES GRISETTES	Fonctionnement	3 000
1176	LA COMPAGNIE PROVISoire	Fonctionnement	2 000
1315	THEATRE DE LA REMISE	Fonctionnement	4 000
1774	COMPAGNIE PEPI MORENA	Fonctionnement	3 000
2003	COMPAGNIE AUGUSTE SINGE	Fonctionnement	2 000
3073	LES FOURMIS ROUSSES	Fonctionnement	2 000
3156	PRIMESAUTIER THEATRE	Fonctionnement	2 500
3185	LA COMPAGNIE DU PAS'SAGE - RENCONTRES SCENE JEUNESSE CDP RSJ	Fonctionnement	2 000
3270	CAUSE TOUJOURS	Fonctionnement	1 000
3471	COMPAGNIE DES NUITS PARTAGEES	Fonctionnement	3 000
3617	COMPAGNIE POINT DU JOUR	Fonctionnement	4 000
4214	U STRUCTURE NOUVELLE	Fonctionnement	9 000
4364	EXIT COMPAGNIE	Fonctionnement	8 000
4819	L'ATALANTE	Fonctionnement	5 000
4932	COMPAGNIE DORE	Fonctionnement	1 000
4937	COMPAGNIE TIRE PAS LA NAPPE	Fonctionnement	10 000
4941	ASSOCIATION AMADEE	Fonctionnement	1 000
4951	ASSOCIATION BRUIT QUI COURT	Fonctionnement	6 000
4962	GROGNON FRERES	Fonctionnement	4 000
5016	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	Fonctionnement	5 000
5039	MACHINE THEATRE	Fonctionnement	10 000

5045	LA COMPAGNIE MARITIME LA PILOTINE	Fonctionnement	2 000
5110	COMPAGNIE VERTIGO	Fonctionnement	6 000
5388	INTIME CAMARADE	Fonctionnement	2 500
5513	COMPAGNIE LA VASTE ENTREPRISE	Fonctionnement	2 000
	TOTAL		205 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement et pour les manifestations, pour un montant total de 205 000 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014



Nom de la structure: CA.....! - CULTURE-.....
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : euros
Thématique : CULTURE

Lettre d'engagement

Veuillez retourner ce document à l'adresse ci-après

**Direction de la Culture et du
Patrimoine** Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Affaire suivie par: Guilaine JOURDAN: 04.67.34.88.86 - Zita MANDALLENA : 04.67.34.70.80

Je soussigné(e),..., représentant(e) légal de la structure
CA...!, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du 17 février 2014, conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet : Montant
attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire, représentée par, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de..... euros pour le projet.

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de..... euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du 17 février 2014.

Et :

La structure bénéficiaire représentée par, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de.....euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2014.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à des projets portés par des associations culturelles Exercice 2014

Philippe SAUREL rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite encourager, à travers le versement de subventions, des projets culturels ou des structures culturelles portant leurs projets sur le territoire de la ville. Les projets ou structures retenus participent de la vitalité artistique de notre ville et valorisent des pans entiers de la culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, du livre et des arts plastiques en mettant en place des formes originales de rencontres avec le public.

Offres culturelles (cours, clubs, ateliers ...) ou temps forts (expositions, festivals ...), ces projets participent pleinement à la diversité culturelle de notre cité tout en confortant une dimension économique, sociale et territoriale.

La Ville, qui souhaite encourager des projets innovants et créatifs, s'est appuyée pour l'analyse des dossiers sur les points suivants : projet ou structure s'inscrivant dans une dynamique urbaine ; mise en œuvre d'une action en direction de tous les publics ou d'un public jeune ; originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales) ; adéquation budget/objectifs ; participation des autres collectivités aux financements.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux 80 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 297 900 € au titre de l'exercice 2014.

Code association	Nom association	Nature	Montant
	Arts Visuels		
1795	LIVING ROOM ESPACE DE CREATION CONTEMPORAINE	Fonctionnement	3 000
200	OBJECTIF IMAGE MONTPELLIER	Fonctionnement	2 000
857	A LA BARAK ATELIER DE	Fonctionnement	1 000

	PHOTOGRAPHIE		
5037	TRANSIT COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE	Projet	3 000
5037	TRANSIT COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE	Fonctionnement	5 000
	Audiovisuel et médias		
992	LE CAMESCOPE APPRIVOISE - VIDEASTES AMATEURS MONTPELLIERAINS	Fonctionnement	900
1281	KAINA	Fonctionnement	7 500
5132	KINO MONTPELLIER	Projet	1 000
107	LES AMIS DE JEAN VIGO	Fonctionnement	2 500
1171	SO BOLLYWOOD MONTPELLIER	Projet	1 000
1748	Les Rencontres du Court	Projet	3 000
1781	REGARDS SUR LE CINEMA ALGERIEN	Projet	2 000
4974	LANGUEDOC ROUSSILLON CINEMA	Projet	5 000
5095	LES CHIENS ANDALOUS	Projet	1 000
5095	LES CHIENS ANDALOUS	Fonctionnement	5 000
5833	ASSOCIATION FESTAFILM	Fonctionnement	1 000
2255	LA STATION MAGNETIQUE	Fonctionnement	500
	Culture scientifique et technique		
5358	ASSOCIATION DES CAFES GEOGRAPHIQUES DE MONTPELLIER	Fonctionnement	500
	Livre		
2242	L'OISEAU LYRE	Projet	1 000
2242	L'OISEAU LYRE	Fonctionnement	1 000
3064	LACHE LES MOTS	Fonctionnement	1 000
5129	CELEPHAS - BLACK MAMBA	Fonctionnement	1 000
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE	Fonctionnement	20 000
5386	GRAPHIE	Fonctionnement	1 000
5860	CIE EL TRICICLO	Fonctionnement	1 000
5044	CAFE DES AMIS DU JOURNAL L'HUMANITE AMIS HUMA 34	Fonctionnement	1 000
	Associations pluridisciplinaires		
3051	LEZ'ARTS M3	Projet	500
5374	APAAAV	Fonctionnement	4 000
529	LA FRICHE DE MIMI	Fonctionnement	6 000
4191	ILLUSION ET MACADAM	Fonctionnement	20 000
4389	ARDEC	Fonctionnement	10 000
4520	LE GARAGE ELECTRIQUE	Fonctionnement	5 000
	Spectacle Vivant - Danse		
1113	CLAQUETTES EN VOGUE	Fonctionnement	1 500
2683	LES GENS DU QUAI	Fonctionnement	7 000
3786	DANSER BONHEUR	Fonctionnement	1 500
4928	VILCANOTA	Fonctionnement	3 000
5643	A BAILAR TANGO	Projet	1 000
	Spectacle Vivant - Musique		
161	CLUB LYRIQUE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	3 000
382	ASSOCIATION JULES SONIC PRODS	Fonctionnement	1 500
444	AMIS DE L'ORGUE DES SAINTS FRANCOIS	Fonctionnement	500
565	CARRE MENTHE	Fonctionnement	1 000
1149	VENT DU SUD	Fonctionnement	2 000
1274	UN ORGUE DANS LA VILLE	Fonctionnement	1 000

1461	COLLECTIF KOA	Projet	6 000
1788	LES NUITS DU CHAT	Projet	2 500
1867	PIC ET COLEGRAM	Fonctionnement	1 500
1946	CRESCENDOC	Fonctionnement	4 000
1966	ASSOCIATION DES PRODUCTEURS EDITEUR DE MUSIQUE EN LANGUEDOC ROUSS	Fonctionnement	4 000
3564	JAZZ CLUB MONTPELLIER JCM	Fonctionnement	1 500
3745	ASSOCIATION CHRETIENS ET CULTURES	Projet	17 000
3746	ASSOCIATION UNI'ONS	Fonctionnement	15 000
4185	ACTE CHANSON	Fonctionnement	3 000
4755	ASSOCIATION LOLA PRODUCT	Projet	3 000
4923	280 COMMUNICATIONS	Fonctionnement	1 000
4953	L'ARC EN CIEL DES FAUBOURGS	Projet	14 000
4979	POLYFOLIES	Fonctionnement	500
5106	LE CAFE DU COMPTOIR	Fonctionnement	2 000
5156	ASSOCIATION TAF PRODUCTION	Fonctionnement	4 000
5263	DE BOUCHE A OREILLE	Fonctionnement	2 000
5398	MELTING POT MUSIC	Projet	3 500
5474	NEDA, IRAN EN CHŒUR	Fonctionnement	500
5537	MOM'ART FACTORY	Fonctionnement	1 000
	Spectacle Vivant - Théâtre		
58	ATELIER THEATRE'ELLES	Fonctionnement	6 000
231	THEATRE EN FLAMMES - CREATEF	Fonctionnement	2 000
1595	LE CRI DEVOT	Fonctionnement	1 000
1733	ATOUT CLOWNS	Fonctionnement	1 000
1949	THEAVIDA	Projet	4 000
1968	IDEOKILOGRAMME	Fonctionnement	1 000
2558	LES MURS D'AURELLE	Fonctionnement	5 000
3005	SONORITES	Fonctionnement	5 000
3283	COMPAGNIE LES TETES DE BOIS	Fonctionnement	9 000
3845	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR CDAC	Fonctionnement	20 000
3991	BAGAGES D'ACTEURS THEATRE POESIE LITTÉRATURE	Fonctionnement	1 000
4010	L'AUTRE THEATRE	Projet	2 000
4936	INTERSTICES	Fonctionnement	2 000
4994	LA COMPAGNIE DU CAPITAINE	Projet	2 000
5049	N.U. (NOS URGENCES) COLLECTIF D'ARTISTES	Fonctionnement	1 000
5205	COMPAGNIE MOEBIUS	Fonctionnement	5 000
5239	RHIZOME	Fonctionnement	3 500
5319	KLUB KLAMAUK	Fonctionnement	1 000
	TOTAL		297 900

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;

- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 297 900 €
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

Nom de la structure: CA.....! - CULTURE-.....
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : euros
Thématique : CULTURE

Lettre d'engagement

Veillez retourner ce document à l'adresse ci-après

Direction de la Culture et du
Patrimoine Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Affaire suivie par: Guilaine JOURDAN: 04.67.34.88.86 - Zita MANDALLENA : 04.67.34.70.80

Je soussigné(e)....., représentant(e) légal de la structure
CA...!, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de
Montpellier lors du Conseil Municipal du 17 février 2014, conformément à l'objet de la subvention décrit
dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le
représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure
(Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure
bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle
n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les
supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la
structure.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de
Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de
la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du 17 février 2014.

Et :

La structure bénéficiaire représentée par, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de.....euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2014.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure : -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet : Montant
attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire, représentée par, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de..... euros pour le projet.

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de..... euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la qualité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attributions de subventions à des associations gérant des lieux artistiques de création, de diffusion et d'accompagnement Exercice 2014

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier aide des associations qui gèrent des lieux artistiques de création, de diffusion, et d'accompagnement. Des lieux qui déclinent plusieurs fonctions et qui sont des éléments essentiels dans le maillage artistique et culturel de notre territoire.

Avec des jauges variables, ces lieux programment tout au long de l'année des spectacles de théâtre, de danse ou de musique. Leur liberté de programmation est indéniablement un facteur essentiel pour la richesse, la diversité et la vitalité des offres culturelles de notre ville. Devenus au fil du temps des endroits dans lesquels la rencontre entre public et artistes peut s'effectuer dans une grande proximité, ces lieux participent à la dynamique artistique et citoyenne des quartiers dans lesquels ils sont implantés. Ils peuvent être en outre des lieux « tremplins » pour les artistes locaux qui par la suite rayonneront en France et à l'étranger.

Outre leur fonction de diffusion, certains de ces lieux peuvent être aussi des lieux de résidence et de répétitions, une étape essentielle dans le processus de création. Si certains ont choisi un axe de travail unique (théâtre, musique, danse contemporaine, spectacle jeune public) d'autres, plus nombreux, sont ouverts à toutes formes de propositions artistiques.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux 7 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 41 000 €.

CODE ASSOCIATION	NOM ASSOCIATION	NATURE	MONTANT
	Le Subsonic		
4755	ASSOCIATION LOLA PRODUCT	Fonctionnement	8 000
	Studio Vox Rapido		
4817	VOX RAPIDO	Fonctionnement	4 000
	Kawa Théâtre		
3203	SINA KAWA THEATRE	Fonctionnement	3 000
	Outil Théâtre		
4325	L'OUTIL THEATRE	Fonctionnement	8 500
	Carré Rondelet		
4799	CABO MUNDO - CAP MONDE	Fonctionnement	3 000
	La Baignoire		
5016	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	Projet	6 000
	L'Imprimerie		
5109	COMPAGNIE DE L'ASTROLABE	Fonctionnement	7 000
5109	COMPAGNIE DE L'ASTROLABE	Projet	1 500
	TOTAL		41 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour la manifestation pour un montant total de 41 000 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

Nom de la structure: CA.....! - CULTURE-.....
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : euros
Thématique : CULTURE

Lettre d'engagement

Veuillez retourner ce document à l'adresse ci-après

Direction de la Culture et du
Patrimoine Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Affaire suivie par: Guilaine JOURDAN: 04.67.34.88.86 - Zita MANDALLENA : 04.67.34.70.80

Je soussigné(e),..., représentant(e) légal de la structure
CA...!, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de
Montpellier lors du Conseil Municipal du 17 février 2014, conformément à l'objet de la subvention décrit
dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le
représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure
(Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure
bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle
n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les
supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la
structure.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de
Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de
la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du 17 février 2014.

Et :

La structure bénéficiaire représentée par, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de.....euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2014.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet : Montant
attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire, représentée par, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de..... euros pour le projet.

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de..... euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à des associations gérant des chorales Exercice 2014

Philippe SAUREL rapporte :

En ouvrant en septembre 2006 la Maison des Choeurs, la Ville de Montpellier a souhaité montrer à quel point il était important de soutenir le chant choral qui touche plusieurs milliers de montpelliérains. Comptant aujourd'hui près de 34 chorales, ce lieu a su au fil des ans prouver son utilité en donnant aux nombreux choeurs de la Ville un toit pour les répétitions et les récitals.

Si cet art se situe clairement dans la pratique amateur, il est important de noter qu'un grand nombre de chefs de choeurs est professionnel, apportant ainsi un gage d'exigence et de qualité. 70% des chorales proposent comme base de travail le répertoire classique ; 30% se situent sur la chanson française ou sur la chanson du bassin méditerranéen. Chacune de ces chorales a son propre fonctionnement, certaines dépendent d'institutions telles que les universités ou lieux de culte, d'autres sont totalement indépendantes. Fonctionnant essentiellement à partir des cotisations de leurs membres et des recettes des concerts qu'elles donnent, la Ville de Montpellier est la principale institution qui reconnaît leur travail et leur implication dans le tissu culturel local.

Considérant que l'activité des chorales crée un lien social très fort entre les individus, qu'elles sont aussi des ambassadrices de l'excellence montpelliéraine en matière de chant choral en France et à l'étranger, il est proposé d'attribuer à 20 chorales figurant dans le tableau ci-après un montant global de subventions s'élevant à 37 000 €.

CODE ASSOCIATION	NOM ASSOCIATION	NATURE	MONTANT
146	AMIS DE L'ORGUE ET CHŒURS DE LA CATHEDRALE	Fonctionnement	2 000
148	CHOEURS DE L'ENCLOS	Fonctionnement	3 500
149	ENSEMBLE VOCAL CLAIRE	Fonctionnement	5 000

	GARRONE		
151	CHOEUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER LR	Fonctionnement	1 000
152	GROUPE VOCAL ARLEQUIN	Fonctionnement	500
153	ENSEMBLE VOCAL DE MONTPELLIER	Projet	6 500
375	B.A. BACH	Fonctionnement	1 000
465	CHOEUR LES CHOREGIENS	Fonctionnement	2 500
547	VOCALYS	Fonctionnement	500
1986	CHORALE PROTESTANTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 500
2009	CORALEN	Fonctionnement	500
2057	ARS MUSICA MONTPELLIER	Fonctionnement	2 500
2137	CHORALE COR CANTO A CŒUR JOIE	Fonctionnement	1 000
3996	ENSEMBLE CHORAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER ECUME	Fonctionnement	3 500
4011	ATOUT CHŒUR	Fonctionnement	1 000
4630	CHOEUR D'O	Projet	1 000
4726	ENSEMBLE VOCAL L'ACCROCHE CHOEUR	Fonctionnement	1 000
4778	ART ET CREATION CHORALE ACC	Fonctionnement	1 500
5172	LE CHOEUR DES BALLADINS	Fonctionnement	500
5472	VOY'ELLES CHOEUR DE FEMMES DE MEDITERRANEE VOY'ELLES	Fonctionnement	500
	TOTAL		37 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement et pour les manifestations, pour un montant total de 37 000 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

Nom de la structure: CA.....! - CULTURE-.....
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : euros
Thématique : CULTURE

Lettre d'engagement

Veuillez retourner ce document à l'adresse ci-après

Direction de la Culture et du
Patrimoine Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Affaire suivie par: Guilaine JOURDAN: 04.67.34.88.86 - Zita MANDALLENA : 04.67.34.70.80

Je soussigné(e),..., représentant(e) légal de la structure
CA...!, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de
Montpellier lors du Conseil Municipal du 17 février 2014, conformément à l'objet de la subvention décrit
dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le
représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure
(Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure
bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle
n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les
supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la
structure.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de
Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de
la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du 17 février 2014.

Et :

La structure bénéficiaire représentée par, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de.....euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2014.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet : Montant
attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire, représentée par, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de..... euros pour le projet.

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de..... euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions au Fonds d'aide à la création musicale Exercice 2014

Philippe SAUREL rapporte :

Afin d'aider des projets musicaux spécifiques, la Ville de Montpellier a décidé, depuis 2009, de mettre en place le Fonds d'Aide à la Création Musicale. Ce Fonds s'adresse à des artistes professionnels ou en voie de professionnalisation, il entend apporter une aide financière à la création de spectacles et à l'enregistrement d'œuvres musicales. Il s'inscrit plus largement dans une volonté d'aider la musique à travers un soutien aux salles de concerts et à la diffusion. Le Fonds d'Aide à la Création Musicale est un dispositif unique dans ces objectifs car il valorise des projets musicaux originaux et créatifs sur des critères artistiques et pas uniquement commerciaux comme c'est souvent le cas dans ce secteur.

Cette année 2014 atteste d'une montée en puissance et en gamme de ce dispositif qui est à présent repéré par les groupes et les chanteurs de Montpellier. La qualité des propositions est au RDV, le FACM joue bien le rôle qui est le sien, aider les professionnels à travailler correctement et leur donnant des moyens financiers ciblés et accrus.

Sur 17 dossiers déposés en 2014, 11 ont été retenus. La création de spectacle représente 35%, l'enregistrement 65 %.

Pour donner au dispositif une force et une cohérence supplémentaire, une collaboration s'est établie depuis la création du dispositif avec « Hérault Musique Danse » afin d'apporter éventuellement aux bénéficiaires des dates de concert sur l'ensemble du département de l'Hérault, notamment à travers le dispositif 34 tours.

L'attribution de ces subventions repose sur une étude spécifique annuelle et les aides proposées ne peuvent être accordées deux années consécutives. Cette aide est par ailleurs cumulable avec les autres subventions des Collectivités Territoriales et de l'État.

Il est proposé dans le cadre du Fonds d'Aide à la Création Musicale d'attribuer une subvention aux 11 associations figurant dans le tableau ci-après, pour un montant total de 26 000 euros ; de passer une convention de partenariat distinguant les créations de spectacles musicaux et les enregistrements de CD avec chacune des associations citées dans ce tableau.

Type d'aide	Association	Artiste	Montant
Enregistrement	THEATRE EN FLAMMES - CREATEF	Georges Nounou	2 500 €
Enregistrement	BE FAST	Salut les Anges	1 500 €
Création	ENSEMBLE CHORAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER ECUME	Cubaneando	3 000 €
Enregistrement	ASSOCIATION LOLA PRODUCT	Sonic Angel	2 000 €
Enregistrement	280 COMMUNICATIONS	Julie Gordon	2 500 €
Enregistrement	LE CAFE DU COMPTOIR	Comptoir des fous	2 000 €
Enregistrement	SUR L'AIR DE RIEN	Album des chansons oubliées	2 500 €
Création	QUASI INDESTRUCTIBLE PRODUCTION	Laurent Montagne	2 500 €
Création	RAMBLIN' BASTRINGUE	Skeleton Band	3 000 €
Enregistrement	LA NOUVELLE AVENTURE	Jabberwocky	2 500 €
Enregistrement	UN KILO D'ETINCELLES	Mon mec	2 000 €
	TOTAL		26 000

En conséquence nous vous demandons :

- d'approuver les deux conventions de partenariat type annexées à la présente délibération ;
- de décider de l'attribution et de l'affectation des subventions telle que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de partenariat type;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville, chapitre 923, nature 6574, ligne de crédit 1596 pour un montant total de 26 000 €;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE A LA CRÉATION MUSICALE Pour la création d'un spectacle musical

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

D'une part,

Et :

L'association.....
représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil
d'Administration ou le Bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La Ville de Montpellier a mis en place un dispositif dénommé Fonds d'Aide à la Création Musicale – FACM – qui a pour objet de soutenir les projets musicaux émanant de groupes ou d'artistes de Montpellier qui s'inscrivent dans une logique de développement professionnel. Sur dix-sept demandes déposées en 2014, onze ont été retenues.

Article 2 : Bénéficiaire

L'association
a sollicité une subvention deeuros pour le projet de création d'un spectacle
musical de l'artiste

Il est proposé de retenir au titre de la création d'un spectacle musical cet / cette artiste au titre du FACM 2014.

Considérant que cet / cette artiste contribue au développement de sa politique en matière de culture musicale la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter son soutien financier.

Article 3 : Subvention

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à l'association
une subvention d'un montant de, en faveur de l'artiste
.....pour la création
d'un spectacle musical.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 80% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) ; ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat relatif à la création du spectacle musical
- Pièce n°3 : un rapport d'activité présentant les différentes étapes de la création du spectacle musical

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association..... s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tout document publié relatif à ce spectacle musical

Article 6 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour l'association

Le (la) Président(e)

* Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé ». Parapher chaque page.

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE À LA CRÉATION MUSICALE Pour la création et l'enregistrement d'un CD

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

D'une part,

Et :

L'association.....
Représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil
d'Administration ou le Bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La Ville de Montpellier a mis en place un dispositif dénommé Fonds d'Aide à la Création Musicale – FACM – qui a pour objet de soutenir les projets musicaux émanant de groupes ou d'artistes de Montpellier qui s'inscrivent dans une logique de développement professionnel. Sur dix-sept demandes déposées en 2014, onze ont été retenues.

Article 2 : Bénéficiaire

L'association
a sollicité une subvention deeuros pour un projet de création et
d'enregistrement d'un album musical sous forme de CD de l'artiste / du groupe.....

Il est proposé de retenir au titre de la création et de l'enregistrement d'un CD cet (te) artiste / ce groupe pour le FACM 2014.

Considérant que cet (te) artiste / ce groupe contribue au développement de sa politique en matière de culture musicale la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter son soutien financier.

Article 3 : Subvention

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à l'association
une subvention d'un montant deeuros, en faveur de l'artiste / du
groupe.....pour la création et
l'enregistrement d'un CD.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 80% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat relatif à la création et à l'enregistrement du CD ;
- Pièce n°3 : un rapport d'activité présentant les différentes étapes de la création et de l'enregistrement du CD.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association..... s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur le CD enregistré et tous supports de communication relatifs à la promotion de ce CD.
- de fournir trois exemplaires du CD enregistré.

Article 6 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour l'association

Le (la) Président(e)

* Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé ». Parapher chaque page.

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à des radios associatives Exercice 2014

Philippe SAUREL rapporte :

Il y a plus 30 ans naissaient à Montpellier les premières radios associatives libres, mouvement émanant des premières radios "pirates" en 1978.

Aujourd'hui, la ville de Montpellier compte sept radios associatives indépendantes qui animent et produisent, chaque jour, des heures de programmes radiophoniques et participent ainsi pleinement à la pluralité et à la diversité culturelle. Elles touchent tous types de public : jeune, citoyens, personnes isolées et leurs actions en font des acteurs majeurs de la liberté d'expression.

La richesse de leurs programmes permet de rendre visible des initiatives locales et d'assurer une information de proximité solidaire et citoyenne, leur impact social est donc considérable. Ces modes d'expression se construisent en activant des partenariats avec les acteurs associatifs de Montpellier et les institutions. En cela, ces associations assument une mission de lien social et participent à la construction d'une histoire et d'une identité commune. Elles apportent donc un concours essentiel au développement local et culturel.

Considérant les missions des radios associatives comme indispensables à l'exercice de la démocratie locale, la Ville de Montpellier décide de renouveler son soutien en leur octroyant chacune 8 000 € ainsi que 4 000 € à la radio étudiante A.D.O.R.E.M. créée en 2010 et hébergée depuis dans les locaux de la Maison pour Tous Emma Calvé. Cette mise à disposition de locaux constitue une aide en nature importante. 1 000 € sont attribués à l'association OAQADI qui anime des ateliers radiophoniques auprès des jeunes.

C'est donc 45 000 € au total que nous proposons de verser à 7 associations.

Il convient par ailleurs de rappeler que la ville intervient dans le cadre d'une co-production avec l'association Croqu'Oreilles – Radio Divergence F.M. à hauteur de 16 720 € pour la retransmission en direct de la saison 2013 – 2014 de l'Agora des Savoirs.

N° association	Nom association	Nature	Montant
29	MONTPELLIER CONTACTS - RADIO CLAPAS	Fonctionnement	8 000
307	RCF MAGUELONE HERAULT	Fonctionnement	8 000
491	SON E RESSON OCCITAN	Fonctionnement	8 000
1215	CROQU'OREILLES DIVERGENCE	Fonctionnement	8 000
1810	OAQADI ON A QUELQUE CHOSE A DIRE	Fonctionnement	1 000
1919	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN OUTIL RADIOPHONIQUE ETUDIA	Fonctionnement	4 000
4283	L'EKO DES GARRIGUES	Fonctionnement	8 000
	TOTAL		45 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence nous vous demandons :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations, pour un montant total de 45 000 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Mme Le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

Nom de la structure: CA.....! - CULTURE-.....
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : euros
Thématique : CULTURE

Lettre d'engagement

Veuillez retourner ce document à l'adresse ci-après

Direction de la Culture et du
Patrimoine Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Affaire suivie par: Guilaine JOURDAN: 04.67.34.88.86 - Zita MANDALLENA : 04.67.34.70.80

Je soussigné(e),..., représentant(e) légal de la structure
CA...!, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de
Montpellier lors du Conseil Municipal du 17 février 2014, conformément à l'objet de la subvention décrit
dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le
représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure
(Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure
bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle
n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les
supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la
structure.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de
Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de
la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du 17 février 2014.

Et :

La structure bénéficiaire représentée par, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de.....euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2014.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution d'une subvention à l'association Grain d'Image Convention de partenariat Exercice 2014

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis 13 ans, l'association Grain d'Image organise des rencontres photographiques mettant en valeur la jeune création. Ce festival « *Les Boutographies- Rencontre Photographiques de Montpellier* » a lieu chaque année à Montpellier pendant 15 jours et touche environ 12 000 spectateurs. Cette année la manifestation aura lieu du 17 mai au 1^{er} juin 2014.

La Ville de Montpellier soutient cette manifestation à travers l'attribution d'une subvention et la mise à disposition de locaux prestigieux dont, cette année encore, le Pavillon Populaire. Par ailleurs, depuis 2010, la Ville achète, pour un montant de 2 500 €, une sélection d'images choisies dans la série lauréate du Prix du Jury qui récompense un photographe européen émergent. De cette façon, la Ville de Montpellier enrichit sa collection photographique par l'achat d'œuvres, entériné dans les détails par une délibération soumise au Conseil Municipal suivant la remise du prix.

Il convient également de rappeler que depuis 2011, la Ville de Montpellier met à disposition de l'association un local, situé en rez-de-chaussée du 9 de la rue Colbert, qui sert de bureaux et de lieu d'exposition, soutenant ainsi l'association dans des activités plus régulières. Cette mise à disposition d'un local municipal correspond à une aide en nature de 1789 €.

Pour la manifestation 2014, la Ville met à disposition de l'association outre le Pavillon Populaire, la salle Rabelais et une salle de la Maison des Relations Internationales pour des durées variables et des usages différents : exposition, lecture de portfolio, remise de prix.

Pour la réalisation de ce festival l'association Grain d'Image a sollicité une subvention de 35 000 euros ; N° de dossier 002031.

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2012 et du budget Prévisionnel 2014
de l'association Grain d'Image

Charges	2012	2014	Produits	2012	2014
Achats	3 025	31 130	Produits	23 455	9 650
Services extérieurs	21 818				
Salaires et charges	1 171	21 520	Subventions	20 300	43 000
Impôts et Taxes	6		Etat / Rectorat	300	-
			Ville	20 000	35 000
Charges diverses de gestion	91		Conseil Régional		6 000
Dotations amortissements	2 205		Conseil Général		2 000
Charges financ. et excep.	1 917		Autres produits		
-----			Produits financ. et excep.		
-----			Transferts de charges		
Total	30 233	52 650	Total	43 755	52 650
Excédent	13 522				

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association Grain d'Image s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle de la Ville en matière de développement des arts visuels et plus particulièrement en matière de présentation de photographes contemporains et de soutien aux artistes émergents il est proposé d'attribuer une subvention d'un montant de 20 000 € pour le festival « *Les Boutographies- Rencontres Photographiques de Montpellier* ».

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
4081	Grain d'Image	P	20 000 €
		Total	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération,
- d'approuver les mises à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous-réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 20 000 € ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

301

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :

Code bénéficiaire : 4081



CONVENTION DE PARTENARIAT

"Les Boutographies - Rencontres photographiques de Montpellier"

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

D'une part,

Et :

L'association *Grain d'Image* représentée par Peter Vass, Président, reconduit par le Conseil d'Administration le 05 juillet 2013.

D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

L'association *Grain d'Image*, créée en 2001, a pour objectif de piloter collectivement des projets autour de la photographie, de fonder une dynamique d'échange culturel sans frontière et de promouvoir l'art photographique.

Ces objectifs se traduisent par deux projets principaux : « Les Boutographies - Rencontres Photographique de Montpellier » depuis 2001 et l'espace Le Mur Rouge lieu ouvert en 2011, espace d'ateliers, de travail et d'expositions photographiques accueillant entre une et quatre expositions par an.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établiront les relations entre les partenaires dans le cadre du projet « Les Boutographies - Rencontres Photographique de Montpellier. »

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

302

Article 1 : Objet

L'association *Grain d'Image* organise depuis 2001 (initialement dans le quartier Boutonnet), une manifestation dédiée à la photographie contemporaine. Cette manifestation se déroule depuis 2008 dans différents lieux d'expositions du centre historique de la ville de Montpellier. Elles contribuent à la promotion des jeunes photographes européens en lançant chaque année un appel à participation. Un jury de professionnels sélectionne 15 dossiers destinés à être exposés en fonction de la singularité de la démarche de l'auteur. Les rencontres 2014 seront ouvertes au public du 17 mai au 1^{er} juin 2014.

Pour la mise en œuvre de cette opération, l'association *Grain d'Image* a sollicité une subvention de 35 000 euros. Le budget prévisionnel de ces rencontres photographiques se monte à 52 650 euros. (Voir pièce annexe)

Considérant que ces projets contribuent au développement de sa politique culturelle en matière de présentation de photographes contemporains et qu'il présente également un intérêt local, notamment en accompagnant les talents émergents, la Ville de Montpellier a décidé d'apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à l'association *Grain d'Image* une subvention d'un montant de 20 000 euros qui sont consacrées aux « Boutographies - Rencontres Photographique de Montpellier ».

Article 3 : Participation de la Ville

Mise à disposition du Pavillon Populaire

La Ville de Montpellier mettra à disposition pour la durée de la manifestation l'ensemble de l'équipement du Pavillon Populaire **du 12 mai au 4 juin 2014**, période intégrant l'installation et le décrochage de l'exposition.

Référent

La responsable du service des lieux d'art et d'histoire et chargée de mission arts visuels, Madeline Faure, est la référente désignée par la Ville de Montpellier pour la coordination de toute la manifestation au Pavillon Populaire.

Mise à disposition de personnel d'accueil et de surveillance pour le Pavillon Populaire

La Ville de Montpellier s'engage pendant toute la durée de l'exposition à assurer un accueil du public et un gardiennage des œuvres, dans la mesure de ses possibilités de service et uniquement pour le site du Pavillon Populaire (soit du mardi au dimanche, de 10h à 13h et de 14h à 18h.)

Autorisation de permanences pour le Pavillon Populaire

La Ville autorise l'association à maintenir des permanences au Pavillon Populaire du mardi au dimanche de 13h à 14h ainsi que de 18h à 19h, les lundis 19 et 26 mai 2014 de 10h à 19h ainsi que le jeudi 29 mai 2014 en nocturne (jusqu'à 21h.)

Mise à disposition de la salle Rabelais et du salon du Belvédère au Corum

La Ville de Montpellier mettra à disposition la salle Rabelais le samedi 17 mai en soirée pour la remise des prix des Boutographies avec vin d'honneur et le lundi 19 mai pour une conférence/projection de 19h à 22h. Le Salon du Belvédère au Corum sera également mis à disposition pour une lecture de *portfolios* le dimanche 18 et le lundi 19 mai, de 12h à 20h (temps d'installation compris.)

Mise à disposition d'un local pour l'association

Depuis 2010, la ville de Montpellier met à disposition de l'association le rez-de-chaussée du local situé 9, rue Joachim Colbert dans l'Écusson. Ce local sert à l'association de bureau à l'année et de lieu d'exposition et représente une aide en nature de 1 789 euros.

Acquisition d'œuvres issues de la série lauréate du Prix du Jury

La Ville de Montpellier s'engage à acquérir, comme elle le fait depuis 2010 et pour un montant forfaitaire de 2 500 euros, une sélection d'images choisies dans la série lauréate du Prix du Jury qui récompense un photographe européen émergent. De cette façon, la Ville de Montpellier enrichit sa collection photographique par l'achat d'œuvres, entériné dans les détails par une délibération soumise au Conseil Municipal suivant la remise du prix. Le choix se fait en lien avec l'association Grain d'Image et il est soumis à validation de l'Adjoint délégué à la culture avant présentation à l'assemblée délibérante.

Article 4 : Participation de l'association Grain d'Image

Désignation du coordinateur du projet.

Peter Vass en tant que président de l'association *Grain d'Image* est le coordinateur de l'association pour l'exposition au Pavillon Populaire. Il est l'interlocuteur principal de la Ville sur le projet.

L'association assurera la mise en œuvre des rencontres : programmation, frais d'exploitation, frais de communication, frais de fonctionnement et d'installations techniques.

Sécurité et surveillance

L'association s'engage, pendant toute la durée de l'exposition et de son installation, à assurer un gardiennage des œuvres au Pavillon Populaire, selon les horaires de permanences précisés à l'article 3.

Transport et assurance

L'association se charge du transport aller et retour des œuvres photographiques, en assume les frais et s'oblige à disposer de moyens de transport adaptés.

L'association s'engage à assurer les expositions clou à clou afin de couvrir les dommages, pertes ou vols des œuvres qui surviendraient pendant les transports, l'encadrement, les montages ou les démontages, ou les présentations des expositions pendant la durée totale de l'opération, montages et démontages compris. Elle fournira ainsi, en amont de la manifestation, une attestation d'assurance en bonne et due forme à la Ville de Montpellier pour les expositions présentées au Pavillon Populaire.

Communication – invitations.

L'association s'engage à produire et installer les signalétiques intérieures des expositions (cartels, textes...) ainsi qu'à assurer la bonne médiatisation de la manifestation en anticipant sa communication : dossier de presse avec l'éditorial du Maire, conférence et visite de presse ainsi que vernissage en présence du Maire ou de son Adjoint délégué (vernissage prévu le samedi 17 mai 2014 à 11h.)

Article 5 : Constat d'état

Un constat d'état sera établi à l'arrivée et au départ des œuvres en présence du référent de la Ville ou de son représentant. La Ville de Montpellier avertira immédiatement l'association de tout dommage constaté sur l'exposition et le confirmera 24 heures au plus tard par lettre recommandée. Les dégâts seront estimés par l'association ou un expert mandaté par l'association.

Article 6 : Promotion et communication

La Ville et l'association *Grain d'Image* s'engagent, pour les opérations citées dans la présente convention, à faire état de leur participation respective sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias.

Tous les documents de communication devront faire apparaître les logos de :

- La Ville de Montpellier
- L'association Grain d'image

Tous les documents de communication doivent impérativement être soumis à la validation des référents désignés par la Direction de la Culture et du Patrimoine avant toute diffusion.

Article 7 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 80% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : Le compte de résultat 2013 certifié par le Président, ou le Commissaire aux Comptes, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public.
- Pièce n°3 : Le rapport d'activité 2013 ;
- Pièce n°4 : Un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2013 – 2014 ;
- Pièce n°5 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet, justifiées par un état des factures acquittées.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 8 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

L'association *Grain d'Image* s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2014 certifiés par le Président ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2014 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 9 : Modalités de contrôle

L'association *Grain d'Image* s'engage à fournir à la Ville, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 10 : Devoir d'information

L'association *Grain d'Image* s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 11 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 12 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 7 de cette présente convention.

Article 14 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association *Grain d'Image* des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association *Grain d'Image*

Madame le Maire,

Le Président

*Parapher chaque page

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »



Les Boutographies - Espace Le Mur Rouge - Balade(s) Parcours Photographique
9 rue Joachim Colbert 34000 Montpellier - 09 54 48 07 46 - contact@boutographies.com - www.boutographies.com

Budget prévisionnel Boutographies 2014

PRODUITS D'EXPLOITATION		RECETTES
Ventes de marchandises		
	Reste Boutographies 2013	0
	Partenariat	1000
	Adhésion	100
	Inscription Boutographies	8000
	Vente de catalogues	200
	Prestations	350
	Total ventes de marchandises	9650
Subventions d'exploitation		
	Mairie de Montpellier	35000
	Conseil Régional	6000
	Conseil Général	2000
	Total subventions d'exploitation	43000
Total des produits d'exploitation		52650

CHARGES D'EXPLOITATION		DEPENSES	Total par poste
Achats de marchandises			
	Administratif		-1780
	Fournitures administratives	-250	
	Prime d'assurance	-100	
	Affranchissement	-60	
	Téléphone Internet	-300	
	Edf	-300	
	Charges locative et loyer	-120	
	Frais divers	-500	
	Frais de Banque	-150	
	Communication et signalétique		-4400
	Tous supports de communication	-2000	
	Publicité dans presse	-1500	
	Support de communication urbain	-900	
	Prestations		-7750
	Diffusion (flyer/programme)	-2000	

Siège : Association Grain d'Image c/o Peter Vass
140 rue du Pioch de Boutonnet Bat A3 Résidence le Jardin aux fontaines - 34090-Montpellier
Association loi 1901 SIRET n° 443 352 018 00016

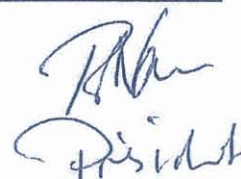
307

Comptable	-750	
Projectionniste	-2000	
PAO (catalogue/support de com)	-3000	
Exposition		-200
Confection salle d'exposition	-200	
Logistique		-4700
Transport des œuvres	-4700	
Presse		-450
Achat presse	-450	
Prix		-2000
Prix du Jury	-1000	
Prix du Public	-1000	
Soirée de projection		-900
Soirée 1	-300	
Soirée 2	-300	
Soirée Sauramps	-300	
Réception		-2100
Buffets, Repas d'accueil	-2100	
Repas		-450
Repas Arles	-250	
Repas divers	-200	
Hôtel/nuitées		-4950
Jury	-750	
Photographes	-2800	
Arles	-600	
Rome	-800	
Déplacement		-1450
Prix Exchange	-550	
Jury/Lecteurs/Invités	-500	
Rome (Fotoleggendo)	-400	
Total Achats de marchandises		-31130

Charges de personnel			
Salaires			-21520
Permanent		-17170	
Charges		-4350	
Total charges de personnel			-21520
Total charges d'exploitation			-52650

RESULTAT	0
----------	---

Suzanne 


Président

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution d'une subvention à l'association Attitude Convention de partenariat Exercice 2014

Philippe SAUREL rapporte :

L'association Attitude œuvre depuis 1989 à promouvoir les cultures urbaines, hip hop, graffiti, musique, skateboard. Les cultures urbaines et plus particulièrement la scène hip hop française comptent parmi les plus actives et des plus originales dans le monde. L'association Attitude en assure dans la région et sur la ville, son développement à travers la mise en place d'activité d'animation, de formation et d'aide à la création. Concernant le volet graffiti, elle intervient en conseil sur la réalisation de fresques.

D'autre part, l'association dispense tout au long de l'année, sur le Skate parc de Grammont, des cours de skateboard et de BMX, un Skate parc dont elle est la principale utilisatrice. L'association Attitude est également intervenue en conseil sur le devenir du Skate parc, sa rénovation et son évolution.

Hébergée gratuitement par la Ville de Montpellier dans un local municipal de 93,50 m² situé rue Ste Ursule (la valorisation annuelle du loyer s'élève à 10 285 €), cette association compte 6 salariés et plus de 60 adhérents sur Montpellier, ses activités touchent des centaines de pratiquants et des milliers de spectateurs.

Depuis plus de 12 ans, cette association est très impliquée dans l'organisation annuelle d'une importante manifestation qui concerne pour l'essentiel la jeune génération et développe à la fois des valeurs humanistes comme le respect de l'autre et des activités au croisement des arts et du sport. Intitulée BOTY (Battle nationale), celle-ci se tiendra en mai 2014 au Zénith de Montpellier.

Consciente que cette association porte tout au long de l'année, un projet artistique cohérent et ambitieux, que son activité est pleine et variée et qu'elle s'inscrit pleinement dans la politique culturelle de la Ville, il est proposé d'attribuer à l'association Attitude (n° de dossier 000381) une subvention d'un montant de 55 000 euros en fonctionnement. Le budget global de l'association, de 667 789 €, est joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Attitude : compte de résultat 2012 et budget prévisionnel 2014.

Charges			Produits		
	CR 2012	BP 2014		CR 2012	BP 2014
Achats et Services	-	393 146	Recettes propres	-	229 200

extérieurs					
Achats	38 972	-	Produits d'exploitation	574 323	-
Services extérieurs	508 558	-	Subventions	334 100	438 589
Salaires et charges	307 719	262 093	DRAC	35 000	15 000
Impôts	13 100	8 000	CUCS	-	-
Autres charges	33 439	-	Région	186 600	130 750
Dotations aux amortissements	3 432	3 000	Ville Montpellier-Fonct.	72 500	104 000
Charges financières et exceptionnelles	8 214	5 000	Ville Montpellier – projet	-	-
-	-	-	Conseil général	-	4 000
-	-	-	Agglomération	40 000	70 000
-	-	-	Autres	-	16 710
-	-	-	Produits financiers et exceptionnels	1 174	-
Total	913 434	671 239	Total	909 597	667 789
			Déficit 2012 / 2014	3 837	3 450

Tableau d'attribution :

Contribution en nature
Mise à disposition du local Mairie rue Sainte Ursule : 10 285 €

Tableau d'attribution :

N° asso.	Association	Nature	Montant
4265	Attitude	F	55 000 €
	Total		55 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 55 000 € ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.]

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

D'une part,

Et :

L'association Attitude représentée par madame Jacqueline Raymond Présidente, élue par le Conseil d'Administration ou le bureau le 08 octobre 2010.

D'autre part,

Article 1 : Objet

L'association Attitude œuvre depuis 1989 à promouvoir les cultures urbaines, hip hop, graffiti, musique, skateboard. Les cultures urbaines et plus particulièrement la scène hip hop française comptent parmi les plus actives et des plus originales dans le monde. L'association attitude en assure dans la région et sur la ville, son développement à travers la mise en place d'activité d'animation, de formation, d'aide à la création ainsi que la réalisation d'un grand événement artistique dont le but est de présenter à un large public, des rencontres de danse Hip Hop sous la forme de Battle.

L'association Attitude a sollicité une subvention d'un montant de 55 000 euros pour le fonctionnement de l'association.

Considérant que l'ensemble des activités de l'association Attitude contribue au développement de sa politique en matière de culture et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à l'association Attitude une subvention d'un montant de 55 000 euros pour le fonctionnement de l'association. Le budget est joint en annexe.

Article 3 : Mise à disposition de locaux

La Ville de Montpellier met gracieusement à disposition de l'association un local de 93,50 m² situé 15, rue St Ursule. La valorisation annuelle du loyer s'élève à 10 285 €.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera en deux fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2013 certifié par la présidente, ou le Commissaire aux comptes accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2013 ;
- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09. 2014 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2013 – 2014 ;
- Pièce n°6 : le projet pour la première partie de la saison 2014 – 2015.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 5 : Condition d'utilisation et modalités de contrôle

L'association Attitude s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2014 certifiés par la Présidente ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2014 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 88 84.

Article 6 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

L'association Attitude s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- la subvention concernant le fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association

Madame le Maire,

La Présidente

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

BP 2014

ASSOCIATION ATTITUDE BUDGET PREVISIONNEL PAR ACTIVITE 2014

Association ATTITUDE
15 rue Sainte Ursule
34 000 Montpellier

CHARGES	
Actions	488 272 73%
Battle France	149 930
Fournitures entrée et petit équipement	3 500
Location matériel	1 600
Catering	2 100
Location salles	17 000
Location son & lumière	10 000
Location structure	5 000
PV scène	1 000
Accueil technique	1 200
Sécurité	800
Cachet artistes	16 000
Hébergement	15 000
Transport	12 000
Perdiems	3 000
Restauration crews	4 000
Runners	1 500
Salaires et charge Personnel de Billeterie	490
Salaires et charges Techniciens	8 300
Salaires et charges Jury	7 500
Salaires et charges Djs	1 200
Salaires et charges Mcs	1 000
Salaires et charges Staff	2 750
Communication	25 000
Price money	10 000
Réseau Hip Hop Languedoc-Roussillon	89 881
Aide à la création danse LR	8 000
Aide à la création artistes rap LR	8 000
Stages régionaux	12 000
Circles Vibes	15 000
Buzz Booster - suivi & accompagnement	5 000
Déplacement Publics sur les actions Réseau	2 000
Circuit Régional Battles	4 000
Formation Intervenant Danse	6 000
Communication	8 000
Salaires Charges de Com et Coordination	19 845
Charges Charges de Com et Administration	2 936
Club BMX	92 862
Communication	3 418
Location Bus Sorties	1 050
Intervention pro rider BX sur la saison	2 400
Goûter des enfants pour sorties + barbecue	75
Salaires et charges RG	19 820
Salaires CEA	550
Charges CEA	650
Formation	3 000
Groupe Elite BMX	
(Déplacements, Hébergements, Repas)	21 000
Utilisation Skateparks de Grammont & Mosson	40 671
Club Skate	96 898
Communication	3 116
Matériel Pédagogique	1 000
10 SKATES+5 casques	1 000
Goûter des enfants pour sorties	50
Loc Bus Sorties	858
Intervention pro rider BX sur la saison	6 110
Déplacement Intervention pro rider BX sur la saison	281
Hébergement Intervention pro rider BX sur la saison	1 453
Photographes Intervention pro rider BX sur la saison	3 860
Formation	3 000
Groupe Elite Skateboard	
(Déplacements, Hébergements, Repas)	21 000
Salaires et charges RG	13 590
Salaires CEA	945
Charges CEA	945
Utilisation Skateparks de Grammont & Mosson	40 671
Audiovisuel	60 000
Mission réceptions	
Duplications DVD	10 000
Sous-traitance Tournage et Montage	
Authoring	25 000
Salaires	25 000
Charges	182 957 27%
Structure	182 957
Locaux	12 185
Eau, électricité, gaz	1 300
Fournitures entretien et petit équipement	600
Valorisation Locations immobilières	10 285
Administratif	23 200
Sous traitance administrative	3 000
Assurance	1 200
Commissaire aux comptes	6 000
Voyages, déplacements, missions	4 000
Publicité	1 500
Afranchissements, Telecom	6 500
Transport sur achats	1 000
Frais de personnel	131 582
Salaires	103 720
Charges	27 662
Impôts & taxes	8 000
APDS	1 000
CFDE	2 000
AFDAS Formation	3 000
AMETRIA	2 000
Dot. aux amortissements	3 000
Postes informatique	3 000
Autres charges de fonctionnements	5 000
Charges financières	5 000
TOTAL CHARGES	671 229
Résultat Exercice 2013	-3 450
TOTAL	667 779

PRODUITS	
Actions	858 504 84%
Recettes Propres	209 230 37%
Subventions Au projet	348 304 63%
Battle France	230 000
Billeterie	
Zénith / 20 € pers	100 000
Subventions	
Région LR	30 000
Agglomération de Montpellier	40 000
Ville de Montpellier	40 000
Partenaires privés	
Divers	20 000
Réseau Hip Hop Languedoc-Roussillon	117 800
Subventions	
Région LR	85 000
ORAC LR Danse	12 500
ORAC LR Musique	12 500
Vente de battles, circuit régional	4 000
Co-Réalisations	3 000
Club BMX	92 871
Licences 80 adhérents	2 800
Cours 80 jeunes	12 400
Adhésions	1 200
T-shirts club *10	500
Sorties	3 000
Stages	4 000
Prestations MPT	1 500
Participation Grpe Elite 10 Adhérents	2 000
Subventions	
Ville Montpellier Animation Sport	2 000
Ville de Montpellier Elite	5 000
Agglo Elite	5 000
Région Formation	5 000
Département Mosson	2 000
Ville de Montpellier - Mise à disposition Skateparks de Grammont & Mosson	40 671
Partenaire Intervention pro rider	3 000
Partenaires Elite	2 000
Club Skate	99 423
Licences 60 adhérents	1 500
Cours 80 jeunes	10 200
Adhésions	800
T-shirts club	500
Sorties	3 000
Stages	4 000
Prestations MPT	1 500
Subventions	
Ville de Montpellier Anim Sport	2 000
Ville de Montpellier Accompagnement	5 000
Agglo Elite	5 000
Région Formation	5 000
Département Mosson	2 000
ASP	6 212
Ville de Montpellier - Mise à disposition Skateparks de Grammont & Mosson	40 671
AFDAS Goupillaud	1 750
Partenaire Intervention pro rider	3 200
Partenaires Elite	5 000
Audiovisuel	20 000
Vente DVD	
Ventes France O	10 000
Ventes Droits Canal+	
Ventes Droits CFI	10 000
Captation BOTY 2013	
Co-production Documentaires	
Structure	109 285 16%
Recettes Propres	20 000 18%
Subventions de fonctionnement	89 285 82%
Prestations	20 000
Subventions	
Ville de Montpellier Culture	40 000
Ville de Montpellier Sport	15 000
Région Culture Fonctionnement	
Agglomération de Montpellier	20 000
Ville de Montpellier Valorisation Siège	10 285
AFDAS Chretien	4 000
TOTAL PRODUITS	667 789

ASSOCIATION ATTITUDE
15, rue Sainte Ursule
34000 MONTPELLIER
Tél. 04 67 60 43 89 - Fax 04 67 60 41 13
SIRET 411 572 498 00029 - APE 9001 Z

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution d'une subvention à l'association des Chœurs de Montpellier Convention de partenariat Exercice 2014

Philippe SAUREL rapporte :

L'association des Chœurs de Montpellier a été créée en 2004, dans le but de promouvoir l'art choral sous toutes ses formes. Depuis 2006 elle joue un rôle essentiel dans la gestion et l'animation de la "Maison des Chœurs" en place depuis 2006. Son ambition est double : être d'une part un lieu de rencontre avec le public par l'organisation de concerts, de formations, conférences, festivals et tout autre événement en liaison avec le chant choral et être, d'autre part, un lieu ressources pour ses membres permettant un accès préférentiel pour les concerts, les répétitions, les formations, etc.

En 2013, le nombre d'adhérents de l'association des « Chœurs de Montpellier » est de 34 chorales et de 79 individus représentant plus de 1 200 choristes dans des répertoires très divers. Plus de 50 concerts, près de 150 demi-journées de répétition, un festival « Choralissimo » et des formations spécifiques s'y déroulent chaque année.

Le bâtiment d'une superficie totale de 2 000 m² a été mis à disposition de l'association par convention le 28 septembre 2006 renouvelée en date du 1^{er} janvier 2014 pour une durée de un an. La valorisation annuelle de cette mise à disposition s'élève à 11 700 €.

Le bâtiment dispose d'un accueil, d'une salle de concert pouvant recevoir 200 personnes maximum, des loges ainsi que de deux studios de répétition. Des partenariats réguliers sont établis avec l'Office du Tourisme, l'Opéra de Montpellier et le Conservatoire de Région.

Concernant la promotion du chant choral, et outre les divers concerts proposés à l'intérieur de la Maison des Chœurs, l'année 2014 verra la troisième édition de la manifestation intitulée « Choralissimo », une journée des chœurs en ville. En 2013 cette manifestation avait accueilli plus de 4 000 spectateurs. La manifestation 2014 sera programmée le samedi 24 mai, elle proposera dans des lieux inattendus (en plein air ou en intérieur) des

interventions surprise sous forme de récitals dans tous les registres du chant choral. Une manifestation qui a pour but d'intéresser un large public au chant choral et d'augmenter le rayonnement des chœurs de Montpellier et de la Maison des Chœurs.

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association des Chœurs de Montpellier s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle de la Ville, il est proposé d'attribuer à cette association une subvention de 4 000 € pour son fonctionnement (n° de dossier : 000259) et de 5 000 € pour la manifestation « Choralissimo » (n° de dossier : 000260) et de passer une convention de partenariat jointe en annexe pour cette association. Le budget est également joint.

Tableau simplifié des comptes de résultat 2012 et budget prévisionnel 2014 de l'association des Chœurs de Montpellier.

Charges			Produits		
	CR 2012	BP 2014		CR 2012	BP 2014
Charges d'exploitation		-	Produits d'exploitation	18 939	26 900
Achats	13 1326	11 500	Subventions	6 000	15 000
Services extérieurs	7 428	21 100	Ville	6 000	13 000
Salaires et charges	5 283,50	12 000	Agglomération	-	2 000
-		-	Cotisations	2 500	2 700
-		-	Produits Exceptionnels	1,70	-
-		-	Résultat exercice 2010		-
Total	25 837	44 600	Total	27 440	44 600
Excédent :	1 603				

Contribution en nature
Mise à disposition du local Mairie: 11 700 €

CODE ASSOCIATION	NOM ASSOCIATION	NATURE	MONTANT ACCORDE
3944	Association des Chœurs de Montpellier	P	5 000 €
3944	Association des Chœurs de Montpellier	F	4 000 €
	TOTAL		9 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, chapitre 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent une aide en nature et dire que le montant valorisé de cette aide sera ainsi inscrit au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation des deux subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;

- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 à hauteur de 4 000 € pour le fonctionnement de 4 000 € et de 5 000 € en manifestation, soit un montant total de 9 000 € ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :

Code bénéficiaire : 3944



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

D'une part,

Et :

L'association des Chœurs de Montpellier représentée par Sylvie GOLGEVIT, présidente, élue par le Bureau le 15 mars 2011.

D'autre part,

Préambule :

L'association des Chœurs de Montpellier a comme but la promotion du chant choral sous toutes ses formes et la prise en charge de la gestion et l'animation de la Maison des chœurs de Montpellier laquelle est abritée dans un bâtiment mis gracieusement à disposition la ville.

La Maison des chœurs est un lieu de travail ouvert à tous les chœurs avec 34 chorales adhérentes et 79 individus adhérents. C'est aussi un lieu de rencontre avec le public au cours de concerts et de conférences. C'est également un lieu ressource pour ses membres. La Maison des chœurs contribue par sa programmation et ses activités à tisser un lien indispensable entre les habitants et les chorales de la Ville.

Concernant la promotion du chant choral, outre les divers concerts proposés à l'intérieur de la Maison des chœurs, l'année 2014 verra la deuxième édition de la manifestation intitulée « Choralissimo ». En 2013 cette manifestation d'un nouveau type avait accueilli plus de 4 000 spectateurs. La manifestation 2014 sera programmée le samedi 24 mai, elle proposera dans des lieux inattendus - en plein air ou en intérieur - des récitals dans tous les registres.

Une manifestation qui a pour but d'intéresser un large public au chant choral et d'augmenter le rayonnement des chœurs de Montpellier et de la Maison des Chœurs.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association a sollicité une subvention de 6 000 euros pour le fonctionnement de la Maison des Chœurs dont le budget s'élève à 44 600 € et une subvention de 7 000 euros sur le projet "Choralissimo" dont le budget est de 13 000 euros.

Considérant que le projet de l'association des Chœurs de Montpellier contribue au développement de sa politique en matière d'accès à la culture de toutes les populations et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à l'association des Chœurs de Montpellier une subvention de 4 000 euros pour le fonctionnement du lieu "Maison des Chœurs" et une subvention de 5 000 euros pour la manifestation « Choralissimo ».

Article 3 : Modalités de paiement des subventions

A – Versement pour la manifestation : "Choralissimo".

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public;
- Pièce n°3: le rapport d'activité 2013 ;
- Pièce n°4 : un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2013 -2014 ;
- Pièce n° 5 : un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet, justifiées par un état des factures acquittées.

B – Versement pour le fonctionnement

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultats 2013 certifiés par la présidente, ou le Commissaire aux comptes, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2013 ;
- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09.2014 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2013 – 2014 ;
- Pièce n°6 : le projet pour la première partie de la saison 2014 – 2015.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de L'association

L'association des Chœurs de Montpellier s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2014 certifiés par la Présidente ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2014 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 5 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- la subvention concernant la manifestation « Choralissimo » n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partielle dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,

- la subvention concernant le fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires
originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association

Madame le Maire,

La Présidente

** Signer et parapher chaque page*

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Budget Prévisionnel global 2014

Dépenses = Recettes (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	Montant Prévisionnel(€)	RECETTES	Montant Prévisionnel(€)
60 Achats	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	70 Ventes	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Achats d'études et de prestations de services	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	- Billeterie	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Achats non stockés de matières et fournitures	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	- Marchandises	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Fournitures non stockables (eau, énergie)	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	- Prestations de services	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Fournitures administratives	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	- Produits des activités annexes	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Autres fournitures...	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	
61 Services extérieurs	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	74 Subventions d'exploitation (ou de fonct.)	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Sous traitance générale	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Collectivités	
- Locations mobilières et immobilières	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Conseil Régional	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Entretien et réparation	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Conseil Général	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Assurances	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Communauté d'Agglomération	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Documentation	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Ville de Montpellier	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Divers...	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	- Fonctionnement :	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
62 Autres Services externes	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	- Projet :	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Rémunération Intermédiaires et honoraires	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Europe	
- Publicités, publications	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Détailler <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Déplacements, missions et réceptions	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Etat	
- Frais postaux et de télécommunication	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Détailler <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Services bancaires	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Autres	
- Divers...	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Détailler <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
63 Impôts, taxes et versements assimilés	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	75 Autres produits de gestion courante	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Taxe sur les salaires	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	- Côtisations	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Impôts locaux	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	- Collectes...	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Impôts fonciers	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	76 Produits financiers	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Autres taxes...	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	77 Produits exceptionnels	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
64 Charges de personnel	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	78 Reprises sur amortissements et provisions	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Salaires bruts	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	S/Total 1 des dépenses	<input type="text" value="4"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Charges patronales...	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	S/Total 1 des recettes	<input type="text" value="4"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
65 Autres charges de gestion courante	<input type="text" value="4"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	86 - Emplois des contributions volontaires en nature	<input type="text" value="4"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
....	<input type="text" value="4"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	- 860 Secours en nature	<input type="text" value="4"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
66 Charges financières	<input type="text" value="4"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	- 861 Mise à disp. gratuite de biens	<input type="text" value="4"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
67 Charges exceptionnelles	<input type="text" value="4"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	- 862 Mise à disp. gratuite de prestations	<input type="text" value="4"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
68 Dotations aux amortissements et provisions	<input type="text" value="4"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	- 864 Personnel bénévole	<input type="text" value="4"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
TOTAL DES DEPENSES	<input type="text" value="8"/> <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	TOTAL DES RECETTES	<input type="text" value="8"/> <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
Résultat antérieur - Solde créditeur (Excédent)	<input type="text" value="8"/> <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Résultat antérieur - Solde débiteur (Déficit)	<input type="text" value="8"/> <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>

← STRICTE EGALITE DES CHARGES ET DES PRODUITS →

2012

Nom et signature du Président

Sylvie Dolocovich
J. Bouch

Nom et signature du Trésorier

J. Bouch
Martine Lombard

*Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution d'une subvention à l'Université Paul Valéry Montpellier III pour le théâtre La Vignette Convention de partenariat Exercice 2014

Philippe SAUREL rapporte :

L'Université Paul-Valéry-Montpellier III, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, gère le théâtre de la Vignette.

Depuis 10 ans, le théâtre de la Vignette est un outil de diffusion professionnelle qui travaille sur le dialogue avec la communauté universitaire et en partage les questionnements et les missions d'enseignements et de recherches.

Si les premiers interlocuteurs sont les étudiants, sa programmation est ouverte à tous les publics, étudiants ou non. Elle s'attache à valoriser avec beaucoup d'audace artistique les écritures théâtrales contemporaines et intègre non seulement les artistes montpelliérains mais aussi des artistes en provenance de toute la France, voire de toute l'Europe. Parmi les artistes présents en 2014, Alain Béhar, Marie Lamachère, Philippe Quesne, Antoine Wellens ou Marion Pellissier pour ne citer qu'eux.

Une programmation qui grâce notamment à une politique tarifaire et des dispositifs de médiation pertinents attire un public large et varié (plus de 6 000 spectateurs par an).

L'activité qui s'y développe au niveau de la formation, de la recherche, de la création et de la diffusion, de l'insertion professionnelle et des partenariats établis avec les plus importantes formations supérieures d'art dramatique européennes, démontre que l'Université peut être un des acteurs d'une politique culturelle publique ambitieuse.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'Université Paul-Valéry-Montpellier III - Théâtre de la Vignette - a sollicité auprès de la Ville une subvention de fonctionnement de 10 000 euros (N° de dossier : 000251). Le montant de son budget est de 328 999 euros.

Tableau simplifié du compte de résultat 2012 et du budget prévisionnel 2014

Charges			Produits		
	CR 2012	BP 2014		CR 2012	BP 2014
Achats	8 245	3 011	Produits d'exploitation	24 541	19 596
Services extérieurs	159 267	136 017	Subventions globalisées	312 251	309 403
Salaires et charges	160 552	157 403	DRAC	61 000	60 000
Autres charges	8 728	32 568	Région	10 000	10 000
-----			Université	195 551	189 403
-----			Ville Montpellier	9 500	10 000
-----			Conseil Général	10 000	10 000
-----			Réseau en Scène	7 400	-
-----			ONDA	18 800	30 000
Total	336 792	328 999	Total	336 792	328 999

Considérant que les objectifs poursuivis par l'Université Paul-Valéry-Montpellier III au travers de son théâtre "La Vignette" s'inscrit pleinement dans la politique culturelle de la Ville, il est proposé d'attribuer une subvention de 10 000 € pour le théâtre "La Vignette" et de passer une convention de partenariat jointe en pièce annexe ainsi que le budget correspondant.

Tableau d'attribution :

CODE ASSOCIATION	NOM DE LA STRUCTURE	NATURE	MONTANT ACCORDE
1071	Université Paul-Valéry Montpellier III - Théâtre de la Vignette	F	10 000 €
	TOTAL		10 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- de décider de l'attribution et de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur l'imputation citée ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement pour un montant de 10 000 € ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :

Code bénéficiaire : 1071



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

D'une part,

Et :

L'Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel Université Paul-Valéry, Montpellier III, représentée par sa présidente, Madame Anne FRAÏSSE.

D'autre part,

Préambule :

L'université Paul-Valéry, Montpellier III, Établissement public à caractère culturel, scientifique et professionnel gère le "Théâtre de la Vignette", service culturel de l'Université. Lieu de diffusion, de formation, de résidence et de création, le Théâtre de la Vignette propose des spectacles valorisant des écritures théâtrales novatrices et contemporaines. Une programmation ouverte à tous les publics qui suit deux axes. D'une part les créations d'écoles européennes supérieures de théâtre, d'autre part des spectacles professionnels.

Une programmation qui grâce notamment à une politique tarifaire et des dispositifs de médiation pertinents attire un public large et varié. Son ancrage territorial en fait un outil pertinent au service d'une politique d'ouverture de l'Université Paul Valéry, sur la ville ainsi que d'une politique culturelle tournée vers l'avenir.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'Établissement public université Paul-Valéry, Montpellier III, a sollicité une subvention de 10 000 euros pour le fonctionnement du Théâtre de la Vignette, dont le budget s'élève à 328 999 euros.

Considérant que le projet du Théâtre de la Vignette, service culturel de l'Université Montpellier III, contribue au développement de sa politique en matière d'accès à la culture de toutes les populations et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à L'Établissement public université Paul-Valéry, Montpellier III, une subvention de 10 000 euros pour le fonctionnement du Théâtre de La Vignette.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2013 du théâtre de la Vignette certifié par la présidente, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public.
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2013 ;
- Pièce n° 4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09. 2014 ;
- Pièce n° 5 : le rapport d'activité de la saison 2013 – 2014 ;
- Pièce n° 6 : le projet artistique pour la première partie de la saison 2014 - 2015.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'Établissement public université Paul-Valéry, Montpellier III.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

L'Établissement public université Paul-Valéry, Montpellier III, s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2014 certifiés par la Présidente ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2014 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 5 : Modalités de contrôle

L'Établissement public université Paul-Valéry, Montpellier III, s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

L'Établissement public université Paul-Valéry, Montpellier III, s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'Établissement public université Paul-Valéry, Université Montpellier III n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Établissement public université Paul-Valéry, Montpellier III des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'Université Paul-Valéry

Madame le Maire,

La Présidente

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée ».



la vignette
théâtre
Université Paul-Valéry

BUDGET PREVISIONNEL 2014

le 17/09/2013

DEPENSES		Montant HT
60. achats	fournitures non stockées	3 011,00 €
	acquisition de papier	300,00
	fournitures d'entretien & petit équipement	1 227,00
	fournitures administratives	1 484,00
	fournitures et matériels	-
	Autres matières et fournitures non stockées	-
61. services extérieurs	locations mobilières	500,00
	Travaux sur biens mobiliers	500,00
	Maintenance	482,00
	assurance multirisques	500,00
	abonnements	500,00
	ouvrages	-
	reprographie	2 500,00
62. autres services extérieurs	publicité, publications	12 428,02
	Transports de biens & transports collectifs	4 600,00
	voyages et déplacements	3 230,00
	missions (déplacements)	10 708,20
	missions (hébergement)	6 283,20
	fraix de réceptions	660,00
	affranchissements	-
	Concours divers (cotisations...)	-
	achat spectacles / ateliers	93 626,26
63. charges de personnel	remunération du personnel permanent	132 638,68
	remunération du personnel intermittent	8 100,00
	remunération du personnel vacataire	16 464,00
65. autres charges de gestion courante	Redevances pour concessions, brevets...	29 268,00
	Autres charges spécifiques	3 300,00
TOTAL		328 999 €

RECETTES		Montant HT
70. Prestations de services	billetterie	19 596
	buvette	-
	AOT	-
74. Subventions d'exploitation	DRAC Languedoc-Roussillon	60 000
	Région Languedoc-Roussillon	10 000
	Conseil Général de l'Hérault	10 000
	Montpellier Agglomération	-
	Ville de Montpellier	10 000
	ONDA	30 000
	réseau en scène	-
	Université Montpellier III - Dotation fonctionnement	32 000
	Université Montpellier III - Salaires	157 403
TOTAL		328 999 €

Le Directeur, Frédéric Sacard

UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY III



UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY III
34199 MONTPELLIER CEDEX 5
Tél : 04 67 14 55 97 F : +33 (0)4 67 14 55 97
www.theatre.lamontpellier.fr

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution d'une subvention à l'association Compagnie Adesso e Sempre Convention de partenariat Exercice 2014

Philippe SAUREL rapporte :

La Compagnie Adesso e Sempre est particulièrement créative et très active sur Montpellier. Elle interroge le monde et invente des territoires artistiques nouveaux. Reconnue par la presse généraliste et spécialisée pour son travail original tant dans les mises en scène et les sujets qu'elle aborde, elle diffuse ses productions sur l'ensemble du territoire français.

Parallèlement, l'association Adesso e Sempre propose depuis 2009 un festival hors normes dénommé « Hybrides » dont la ligne de fond consiste à bousculer notre perception de la réalité. Donner à voir autrement l'actualité en utilisant le théâtre comme contre-média.

La sixième édition du festival Hybrides continue de poser la question d'un théâtre documentaire, s'appuyant sur le métissage des disciplines artistiques. Cette année, dans les sujets sur des problèmes sociétaux développés par les artistes, ils ont choisi de montrer des spectacles qui s'intéressaient en particulier aux migrations et aux conflits ouvriers.

Encore une fois, un photoreporter accompagnera l'histoire du festival Hybrides 6, Olivier Jobard (récompensé de nombreuses fois dans moult festivals internationaux de photographie - Rencontres d'Arles, Visa pour l'image...), avec son sujet sur Kingsley, migrant camerounais. Hybrides développe d'autres manières d'être spectateur avec des formes spectaculaires immersives (où le spectateur est acteur de ce qu'il voit), des ateliers d'écritures ou de critique journalistique.

Cette sixième édition revêt un enjeu particulier car le festival s'inscrira dans le cadre de la réunion plénière du réseau IETM (Informal European Theatre Meeting) qui se déroulera à Montpellier du 16 au 18 avril 2014. L'Office National de Diffusion Artistique et Réseau en scène, qui co-organisent la mise en place de cette rencontre, ont souhaité que le festival Hybrides soit intégré à l'organisation des rencontres IETM et offre une grille de programmation de spectacles en soirée pour les quatre cents professionnels attendus pour ces rencontres.

Le festival Hybrides s'inscrit dans cette cohérence d'échanges et de liens avec les réseaux de diffusion et de circulation des oeuvres françaises et européennes. Chaque édition est l'occasion de créer une synergie avec les lieux partenaires montpelliérains pour valoriser, promouvoir et défendre la qualité et la pertinence de notre offre culturelle.

Le festival se produira dans une dizaine de lieux artistiques de la Ville comme par exemple : le théâtre Jean Vilar, la Maison Pour Tous Léo Lagrange, la Maison Pour Tous Voltaire, le théâtre des 13 Vents, La Chapelle-Gély, La Maison Louis Jouvet – ENSAD, le Rockstore...

Autant de réflexions et de propositions artistiques novatrices pour lesquelles le soutien de la Ville de Montpellier permettra aux compagnies et aux artistes émergents ou confirmés d'exprimer dans les meilleures conditions leurs talents, leur créativité et leur originalité.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association Cie Adesso e Sempre a sollicité une subvention de fonctionnement de 15 000 euros (N° subvention : 00349) et une subvention pour un projet de 40 000 euros (N° de subvention : 000351).

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2012 et du budget Prévisionnel 2014 de l'association Cie Adesso e Sempre.

Charges	CR 2012	BP 2014	Produits	CR 2012	BP 2014
Achats et services extérieurs	131 423	147 228	Ventes	133 915	107 048
Salaires et charges	171 438	140 552	Subventions	173 772	193 000
Impôts et taxes	3 377	2 673	Cotisations et collectes	-	67
Autres charges	4 524	5 592	<i>DRAC</i>	85 960	65 000
Charges Financ. et Excep.	4 764	76	<i>Ville</i>	42 000	55 000
Dotations amortissements	-	3 994	<i>Région</i>	25 000	25 000
-----	-	-	<i>Conseil Général 34</i>	-	12 000
-----	-	-	<i>Communauté d'Agglo</i>	10 000	20 000
-----	-	-	<i>Conseil Général 93</i>	8 000	-
-----	-	-	<i>Réseau En Scène</i>	2 812	-
-----	-	-	<i>Autres Réseaux en Scène, ONDA, SPEDIDAM</i>	-	16 000
-----	-	-	Produits Financ. et Excep.	3 284	-
Total	315 526	300 115	Total	310 971	300 115
			Déficit :	4 555	

Il est proposé d'attribuer à la Compagnie Adesso e Sempre une subvention de 30 000 euros pour la réalisation du festival « Hybride N°6 » et d'attribuer une subvention de 12 000 euros pour son fonctionnement au titre de l'exercice 2014 et de passer avec l'association une convention de partenariat, jointe en pièce annexe. Le budget prévisionnel de cette manifestation est également joint en pièce annexe.

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
4812	Compagnie Adesso e Sempre	P	30 000 €
4812	Compagnie Adesso e Sempre	F	12 000 €
		TOTAL	42 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- de décider de l'attribution et de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574, pour 30 000 € en fonctionnement et 12 000 € en projet soit un montant total de 42 000 € ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 18/02/2014

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :

Code bénéficiaire : 4812



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant es qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

D'une part,

Et :

L'association Compagnie Adesso e Sempre représentée par Madame Josette PAPINI, Présidente, agissant en vertu d'une délibération d'assemblée en date du 23 septembre 2010.

D'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Compagnie Adesso e Sempre poursuit les buts suivants : « Fonder et gérer une Compagnie de théâtrale ayant pour but la promotion, l'organisation de spectacles et la production de films vidéo et multimédia ». Elle sollicite une subvention de 15 000 euros pour le fonctionnement de sa compagnie et une subvention de 40 000 euros pour l'organisation du 6^{ème} Festival « Hybrides ».

Le budget prévisionnel de l'association s'élève à 300 115 euros.

Considérant que les actions de l'association Compagnie Adesso e Sempre contribuent au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de soutien et promotion du théâtre, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier pour la réalisation de ces actions.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à l'association Compagnie Adesso e Sempre une subvention d'un montant de 30 000 euros pour la 6^{ème} édition du festival Hybrides et une subvention de 12 000 euros pour son fonctionnement.

Article 3 : Modalités de paiement des subventions

A – Versement pour la manifestation : 6^{ème} festival Hybrides.

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2013 certifié par la Présidente, ou le Commissaire aux Comptes, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2013 ;
- Pièce n°4 : un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2013 – 2014 ;
- Pièce n°5 : un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet, justifiées par un état des factures acquittées.

B – Versement pour le fonctionnement

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera en trois fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Un deuxième versement égal à 30% du montant de la subvention, conditionné par la réception des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultats 2013 certifiés par la présidente, ou le Commissaire aux comptes accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2013.

Le solde de la subvention soit 20% sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09. 2014 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2013 – 2014 ;
- Pièce n° 6 : le projet pour la première partie de la saison 2014 – 2015.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association Cie Adesso e Sempre s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2014 certifiés par la Présidente ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2014 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 5 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- la subvention concernant la manifestation n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- la subvention concernant le fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- l'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 8 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, et il sera procédé à la restitution des sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'Association

Madame Le Maire

La Présidente

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Budget Prévisionnel global 2014

Dépenses = Recettes (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	Montant Prévisionnel(€)	RECETTES	Montant Prévisionnel(€)
60 Achats		70 Ventes	
- Achats d'études et de prestations de services	67611€	- Billeterie	107048€
- Achats non stockés de matières et fournitures	15130€	- Marchandises	82000€
- Fournitures non stockables (eau, énergie)	50665€	- Prestations de services	859000€
- Fournitures administratives	896€	- Produits des activités annexes	8021€
- Autres fournitures...	702€	4927€
	218€		
61 Services extérieurs	27944€	74 Subventions d'exploitation (ou de fonct.)	193000€
- Sous traitance générale	2659€		
- Locations mobilières et immobilières	23081€		
- Entretien et réparation	8€		
- Assurances	1375€		
- Documentation	348€		
- Divers...	473€		
62 Autres Services externes	51673€		
- Rémunération intermédiaires et honoraires	6467€		
- Publicités, publications	15349€		
- Déplacements, missions et réceptions	23210€		
- Frais postaux et de télécommunication	3172€		
- Services bancaires	2487€		
- Divers...	988€		
63 Impôts, taxes et versements assimilés	2873€		
- Taxe sur les salaires			
- Impôts locaux			
- Impôts fonciers			
- Autres taxes...	2873€		
64 Charges de personnel	140552€		
- Salaires bruts	88828€		
- Charges patronales...	51726€		
65 Autres charges de gestion courante	5592€		
....			
66 Charges financières	76€		
67 Charges exceptionnelles			
68 Dotations aux amortissements et provisions	3994€		
S/Total 1 des dépenses	300115€	S/Total 1 des recettes	300115€
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
- 860 Secours en nature		- 870 Bénévolat	
- 861 Mise à disp. gratuite de biens		- 871 Prestations en nature	
- 862 Mise à disp. gratuite de prestations		- 875 Dons en nature	
- 864 Personnel bénévole			
TOTAL DES DEPENSES	300115€	TOTAL DES RECETTES	300115€
Résultat antérieur - Solde créditeur (Excédent)	0€	Résultat antérieur - Solde débiteur (Déficit)	4556€

← STRICTE EGALITE DES CHARGES ET DES PRODUITS →

Nom et signature du Président

2012

PAPINI Josette

Nom et signature du Trésorier

Joschel.

PASCAL Naud

*Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution d'une subvention à la Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers d'Art de France Convention de partenariat Exercice 2014

Philippe SAUREL rapporte :

L'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France est un syndicat professionnel institué sous le couvert de la loi du 21 mars 1884 autorisant la libre association des syndicats professionnels. Leader dans le domaine des métiers d'art, elle réunit 6 000 adhérents : artisans d'art, artistes et manufactures d'art dans tout l'Hexagone. L'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France a pour objet la valorisation, la représentation, la défense et le développement économique des ateliers d'art. Ces actions de promotion passent par l'organisation de salons et programmes d'exports en vue de soutenir la commercialisation des créations, l'organisation d'événements culturels pour encourager l'avant-garde de la création et la promotion des métiers d'art ainsi que l'édition d'une revue dédiée aux arts décoratifs à la création et au design. Dotés sur Paris de bureaux, de boutiques, de galeries ainsi que d'ateliers, l'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France ouvrira un nouveau lieu à Montpellier pour rayonner dans le sud de la France fin 2014. Regroupant ainsi plusieurs activités, ce lieu sera à la fois boutique, galerie, lieu de conservation de films (2 000 films) et lieu de formation.

Cette implantation à Montpellier a fait l'objet d'une convention cadre de partenariat en faveur du développement de l'artisanat d'art entre la ville et l'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France, votée au Conseil Municipal du 3 octobre 2011 n° 2011/460. Dans cette convention, la ville s'engage à soutenir différentes actions, dont l'un des événements culturels majeurs piloté par l'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France depuis 1998 et qui se tient à Montpellier tous les deux ans : le « Festival International du Film Métiers d'Arts » (FIFMA), anciennement FIFAV car spécifiquement sur l'argile et le Verre.

À cet effet, l'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France demande une subvention de 35 000 euros (n° dossier 002206) en vue d'organiser le FIFMA 2014 qui aura lieu du 7 au 9 mars au Corum.

Considérant que les objectifs de l'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers d'Art de France et de son projet FIFMA 2014 présentent un intérêt certain pour la Ville de Montpellier et contribuent au

développement de sa politique en matière de soutien à l'artisanat d'art ainsi qu'à la dynamique créée autour de l'activité des métiers d'arts, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier et propose de lui attribuer une subvention de 20 000 euros et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe. Le budget prévisionnel de l'opération est également joint en annexe.

Ci-après les comptes de résultats simplifiés exercice 2012 et le budget prévisionnel 2014

Charges			Produits		
	CR 2012	BP 2014		CR 2012	BP 2014
Charges d'exploitation	6 829 407	6 504 000	Produits de gestion	2 575 738	2 450 000
			Cotisations		99 600
Salaires et charges	2 661 271	2 160 000	Subventions	35 375	35 000
Impôts et taxes	114 319	73 450	Ville	0	35 000
Autres charges de gestion	9 112	9 500			
Charges exceptionnelles et financières	287 509	8 000	Produits financiers et exceptionnels	8 884 100	6 567 350
Dotations aux amortissements provisions et engagements	396 722	397 000	Reprise amortissements et provisions		
Total	10 298 340	9 151 950	Total	11 495 213	9 151 950
Résultat d'exercice 2012	1 196 874			-	-

Tableau d'attribution

Code	Association	F/M	Montant
5736	Association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France	F	20 000 €
		TOTAL	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 20 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

D'une part,

Et :

La chambre syndicale des céramistes et Ateliers d'Art de France représentée par Serge Nicole, céramiste, élu par le Conseil d'Administration.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La Structure Ateliers d'Art de France est un syndicat professionnel leader dans le domaine des métiers d'art, fondé en 1868 qui réunit 6 000 adhérents : artisans d'art, artistes et manufactures d'art dans tout l'Hexagone. Salons internationaux, programmes d'exports et un service culturel qui coordonne notamment le Festival International du Film Métiers d'Arts – FIFMA-, monté en 1998 et localisé à Montpellier.

Article 1 : Objet de la convention

La Structure Ateliers d'Art de France a sollicité une subvention de 35 000 euros pour le projet FIFMA 2014.

Le projet porté par les Ateliers d'Arts de France a pour objectifs de promouvoir les savoirs faire des métiers d'art et offre une immersion dans l'univers des métiers d'art grâce à une programmation originale et variée : patrimoine, ethnologie, archéologie, portraits d'artistes, techniques ... Lieu d'échanges et de rencontres entre artistes, réalisateurs et grand public, ce festival atypique présente une trentaine de films venus de monde entier et accueille plus de 1 500 personnes : tout public, professionnels, artistes, étudiants ... venant de Montpellier et sa région, de France et de l'International. Le jury est chaque année composée de personnalités prestigieuses.

Ouvrant une antenne dans le sud de la France, à Montpellier, dans la chapelle de la visitation, rue de l'Université et profitant de ce nouveau positionnement, les ateliers d'Art de France pour l'édition 2014 un festival dédiés à tous les métiers d'arts (verre, céramique, tissu, bijoux, bois ...) et non plus seulement qu'au verre et à l'argile comme dans les éditions précédentes.

Considérant que les objectifs du festival contribuent au développement de sa politique en matière de soutien au cinéma et à l'audiovisuel et qu'elle présente par la complémentarité de ses missions un intérêt local pour

l'artisanat d'art et l'attractivité de Montpellier, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure Ateliers d'Art de France une subvention d'un montant de 20 000 euros. Le budget prévisionnel joint en annexe s'élève à 275 000 euros.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

Pièce n°2 : les comptes de résultat 2012 certifiés par le (la) président (e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;

Pièce n°3 : le rapport d'activité 2012.

Pièce n° 4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09. 2013

Pièce n° 5 : le rapport d'activité de la saison 2012 – 2013 ;

Pièce n° 6 : le projet pour la première partie de la saison 2013 - 2014.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure Ateliers d'Art de France s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à remettre à la ville les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2013 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure Ateliers d'Art de France s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure Ateliers d'Art de France s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure Ateliers d'Art de France dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire

Pour l'association

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »



CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT
EN FAVEUR
DU DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT D'ART
Plan d'action 2012-2022

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 03/10/2011 ;

D'une part,

Et :

La structure Ateliers d'Art de France, domiciliée 6 rue Jadin 75017 Paris, représentée par Serge Nicole, Président, élu par le Conseil d'Administration.

D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La structure Ateliers d'Art de France est un syndicat professionnel leader dans le domaine des métiers d'art, fondé en 1868 qui réunit 2800 adhérents. Ces adhérents sont accompagnés (formation, conseil, solidarité ...) et valorisés en France et à l'International. Il s'agit de maîtres d'art (distinction du ministère de la culture), d'orfèvre, de laqueur, de feutrier, d'éventailliste, de forgeron d'art, de verrier flaconnier, d'entreprises labellisées « entreprises du patrimoine vivant », de Manufactures importantes telles que Alain St Joanis, Bleu Nature, Bougie à la Française, Mathieu lustrerie, Moissonnier Frères, Jars céramiste, Laguiole...ou encore d'Artisans reconnus comme Claude Champy, Wayne Fisher, Fouilhoux, Van Lith, Mc Kirby.

La promotion des savoirs faire passent par l'organisation de salons notamment le Salon Maison & Objet qui réunit 80 000 professionnels internationaux tous les ans, mais aussi le salon International du Patrimoine Culturel etc ...

Les Ateliers d'Art de France coordonnent également un programme d'export favorisant la commercialisation des créations et animent des initiatives culturelles.

Dotés sur Paris de Bureaux, de boutiques, de galeries ainsi que d'ateliers, les Ateliers d'Art de France ont décidé d'ouvrir une antenne locale dans le sud de la France et plus

précisément à Montpellier où depuis 14 ans ils pilotent le Festival International de l'Argile et du Verre.

La présente convention est une convention cadre qui a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établissent les relations durables entre les partenaires pour favoriser le développement des métiers d'Art sur le territoire de la ville de Montpellier.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objectifs de la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier a mis en œuvre une politique publique économique dont l'objectif est de mettre en place un programme d'actions en faveur de l'artisanat d'art comme favoriser l'implantation et la promotion des activités de l'artisanat d'art au cœur de son centre-ville. Cette dynamique renforcera l'attractivité touristique de notre centre-ville en valorisant un savoir-faire et des réalisations de très grandes qualités. La Ville souhaite également s'associer aux activités culturelles menées par Ateliers d'Art de France sur la commune de Montpellier et au développement économique de ce secteur d'activités.

Article 2 : Objectifs des Ateliers d'Art de France

Partenaire actif de tout premier plan au service des métiers d'art, les Ateliers d'Art de France souhaitent renforcer l'accompagnement et la promotion des métiers d'art. L'ouverture de bureaux dans le sud de La France doit permettre de valoriser les professionnels (conseils, boutiques, expositions) et de favoriser la transmission des savoir-faire.

Article 3 : Une implantation des Ateliers d'Art à Montpellier

Après une phase de repérage, le projet d'implantation est aujourd'hui prévu à la chapelle de la Visitation rue de l'Université. Le programme qui sera développé dans ce lieu s'articule sur plusieurs axes : une salle d'exposition dans la nef, un lieu de conservation des films (2 000 œuvres), un espace boutique et des bureaux pour le travail de conseil.

Les Ateliers d'Art de France s'engagent après avoir acquis le bien, propriété de la Ville de Montpellier, à réaliser environ 1.2M€ de travaux déclinés en deux phases : l'une concerne la restauration avec l'aide de l'architecte du patrimoine à qui la Ville avait confié l'étude patrimoniale du bâtiment, l'autre phase est celle de l'aménagement des lieux d'expositions et de vente.

Article 4 : Une politique commune en faveur des métiers d'Arts

Pour favoriser l'implantation des AAF à Montpellier, la Ville s'engage à soutenir différents axes d'intention sur les 10 prochaines années et à co-construire avec les Ateliers d'Art un plan d'action ambitieux, qualitatif et novateur.

Ces projets sont les suivants et seront déclinés dans les fiches actions jointes en annexe. Ces fiches actions feront l'objet d'actualisation et d'évaluation chaque année, déterminant ainsi les conditions opérationnelles de mise en œuvre. Par ailleurs, les signataires conviennent que les actions seront mises en œuvre dans le strict respect des règlements applicables aux marchés publics et des règles internes propres à chaque partenaire.

- **La ville soutiendra le Festival International du Film sur l'Argile et le Verre (FIFAV).** Ce festival, bi-annuel réunit sur un long week-end plus de 8000 entrées, 2000 festivaliers et 2300 scolaires. Il a su mobiliser autour de lui des partenariats locaux et européens : Sauramps, le Musée Fabre, mais aussi ARTE, les écoles d'art de France et d'Europe et invite chaque année venir des personnalités prestigieuses : Makhi Xénakis, Ousmane Sow ...

- **Lancement d'un salon de la création et du design à Montpellier.**

- Ce salon accueillera annuellement les premières éditions, une centaine d'exposants issus des métiers d'art contemporains en France et venant également de pays de la méditerranée.

- **Un concours jeune Créateur**

Les Ateliers d'Art encouragent la jeune création en offrant à des jeunes issus des métiers d'art un stand sur le salon Maison et Objet. La Ville de Montpellier s'associera aux métiers d'art en proposant à certains d'entre eux un atelier dans le centre historique de Montpellier (bail à un prix modique).

- **Un parcours métiers d'Art dans la ville**

Circuits « métiers d'art » proposent une déambulation à travers Montpellier et une ouverture vers l'arrière-pays en lien avec l'Office du Tourisme.

- **Intégration dans le projet Cité des Ecrans de Montpellier Ville Numérique**

Il s'agit d'utiliser le fonds documentaire d'Ateliers d'Art de France dans le cadre de la Cité des Ecrans avec la projection de films et autres supports mettant en valeur l'artisanat d'art et le savoir-faire des artisans, ainsi que les réalisations et autres performances des artistes regroupés au sein de cette organisation professionnelle.

- **Une politique d'achat d'œuvre**

Il s'agit de mettre en place une politique d'achat d'œuvres par la Ville de Montpellier lors d'expositions artistiques dans la Chapelle de la Visitation. Ces œuvres auront vocation à être exposées sur l'espace public montpelliérain.

Article 5 : Durée de la convention de partenariat

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans.

Article 6 : Devoir d'information

La structure s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour Ateliers d'Art de France

Madame le Maire,

Le Président

ANNEXE DE LA CONVENTION CADRE

Programme d'actions

FICHE ACTION N°1

Objet : Aide de la Ville à la promotion du FIFAV

La ville de Montpellier s'engage à partir de l'édition 2012 à soutenir le Festival International du Film sur l'Argile et le Verre (FIFAV) afin d'accroître sa visibilité localement auprès du Grand public.

Ce festival, bi-annuel réunit sur un long week-end plus de 8000 entrées, 2000 festivaliers et 2300 scolaires.

Il a su mobiliser autour de lui des partenariats locaux et européens : Sauramps, le Musée Fabre, mais aussi ARTE, les écoles d'art de France et d'Europe et invite chaque année venir des personnalités prestigieuses : Makhi Xénakis, Ousmane Sow ...

Fiche action – FIFAV

Public :

Professionnels, Grands publics ...

Date prochain Fifav :

30- 31 mars et 1^{er} avril 2012.

Référents

La Direction de la Culture et du Patrimoine est le référent désigné par la Ville de Montpellier.

Mise à disposition de la salle Berlioz au Corum.

La Ville de Montpellier et Ateliers d'Art de France étudieront les modalités de prise en charge des journées réservées sur le Corum et de l'ouverture du FIFAV sur Montpellier.

Communication

Un accompagnement en communication sera apporté par la Ville de Montpellier au Fifav. Celui-ci pourra se décliner de la manière suivante : Conférence de presse, envoi de Communiqué de Presse, favoriser l'affichage dans la ville (réseau TAM, panneau Decaux, place de la Comédie et autres lieux (kalico- baderoles) ...faire un article dans le Montpellier Notre Ville

Prix de la ville de Montpellier

La ville de Montpellier s'engage à remettre un prix (à définir avec le FIFAV)

Réception en Mairie

Le Maire de Montpellier accueillera en mairie les membres du jury ainsi que les réalisateurs invités par le FIFAV pour un vin d'honneur la veille.

FICHE ACTION N°2

Objet : Lancement d'un salon International de la création et du design de Montpellier

La Ville et Ateliers d'Art de France travailleront en commun à la création d'un salon International de la création et du design à Montpellier. Ce salon, dont la première édition est programmée en 2013, sera dédié aux métiers d'art dans leur diversité avec une attention particulière sur le design. Il aura par ailleurs une dimension internationale avec des créations provenant de pays de la méditerranée.

Ce salon accueillera une fois par an une centaine d'exposants issus des métiers d'art contemporains et venant de pays de la méditerranée autour des techniques de la terre, du textile, du verre, du métal et de bijou.

Fiche action - Salon international de la création et du design de Montpellier

Organisateurs :

Ville de Montpellier et Ateliers d'Art de France

Publics

Professionnels et grands publics

Date premier Salon :

Mai 2013

Référents

La DEP est le référent désigné par la Ville de Montpellier. Le pilotage de l'opération sera confié aux AAF. La ville et les AAF nommeront un comité de sélection conjoint pour le choix des exposants.

Mise à disposition du Corum.

La Ville de Montpellier prendra en charge les journées au Corum.

Communication

La Ville assurera la promotion de ce salon localement par une campagne d'affichage sur le territoire communal, la mise en place d'une conférence de presse et d'un communiqué de presse, une soirée privée, une inauguration officielle avec les élus de la Ville.

Ateliers d'Art de France prendra à sa charge l'organisation du salon et la réalisation de l'ensemble des supports spécifiques (interne à la manifestation, externe à destination des candidats et du public...).

Des prix :

Un prix de la ville de Montpellier sera décerné lors de ce salon à un artisan.

FICHE ACTION N°3

Objet : Création d'un concours jeune créateur

Un concours jeune Créateur doit permettre de promouvoir la filière et renforcer par ailleurs leurs implantations locales

Création d'un concours jeune créateur AAF – Ville de Montpellier

Objet :

Il s'agit pour la Ville et Ateliers d'Art de France de promouvoir la création dans le domaine des métiers d'art par un concours récompensant les jeunes créateurs.

L'idée force réside dans le désir commun d'offrir au lauréat un prix lui permettant :

- de se lancer professionnellement en s'implantant soit aux ateliers des métiers d'art, soit par un bail de location accession en centre-ville
- un prix doté d'une récompense financière
- un stand dans le 1^{er} salon professionnel international « Maison et Objet » au parc exposition de Villepinte
- le lauréat aura la possibilité d'exposer son œuvre dans un espace d'exposition artistique géré par Ateliers d'Art de France

La remise des prix se fera à Montpellier en présence du Maire et des élus.

Organisateur :

Ville de Montpellier et Ateliers d'Art de France

Référent :

DCP et DEP

Calendrier :

La date de lancement de ce concours national reste à définir. La fréquence de ce concours sera annuelle.

Communication :

Ateliers d'Art de France prendra à sa charge la réalisation et la promotion de ce concours auprès de l'ensemble des jeunes professionnels sur le territoire national (article revue professionnelles, relais avec les organisations professionnelles, réalisation de flyers...).

La Ville assurera la communication locale et régionale auprès de la presse (cérémonie de remise des prix dans un site emblématique, communiqué de presse...)

Prix :

Création du Prix du jeune créateur de la Ville de Montpellier – Ateliers d'Art de France

FICHE ACTION N°4

Objet : Création d'un espace emblématique d'exposition artistique à la Chapelle de la Visitation

Création d'un lieu d'exposition artistique du savoir-faire des artisans d'art

Objet :

Les Ateliers d'Art de France acquièrent à la Ville la chapelle de la Visitation pour faire un espace, de 400 m², dédié aux savoirs faire des artisans d'art. Soucieux de restaurer le site, ce dernier offrira un écrin pour exposer les œuvres des artistes et artisans appartenant aux métiers d'art. Cet espace hautement qualitatif permettra d'accéder à une création contemporaine, tout en offrant à chacun de nos concitoyens la possibilité d'acquérir certaines œuvres et produits d'excellence réalisés par les artisans d'art.

Calendrier :

Ouverture de l'espace à l'été 2013

Référent :

DCP et DEP

Actions envisagées :

La Ville envisage la mise en place d'une politique d'achat d'œuvre lors d'exposition temporaire.

Il est possible que la Ville dans un programme culturel sollicite AAF pour participer à une manifestation municipale autour d'un thème commun.

Ce principe de partenariat sera à définir en commun.

La Ville aidera à améliorer la visibilité de cet espace localement en offrant des panneaux sur le réseau de mobilier urbain municipal.

Budget Prévisionnel global 2014

Dépenses = Recettes (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	Montant Prévisionnel(€)	RECETTES	Montant Prévisionnel(€)
60 Achats	<input type="text" value="7"/> <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	70 Ventes	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Achats d'études et de prestations de services	<input type="text"/>	- Billeterie	<input type="text"/>
- Achats non stockés de matières et fournitures	<input type="text"/>	- Marchandises	<input type="text"/>
- Fournitures non stockables (eau, énergie)	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	- Prestations de services	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Fournitures administratives	<input type="text" value="6"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	- Produits des activités annexes	<input type="text"/>
- Autres fournitures...	<input type="text"/>	
61 Services extérieurs	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	74 Subventions d'exploitation (ou de fonct.)	<input type="text" value="3"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Sous traitance générale	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Collectivités	
- Locations mobilières et immobilières	<input type="text" value="6"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Conseil Régional	<input type="text"/>
- Entretien et réparation	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Conseil Général	<input type="text"/>
- Assurances	<input type="text" value="3"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Communauté d'Agglomération	<input type="text"/>
- Documentation	<input type="text" value="3"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Ville de Montpellier	<input type="text" value="3"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Divers...	<input type="text"/>	- Fonctionnement :	<input type="text"/>
62 Autres Services externes	<input type="text" value="5"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	- Projet :	<input type="text" value="3"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Rémunération intermédiaires et honoraires	<input type="text" value="9"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Europe	
- Publicités, publications	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Détailler <input type="text"/>	<input type="text"/>
- Déplacements, missions et réceptions	<input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Etat	
- Frais postaux et de télécommunication	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Détailler <input type="text"/>	<input type="text"/>
- Services bancaires	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Autres	
- Divers...	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	Détailler <input type="text"/>	<input type="text"/>
63 Impôts, taxes et versements assimilés	<input type="text" value="7"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	75 Autres produits de gestion courante	<input type="text" value="9"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Taxe sur les salaires	<input type="text"/>	- Cotisations	<input type="text" value="9"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>
- Impôts locaux	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	- Collectes...	<input type="text"/>
- Impôts fonciers	<input type="text" value="8"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	76 Produits financiers	<input type="text" value="6"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="5"/>
- Autres taxes...	<input type="text" value="4"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	77 Produits exceptionnels	<input type="text"/>
64 Charges de personnel	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	78 Reprises sur amortissements et provisions	<input type="text"/>
- Salaires bruts	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>		
- Charges patronales...	<input type="text" value="7"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>		
65 Autres charges de gestion courante	<input type="text" value="9"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>		
....			
66 Charges financières	<input type="text" value="8"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>		
67 Charges exceptionnelles	<input type="text"/>		
68 Dotations aux amortissements et provisions	<input type="text" value="3"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>		
S/Total 1 des dépenses	<input type="text" value="9"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/>	S/Total 1 des recettes	<input type="text" value="9"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/>
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	<input type="text"/>	87 - Contributions volontaires en nature	<input type="text"/>
- 860 Secours en nature	<input type="text"/>	- 870 Bénévolat	<input type="text"/>
- 861 Mise à disp. gratuite de biens	<input type="text"/>	- 871 Prestations en nature	<input type="text"/>
- 862 Mise à disp. gratuite de prestations	<input type="text"/>	- 875 Dons en nature	<input type="text"/>
- 864 Personnel bénévole	<input type="text"/>		
TOTAL DES DEPENSES	<input type="text" value="9"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/>	TOTAL DES RECETTES	<input type="text" value="9"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="0"/>
Résultat antérieur - Solde créditeur (Excédent)	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="4"/>	Résultat antérieur - Solde débiteur (Déficit)	<input type="text"/>

← STRICTE EGALITE DES CHARGES ET DES PRODUITS →

Nom et signature du Président

M. NICOLE

2012

Nom et signature du Trésorier

M. DE DONNAT

*Président ou responsable-légal dûment habilité par une délégation de signature

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution d'une subvention à l'association Musique Sans Frontières Convention de partenariat Exercice 2014

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis près de 25 ans, l'association Musique Sans Frontière est un acteur majeur du quartier de la Mosson dans lequel il dispose d'un local de plus de 400 m², « Le Centre Culturel International Musique sans Frontières » (CCI-MSF). Œuvrant au quotidien dans la vie sociale et culturelle du quartier, cet espace convivial et intergénérationnel propose, en priorité aux habitants du quartier, des rencontres artistiques et met à disposition des lieux d'apprentissage à l'informatique et à la langue française. Il est également un lieu de résidence, de création et d'enregistrement musical. Les productions musicales qui y sont produites sont de grande qualité, certains des groupes en résidence permanente sont reconnus internationalement. Une reconnaissance qui tient au fait que de multiples échanges sont régulièrement organisés avec de multiples pays.

Ce rayonnement international et ce travail de fond ont conduit la Ville de Montpellier à confier à cette association l'animation de la salle Louis Feuillade, qui se situe sur le grand Mail. Dès le mois d'avril 2012, un étroit travail s'est mis en place en vue de l'élaboration d'un projet, qui non seulement garderait ce lieu vivant, chaleureux et disponible aux habitants mais permettrait des concerts et des spectacles toutes disciplines confondues. La salle Louis Feuillade qui fût un cinéma, possède un véritable potentiel et représente un lien fort avec son quartier.

Plusieurs mois ont été nécessaires à l'élaboration d'un projet cohérent, répondant aux capacités de l'association à tenir des objectifs précis, s'inscrivant dans le moyen et le long terme.

Une implantation de la structure et une ouverture du lieu se feront en plusieurs temps et en fonction de la remise en état des locaux. En effet, ces locaux de 30 ans d'âge ont nécessité d'importants travaux de remise aux normes, de sécurité et de reprise du bâti (toiture, fenêtres, façade). Des travaux planifiés dans un Programme Pluriannuel d'Investissement qui devraient être terminés fin 2015.

La remise des clés à l'association CCI-MSF interviendra au début du 2^{ème} semestre 2014, lorsque que les

travaux d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite et d'aménagement de la salle principale seront terminés. Le montant des travaux engagés par la Ville de Montpellier jusqu'en 2015 s'élève à 650 000 euros. La présente convention annexée à cette délibération détaille les engagements réciproques de la Ville et de l'association sur la surface mise à disposition, les conditions financières de cette mise à disposition et la subvention de fonctionnement qui sera proposée pour que l'association fasse vivre ce lieu.

Total surface utile salle Feuillade : 594m²

Les espaces mis à disposition au 2^{ème} semestre 2014, seront :

- Grande salle du rez-de-chaussée : 173m²
- Réserve derrière l'écran : 12.5m²
- Dégagement en face du SAS issue de secours côté tramway (accès vide sanitaire) : 10m²
- Bureau directeur « donnant sur fenêtre d'accès à la toiture » 2nd : 22m²

Surface totale mise à disposition : 217m². Sa valorisation annuelle s'élève à 19 530 €.

Dès son ouverture, la salle Louis Feuillade sera baptisée « Centre Culturel des Arts du Monde Louis Feuillade ». Sa programmation se déclinera autour de 3 axes : Rencontres artistiques - Créations - Spectacles

L'objectif principal du « CCAM Louis Feuillade » est de permettre à tous les publics, en particulier à la population de la Mosson d'accéder et de participer à l'offre culturelle.

Ceci passe par l'appropriation du lieu comme tissu de vie dans le quartier, lieu ouvert en synergie avec les structures existantes et volontaires, qui permettrait à terme de définir le quartier en tant qu'interlocuteur constant du tissu urbain élargi, un contact utile aux différents acteurs.

Sans équivalent local, le « CCAM Louis Feuillade » vise à devenir un maillon essentiel du dispositif culturel territorial. Les populations du quartier et d'ailleurs seront, tout au long de l'année et gratuitement, invitées à découvrir et rencontrer des artistes du monde entier accueillis en résidence dans ses locaux.

La spécificité du « CCAM Louis Feuillade » tiendra en l'esprit d'éducation, de sensibilisation culturelle et d'insertion sociale qui anime son action. Elle se traduira aussi par le caractère participatif et interactif de la démarche que propose le Centre et dont l'objectif est d'amener les habitants à devenir les acteurs à part entière de la vie sociale et culturelle de leur quartier.

L'ensemble des arts y sera représenté : musique, danse, théâtre, cinéma, audiovisuel, arts plastiques et graphiques, photographie, arts et métiers du livre et de la lecture, etc.

Les actions du CCAM Louis Feuillade se dérouleront systématiquement sur des temps courts, de quelques heures à quelques jours.

La mise en place de ces objectifs se fera sur plusieurs mois. Afin de pérenniser son fonctionnement, l'association CCIMSF devra mettre en œuvre une politique de partenariat financier avec d'autres institutions locales. Afin d'évaluer la pertinence et l'état du projet, il sera demandé chaque début d'année, un bilan d'activité détaillant notamment le bilan artistique et le rôle que ce nouvel espace occupe dans le quartier.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association Musique sans frontières a sollicité une subvention de 80 000 euros pour le fonctionnement (dossier n° 002044).

Considérant que les activités de l'association Musique sans frontières s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle de la Ville, il est proposé d'attribuer à l'association Musique sans frontières une subvention d'un montant de 80 000 euros et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec ladite association. Le budget prévisionnel du programme des activités 2014 est également joint en annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Musique sans frontières.

Compte de résultat simplifié exercice 2012 et budget prévisionnel 2014					
Charges			Produits		
	2012	2014		2012	2014
Charges exploitation	55 787	161 000	Produits exploitation	33 010	90 000
Impôts et Taxes	1 264	0	Produits gestion courante	22 509	1 000
Salaires et charges	73 850	224 000	Subventions	91 500	295 000
Charges de gestion	21	1 000	DRAC	3 000	25 000
Charges exceptionnelles	160	-	Ville	22 000	140 000
Dotations aux amortissements	33 437	-	Région	15 000	35 000
-	-	-	CG34	39 500	40 000
-	-	-	Agglo	0	40 000
-	-	-	SPEDIDAM	5 000	15 000
-	-	-	LACSE / CUCS	4 000	-
-	-	-	CAF	3 000	-
-	-	-	Q-P Subvention investissement	1 067	-
-	-	-	Transfert de charges	15 491	-
Charges financières et exceptionnelles	0	0	Produits financiers et exceptionnels	14 604	-
Total	164 520	386 000	Total	178 181	386 000
Résultat d'exploitation 2012:	13 661				
Excédent :					

Tableau d'attribution :

N° asso.	Association	Nature	Montant
4955	Musique Sans Frontières	F	80 000 €
	Total		80 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent une aide en nature et dire que le montant valorisé de cette aide sera ainsi inscrit au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 à hauteur de 80 000 € pour le fonctionnement;

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :

Code : 4955



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

D'une part,

Et :

L'association Musique sans frontières représentée par Viviane MAURI, Présidente élue par le bureau le 21 janvier 2013.

D'autre part,

Préambule :

Depuis près de 25 ans, l'association Musique Sans Frontière est un acteur majeur du quartier de la Mosson dans lequel il dispose d'un local de plus de 400 m², « Le Centre Culturel International Musique sans Frontières » (CCI-MSF). Œuvrant au quotidien dans la vie sociale et culturelle du quartier, cet espace convivial et intergénérationnel propose en priorité aux habitants du quartier, des rencontres artistiques, met à disposition des lieux d'apprentissage à l'informatique et à la langue française. Il est également un lieu de résidence, de création et d'enregistrement musical. Ce travail de fond ont conduit la Ville de Montpellier à confier à cette association, l'animation de la salle Louis Feuillade, se situant sur le grand Mail.

Dès son ouverture, la salle Louis Feuillade sera baptisée « Centre Culturel des Arts du Monde Louis Feuillade ».

Sa programmation se déclinera autour de 3 axes :
Rencontres artistiques - Créations - Spectacles

L'objectif principal du « CCAM Louis Feuillade » est de permettre à tous les publics, en particulier, à la population de la Mosson d'accéder et de participer à l'offre culturelle. Ceci passe par l'appropriation du lieu comme tissu de vie dans le quartier. Lieu ouvert en synergie avec les structures existantes et volontaires, qui permettrait à terme de définir le quartier en tant qu'interlocuteur constant du tissu urbain élargi. Un contact utile aux différents acteurs.

De ce qui précède il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Musique sans frontières a sollicité une subvention de 80 000 euros pour le fonctionnement de « CCAM Louis Feuillade » dont le budget s'élève à 386 000 euros. Considérant que le projet de l'association Musique sans frontières contribue au développement de sa politique en matière d'accès à la culture de toutes les populations et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à l'association Musique sans frontières une subvention de 80 000 euros pour la gestion des activités développées à « CCAM Louis Feuillade ».

Article 3 : Participation de la ville : mise à disposition de locaux

La Ville met gracieusement à disposition de l'association Musique sans frontières une partie des locaux mis aux normes de La Salle Louis Feuillade, d'une surface totale de 217 m². La gratuité de la location des locaux est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 19 530 € qui devra être reportée, à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en trois fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que le RIB de l'association.

Un deuxième versement égal à 30% du montant de la subvention, est conditionné par la réception des pièces suivantes:

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2013 certifiés par le (la) président (e), ou le Commissaire aux Comptes accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2013.

Le solde de la subvention soit 20% sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09. 2014 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2013 – 2014 ;
- Pièce n°6 : le projet artistique pour la première partie de la saison 2014 - 2015.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association Musique sans frontières s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 88 84,
- à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation allouée,
- à autoriser toute personne mandatée par le maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Modalités de contrôle

L'association Musique sans frontières s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

L'association Musique sans frontières s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association Musique sans frontières n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association

Madame le Maire,

La Présidente

* Parapher chaque page

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Budget Prévisionnel global 2014

Dépenses = Recettes (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	Montant Prévisionnel(€)	RECETTES	Montant Prévisionnel(€)
60 Achats	8 900 00 €	70 Ventes	9 000 00 €
- Achats d'études et de prestations de services	4 000 00 €	- Billeterie	2 000 00 €
- Achats non stockés de matières et fournitures		- Marchandises	
- Fournitures non stockables (eau, énergie)	4 000 00 €	- Prestations de services	5 000 00 €
- Fournitures administratives		- Produits des activités annexes	2 000 00 €
- Autres fournitures...	4 500 00 €	
61 Services extérieurs	3 000 00 €	74 Subventions d'exploitation (ou de fonct.)	2 950 00 €
- Sous traitance générale			
- Locations mobilières et immobilières	2 200 00 €		
- Entretien et réparation	5 000 00 €		
- Assurances	3 000 00 €		
- Documentation			
- Divers...			
62 Autres Services externes	4 200 00 €		
- Rémunération intermédiaires et honoraires	6 000 00 €		
- Publicités, publications	3 000 00 €		
- Déplacements, missions et réceptions	3 000 00 €		
- Frais postaux et de télécommunication			
- Services bancaires			
- Divers...	3 000 00 €		
63 Impôts, taxes et versements assimilés			
- Taxe sur les salaires			
- Impôts locaux			
- Impôts fonciers			
- Autres taxes...			
64 Charges de personnel	2 240 00 €		
- Salaires bruts	1 400 00 €		
- Charges patronales...	840 00 €		
65 Autres charges de gestion courante	1 000 00 €		
....			
66 Charges financières			
67 Charges exceptionnelles			
68 Dotations aux amortissements et provisions			
S/Total 1 des dépenses	38 600 00 €	S/Total 1 des recettes	38 600 00 €
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
- 860 Secours en nature		- 870 Bénévolat	
- 861 Mise à disp. gratuite de biens		- 871 Prestations en nature	
- 862 Mise à disp. gratuite de prestations		- 875 Dons en nature	
- 864 Personnel bénévole			
TOTAL DES DEPENSES	38 600 00 €	TOTAL DES RECETTES	38 600 00 €
Résultat antérieur - Solde créditeur (Excédent)	1 366 11 €	Résultat antérieur - Solde débiteur (Déficit)	

← STRICTE EGALITE DES CHARGES ET DES PRODUITS →

Nom et signature du Président

Musique Sans Frontières
164, rue Sanagossa 34060 Montpellier
Tél. : 09 54 58 74 18 - Fax : 09 59 58 74 18
Cinet : 392 381 927 00320 - ARE : 90012

2012

Nom et signature du Trésorier

Marianne Collard
Collard

*Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Culture et Patrimoine Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2014

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis plusieurs années, la Ville adhère à des organismes liés à la Culture et au Patrimoine, par le versement de cotisations. De nouvelles adhésions sont proposées, pour tenir compte de l'évolution des activités de la Ville.

Il est donc proposé de confirmer l'adhésion aux organismes suivants pour l'année 2014 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
923	6281	Association des Archivistes Français	95 €
923	6281	Avenio utilisateurs	60 €
923	6281	ICA Conseil International des Archives	200 €
923	6281	Association Française des Cinémas d'Art et d'Essai	435 €
923	6281	Agence du Court Métrage Réseau Alternatif de Diffusion (RADI)	1 200 €
923	6281	Association des Cinémas et circuits itinérants du Languedoc Roussillon (ACCILR)	60 €
923	6281	Agence pour le Cinéma Indépendant et sa Diffusion (ACID)	110 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter l'adhésion ou le renouvellement d'adhésion aux organismes précités ;

- De prélever le montant de la dépense, soit un total de 2 160 € sur les crédits inscrits au budget 2014, chapitre 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 18/02/2014

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Bureau d'Accueil des Tournages de Montpellier: bilan et perspectives, adoption d'une convention d'autorisation de tournages type, exonération conditionnelle de la redevance d'occupation du domaine public pour les tournages

Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération du 08 novembre 2010, le Conseil Municipal a approuvé la création du Bureau d'Accueil des Tournages (BAT) destiné à coordonner et accueillir les tournages sur le domaine public dans le but de **réserver le meilleur accueil possible aux productions et porteurs de projets audiovisuels, de minimiser l'impact de ces tournages pour les riverains et favoriser des retombées économiques et culturelles de ces tournages.**

Car accueillir un film, c'est **soutenir l'emploi** (techniciens, intermittents, figurants, débouchés professionnels aux jeunes des écoles, processus de professionnalisation pour les jeunes artistes et techniciens ...) et **l'économie** (prestataires de services, nuitées d'hôtel, restauration ...). C'est aussi mettre en valeur des talents et artistes locaux, accueillir des réalisateurs et des acteurs, médiatiser son territoire et créer du lien social.

1. MONTEE EN CHARGE 2010-2013

1.1 Données chiffrées.

Le BAT coordonne la mise en œuvre et le tournage de projets de natures diverses : longs et courts métrages, documentaires, vidéo d'artistes, clips, séries et émissions TV, publicités.

Le BAT a accompagné :

- 24 projets en 2010,
- 55 en 2011,
- 53 en 2012,
- 78 en 2013.

Le nombre de jours de tournages coordonnés sur le domaine public suit cette évolution :

- 90 jours de tournages en 2010,
- 220 en 2011 (dont 77 jours sur la série France 2 – *Antigone 34*),
- 168 en 2012 (dont 55 jours sur la série France 2 – *Ligne de Vie*),
- 150 en 2013.

Les listes des projets tournés sur le territoire de la ville en 2010, 2011, 2012 et 2013 sont jointes en annexe. Elles sont complétées par une liste des longs métrages tournés sur la ville depuis 1938.

Il est complexe d'évaluer précisément les retombées économiques liées à cette montée en charge, car il est rare d'avoir précisément les données financières. D'après les données présentées par *Antigone 34* : sur un budget de 6,3 millions d'euros, 1,4 million a été dépensé en région dont 650 000 euros pour les techniciens et comédiens, et 750 000 pour l'économie locale : hôtellerie, prestataires de services.

1.2 Tendance de fond

Cette montée en charge factuelle s'explique de plusieurs façons :

- l'image de plus en plus présente dans notre société (clips, publicités notamment),
- Montpellier est une ville attractive qui suscite l'intérêt de nombreux acteurs de l'audiovisuel (émissions tv, documentaires),
- la présence à Montpellier de nombreuses écoles (courts métrages),
- et enfin et surtout la mise en œuvre par la Région : d'un Fonds d'Aide à la Création doté d'1,5 million d'euros et d'une Commission Régionale du Film, dont le rôle premier est d'inciter le tournage de films sur le territoire régional (séries, longs métrages). Cette commission régionale est pilotée par l'association Languedoc Roussillon Cinéma.

Cette tendance évolutive est naturellement amenée à se poursuivre. C'est pourquoi il apparaît pertinent de faire un point également sur les outils d'expertise du BAT pour mesurer son efficacité.

2. OUTILS D'EXPERTISE, D'ACCOMPAGNEMENT ET DE CONVENTIONNEMENT

Lors de sa création fin 2010, les objectifs affichés étaient de faire **évoluer le fonctionnement administratif d'autorisation** existant et éclaté en un bureau du cinéma coordonnant les demandes des productions puis de **poser progressivement les jalons d'une politique attractive vers les productions**.

2.1 Les outils d'expertise.

Optimiser les procédures impliquait de mettre en place des outils spécifiques. Le BAT s'est doté :

- d'un **interlocuteur unique** : efficacité et gain de temps autant pour les productions que pour la collectivité, organisant des **réunions inter-services** (selon les besoins).
- d'un **dossier spécifique de demande d'autorisation**,
- d'un **circuit court de validation** avec des référents dans tous les services.

2.2 Les outils d'accompagnement

En créant le BAT municipal, la ville est devenue un partenaire de la politique audiovisuelle de la région et des productions. Son rôle s'est renforcé au fil des années en capitalisant le travail mené en amont, pendant et après le tournage. Aujourd'hui le BAT :

- gère **une base de décors, une base iconographique et un annuaire des interlocuteurs privilégiés** (préfecture, aviation civile, MPT pour les castings ...)
- est présent sur les tournages « sensibles » (aux incidences nombreuses sur l'espace public) via un **régisseur technique**. Cet accompagnement logistique permet d'afficher un bilan sans incident depuis 4 ans.
- Communique sur les tournages (web, journaux municipaux, presse ...) pour donner une **visibilité aux projets** (télévision, festivals, sortie en salles de cinéma ... avant-première)

2.3 Le conventionnement

Les arrêtés d'occupation du domaine public et de voirie sont deux outils encadrant la présence du porteur du projet sur le domaine public. Pour engager les productions, le BAT a mis en place une **charte d'accueil de tournage** qui engage la responsabilité de la production au regard de :

- l'information des riverains,
- l'affichage des arrêtés,
- la limitation des nuisances sonores
- la propreté des sites utilisés.

Pour accompagner cette l'évolution administrative et parce que l'impact d'un tournage est générateur de créativité et d'économie, le Conseil Municipal a approuvé par délibération du 08 novembre 2010, **l'exonération conditionnelle de la redevance d'occupation du domaine public pour les tournages**. Depuis, 210 projets ont été accueillis.

3. MISE EN PLACE DE MODALITES SIMPLIFIEES D'ORGANISATION : CONVENTION POUR L'AUTORISATION DE TOURNAGE

Dans la perspective d'adapter les procédures au secteur de l'image, de répondre à l'évolution croissante des demandes dans un délai court, il convient de mettre en place des modalités simplifiées d'organisation avec notamment la signature d'une convention entre la Ville de Montpellier et la production.

Cette **convention type** ainsi proposée au conseil municipal sera signée par l'adjoint délégué et accompagnera les arrêtés et la charte d'accueil des tournages, elle :

- synthétisera les conditions du tournage (coordonnées de la production, nom du projet, conditions du tournage, n° d'arrêté)
- engagera la production à faire clairement mention de la Ville de Montpellier dans le **générique** du projet, à envoyer une **copie** du projet au BAT et à autoriser la présence d'un **photographe** de la ville de Montpellier.

Une présentation annuelle des tournages réalisés sera effectuée devant le Conseil Municipal (liste des projets accompagnés et bilan synthétique), sur la base des modalités précités.

EN ANNEXE :

- Les bilans spécifiques 2010, 2011, 2012, 2013 ;
- La liste des films tournés à Montpellier depuis 1938 ;
- La convention d'autorisation type.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- De prendre acte du bilan du BAT;
- D'approuver les modalités simplifiées d'organisation des tournage sur la base du projet de convention type joint en annexe ;
- D'autoriser Mme le Maire, ou l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

CONVENTION D'AUTORISATION DE TOURNAGE (nom du projet)

Par délibération du 8 novembre 2010, la Ville de Montpellier crée un Bureau d'Accueil de Tournage qui coordonne les projets cinéma et audiovisuels se déroulant sur l'espace public.

La structure bénéficiaire est (La production) représentée par (nom) Domiciliée (adresse) afin de réaliser une œuvre audiovisuelle, ci-après dénommée « (nom du projet) ».

La Ville de Montpellier autorise (La production) à effectuer les prises de vue

- dans les locaux de (nommer) de la Ville de Montpellier, situé (adresse) le (date) de (nombre) heures à (nombre) Heures. Ces prises de vue ne pourront avoir lieu qu'en présence de M/Mme (nom) en qualité de (fonction) qui donne par cette convention son accord à ce tournage.

et/ou

- Sur l'espace public conformément à l'arrêté n° (N°) /ou/ sans arrêté spécifique étant donné la taille de l'équipe qui ne dépasse pas (max 5) personnes par lieu de tournage.

Ces autorisations sont consenties à titre gratuit, sous réserve du respect des clauses détaillées ci-après. La Ville de Montpellier se réserve le droit de facturer à la production l'occupation du domaine public si l'une des clauses n'est pas respectée.

- (La production) s'engage à respecter la charte d'accueil de tournage de la ville de Montpellier ;

- (La production) s'engage à faire clairement mention de la Ville de Montpellier dans ce projet ou tout autre document s'y rapportant (documents publicitaires, par exemple) en particulier dans le générique ;

- (La production) remettra gratuitement une copie du document final au Bureau d'Accueil des Tournages, sous réserve de l'accord du diffuseur, à la Ville de Montpellier, qui se réserve le droit de l'utiliser sur son réseau institutionnel, dans la mesure où cette utilisation ne porte pas atteinte aux droits de (la production). Des photographies du tournage seront également envoyées au Bureau d'Accueil des Tournages.

- Selon les cas (émission tv) : la production s'engage à mettre en contact la Ville de Montpellier avec le diffuseur pour favoriser la remise d'une copie gratuite du document final ou les informations concernant les modalités de diffusion de « (nom du projet) ».

- Selon les cas : la production s'engage à autoriser les visites de tournages selon les modalités définies (ou à définir) ensemble.

- Selon les cas : la production s'engage à autoriser la présence d'un photographe de la ville sur le tournage et l'autorise à utiliser ces clichés dans le cadre des supports de communication ville (plaquette, journal municipal, site web ... ! Les préconisations concernant les droits à l'image notamment des comédiens peuvent être stipulées ici

Pour toute autre utilisation ou destination des prises de vue, (la production) devra solliciter une autre autorisation auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier.

(La production)

- assure avoir obtenu le consentement écrit, préalable et éclairé de chacune des personnes ou œuvres qui seront filmées au cours du tournage et reconnaît également être en règle par rapport au code du travail.

- reconnaît détenir une police d'assurance à responsabilité civile pour lui et les tiers en cas d'accident ou de dommages affectant des biens ou matériels pendant la durée du tournage.
- *est responsable des dommages qu'elle pourrait éventuellement causer aux biens ou aux personnels de la Ville de Montpellier.*
- *est tenue de respecter le règlement intérieur du lieu et de le remettre en état, après utilisation et assure que toutes les précautions seront prises pour ne pas dégrader le bâtiment, faute de quoi elle sera tenue de supporter les dépenses entraîné par les travaux de remise en état.*

Fait à Montpellier, en deux exemplaires, le.....

Pour la (production)

Pour la Ville de Montpellier

Nom du responsable

Nom de l'adjoint délégué à la Culture

Séance publique du lundi 17 février 2014



Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

QUARTIER DES CEVENNES

Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)

Copropriété Cévennes 1

Attribution de subventions en parties privatives

Christian BOUILLE rapporte :

Par délibération en date du 03 mai 2010, le Conseil Municipal a approuvé la convention relative à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée des Cévennes 1. Cette convention permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH) par délégation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

La convention d'OPAH a été signée le 27 juillet 2010 par l'ANAH, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et le syndicat de copropriété. Elle vise à la réhabilitation complète de la copropriété des Cévennes 1, à la solvabilisation des propriétaires, au repérage des logements indignes à l'habitation, au maintien des propriétaires occupants.

Par délibération en date du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal a retenu la Société d'Équipement de la Région Montpellicaine (SERM) pour la conduite d'opération de l'OPAH. La SERM fournit assistance aux propriétaires ou au syndicat pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte aux propriétaires occupants, pour la réhabilitation des parties privatives, une aide de 5 à 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leur ressources.

Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	Madame EL MANSOURI	M et Mme TORRES DA COSTA	M. ROMANO
Caractéristiques de l'opération	Partie privative	Partie privative	Partie privative
Nature des travaux	Remplacement de la chaudière	Mise aux normes électriques, pose cumulus, plomberie	Remplacement de la porte palière
Adresse	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment K	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment i	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment J
Dépense subventionnable	2321,00€	10000,00€	1603,55€
Subvention Ville	232,00€	500,00€	160,00€

Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle par l'équipe de conduite de l'opération de la SERM constatant l'exécution des travaux et leur conformité au projet subventionné.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'attribuer une subvention de 232,00 € à Madame EL MANSOURI, une subvention de 500,00 € à Monsieur et Madame TORRES DA COSTA, et une subvention de 160,00€ à M. ROMANO,
- De dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville ligne OPAH copro Cévennes subvention, chapitre 908241;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention ;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014



Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

QUARTIER CEVENNES (PETIT BARD - PERGOLA) PROJET DE RENOVATION URBAINE Plan de Sauvegarde du Petit Bard Attribution de subventions en parties privatives

Christian BOUILLE rapporte :

Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la participation de la Ville de Montpellier au plan de sauvegarde du Petit Bard qui s'inscrit dans le Projet de Rénovation Urbaine pour le quartier Cévennes.

Cet engagement de la Ville de Montpellier a fait l'objet d'une convention, signée le 28 décembre 2007 avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault. Agissant dans le cadre de la concession d'aménagement, signée avec la Ville le 9 mai 2007, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) fournit assistance aux propriétaires ou syndics pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Conformément au règlement d'intervention approuvé par délibération du Conseil municipal le 30 mars 2009, modifié par avenants le 9 novembre 2009, le 16 novembre 2011 et le 12 novembre 2012, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique. A ce titre, la Ville de Montpellier apporte, pour les parties privatives des immeubles, une prime de 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leurs ressources.

Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	Madame BOUSQUET
Bâtiment	D12
Résidence	Le Régnier
Type logement	F4
Caractéristiques de l'opération	Partie privative
Nature des travaux	Mise aux normes de l'électricité
Adresse	8, square Henri de Régnier Bâtiment D12 (2 ^{ème} étage)
Dépense subventionnable	3324,04€
Subvention Ville	332,40€

Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, en cas de non réalisation du programme retenu ou de non respect des engagements souscrits, le versement de l'aide pourra être suspendu et un courrier sera adressé au propriétaire rappelant les conditions à satisfaire pour le paiement de l'aide. En cas de refus d'obtempérer dans un délai de deux mois, la Ville pourra décider de l'annulation de l'aide. Après versement de l'aide, la Ville de Montpellier se réserve la possibilité de procéder à tout contrôle lui permettant de s'assurer du respect des engagements souscrits par le propriétaire occupant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'attribuer une subvention de 332,40€ à Madame BOUSQUET;
- De dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville (Nature 20422/numéro de ligne 22 861) ;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement attributif de la Ville de Montpellier;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions

Christian BOUILLE rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

- M. Fabrice CRUBEZI, 19 bd. Renouvier (propriétaire occupant) – complément	90,00 €
- SDC 18 rue de la Palissade, Bilan Patrimoine (parties communes)	4.000,00 €
Mlle BENBETKA Rachida, 10 rue Daru (propriétaire occupant)	2.683,00 €
Syndic des copropriétaires 14 rue de la Palissade, chez Cabinet JAY (parties communes)	4.000,00 €
SDC 11 rue Lallemand, Bilan Patrimoine (parties communes – copropriété dégradée)	4.000,00 €
SDC 28 Ter rue Balard, C/O Bilan Patrimoine (parties communes)	4.000,00 €
Synd Cop Amarger Université chez M. AMARGER Bernard, 42 rue Université (parties communes)	3.706,56 €
Synd 4 Verrerie Haute, MAB Planchon (parties communes)	4.000,00 €
SDC 7 rue des Ecoles Laïques, S/C Bilan Patrimoine (parties communes)	2.062,50 €
Syndic 12 rue Aristide Ollivier, Cabinet Hugon Redon (parties communes)	4.000,00 €
SARL Alain POUX, 3 place Notre Dame / 48 rue Aiguillerie (parties communes)	3.599,00 €
Total :	36.141,06 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 36.141,06 € correspondant à 11 immeubles listés ci-dessus,
 - de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Avenant au marché pour la réalisation d'études de programmation des espaces publics pour l'amélioration du cadre de vie sur le périmètre de Montpellier Grand Cœur

Christian BOUILLE rapporte :

Le marché 2H70, notifié le 24 août 2012 au groupement composé de IN STRADA mandataire, Mahaut MICHEZ paysagiste, SAFEGE ingénieurs conseils et de ADELE consultants, a pour objet la réalisation d'études de programmation des espaces publics pour l'amélioration du cadre de vie sur le périmètre de Montpellier Grand Cœur.

Les études programmatiques analysent les usages et les besoins des espaces à requalifier, définissent les objectifs et les préconisations d'aménagement en amont des études opérationnelles de réalisation. Ce travail fin d'ingénierie est un volet clef de l'opération Grand Cœur afin de réaliser des aménagements de qualité et pérennes dans le temps en accompagnement des opérations de renouvellement urbain.

Ce marché à bons de commande, d'une durée initiale d'un an, est renouvelable 3 fois. Il a été reconduit une première fois jusqu'au 24 août 2014.

Or, il convient d'acter la sortie d'un des membres du groupement en raison du décès de Monsieur Bernard BARILERO le seul consultant salarié de la société ADELE Consultants survenu durant la première période de reconduction. Le mandataire proposera un sous-traitant pour la réalisation des prestations dont avait la charge le membre sorti du groupement, sous réserve de l'acceptation de la Ville.

En conséquence de ce départ, la répartition financière du marché entre les membres du groupement est caduque. Chaque bon de commande indiquera, au fur et à mesure de la réalisation du marché, les montants dus à chaque membre du groupement pour ses prestations. Le paiement aura lieu sur le compte du mandataire solidaire qui assurera la répartition entre les membres, conformément aux accords écrits et signés de ces derniers.

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

Par conséquence, il est demandé au Conseil :

- d'approuver l'avenant numéro 1 du marché à bons de commande pour la réalisation d'études de programmation des espaces publics et d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant afférent,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous autres documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché : le groupement d'entreprises IN STRADA / MAHAUT MICHEZ / ADELE CONSULTANTS / SAFEGE représenté par le mandataire IN STRADA sis à 13001 MARSEILLE

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Marché de prestations intellectuelles à bons de commandes pour la réalisation d'études de programmation des espaces publics pour l'amélioration du cadre de vie sur le périmètre de Montpellier Grand Cœur. Marché d'une durée initiale de 1 an, renouvelable pour 3 périodes de 1 an.

N° du marché : 2 H 70

Notifié le : 24 août 2012

Montant des commandes pour la durée du marché :

- ✓ Période initiale, 1^{ère} et 2^{ème} périodes de reconduction : Montant minimum : 2.500.00 Euros HT et Montant maximum : 50 000.00 Euros HT.
- ✓ 3^{ème} période de reconduction : Montant minimum : 2.500.00 Euros HT et Montant maximum : 40 000.00 Euros HT.

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :/...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'acter la sortie d'un des membres du groupement, soit la société ADELE Consultants pour le motif suivant : décès de Monsieur Bernard Barilero (cf. le courrier joint au présent avenant). Le mandataire proposera un sous-traitant pour la réalisation des prestations dont avait la charge le membre parti.

ARTICLE 2

En conséquence de ce départ, la répartition financière du marché entre les membres du groupement est caduque. Chaque bon de commande indiquera, au fur et à mesure de la réalisation du marché, les montants dus à chaque membre du groupement pour ses prestations. Le paiement aura lieu sur le compte du mandataire solidaire qui assurera la répartition entre les membres, conformément aux accords écrits et signés de ces derniers, et ci-joints au présent avenant.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

D. Signatures des parties

A, le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A, le



Mahaut Michez Paysagiste

Référence	C-Mission Grand Coeur 07/01/2014
Objet	Etudes de programmation Marché n° 2H702850/1
Destinataire	Ville de Montpellier - Mission Grand Coeur

Montpellier, le 07 janvier 2014

Madame, Monsieur,

Je soussignée Mahaut Michez, gérante de l'EURL Mahaut Michez Paysagiste atteste accepter que les versements effectués dans le cadre des facturations du marché n° 2H702850/1 soit versés intégralement sur le compte bancaire du mandataire de l'équipe: In Strada.

Pour faire valoir ce que de droit,

Sincères salutations,

Mahaut MICHEZ

SAFEGE

Le Bruyère 2000 – Bât 1
650 rue Henri Becquerel
34961 MONTPELLIER – FRANCE
TEL. 04 67 81 89 10
FAX. 04 67 81 86 21
WWW.SAFEGE.FR

**DIRECTION DELEGUEE MEDITERRANEE DOM
AGENCE DE MONTPELLIER**

TYPE DE DIFFUSION :
RECOMMANDE AVEC AR

Ville de Montpellier
SAAM – MISSION GRAND CŒUR
17 boulevard du jeu de Paume

34000 MONTPELLIER CEDEX 2

A l'attention de Madame HAAS

A Montpellier, le 14 janvier 2014

Nos réf. : EH/NT/14MMO/12MMO036/01007L

Objet : Autorisation de versement des paiements sur le compte de IN-STRADA – Marché Public de Prestations Intellectuelles – Réalisation d'études de programmation des espaces pour l'amélioration du cadre de vie sur le périmètre Montpellier Grand Cœur.

Madame,

Je soussigné, Laurent BARLET, agissant en qualité de Directeur de l'agence de Montpellier, autorise la Ville de Montpellier à effectuer le paiement de nos prestations sur le compte du mandataire de notre groupement, représenté par Lucien SAMBUCCO, gérant de la société INSTRADA.

Nous précisons au Maître d'ouvrage que les modalités de reversement des honoraires aux cotraitants s'effectueront dans les conditions décrites dans la convention établie spécialement à cet effet entre les membres du groupement.

Nous vous prions d'agréer, Madame, nos respectueuses salutations.

Laurent BARLET
Directeur d'agence

SAFEGE

Le Bruyère 2000 - Bât 1 - Zone du Millénaire
650 rue Henri Becquerel - CS 79542
34961 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél 04 67 81 89 10 - Fax 04 67 81 86 21
SIRET 54202182900388

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 8 500 040 € - R.C.S. NANTERRE B 542 021 829
SIRET 542 021 829 00107 - CODE NAF 7 112 B - TVA FR 82 542 021 829





Mission Grand Cœur			
29 NOV. 2013			
Info	Action		Classé

SH
no en pole

86918

MAIRIE DE MONTPELLIER SERVICE COURRIER 10
25 NOV. 2013
ARRIVÉE

ADELE Consultants

11, rue Montgrand - 13 001 MARSEILLE

Tél. : 04 91 28 37 97 Fax: 04 91 28 38 28

Messagerie électronique : adele.consult@orange.fr

Marseille, le 15 novembre 2013

VILLE DE MONTPELLIER

MISSION GRAND COEUR

Hôtel de Ville

1, place Georges Frêche

34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Réf. : Réalisation d'études de Programmation des Espaces Publics
Pour l'amélioration du cadre de vie sur le périmètre de Montpellier Grand Cœur

Objet : Information du Décès de Monsieur Bernard BARILERO
Clôture de la mission d'ADELE Consultants
Marché n° 2H702850

Madame le Maire,

Je vous informe par la présente que notre collaborateur, Monsieur Bernard Barilero, est décédé le 30 août dernier. Ce dernier était le seul consultant salarié de la Société ADELE Consultants, et donc le seul rassemblant les compétences nécessaires à l'élaboration de la mission d'étude de programmation citée en référence. ADELE était co-traitant, dans le cadre du Marché Public n° 2H702850, au groupement de bureaux d'études mené par le cabinet IN STRADA.

Je vous informe donc de ma décision de clore le contrat liant ADELE Consultants et la Ville de Montpellier à cette étape de réalisation des prestations par Monsieur Barilero.

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Le gérant

Denys ROSSIGNOL

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Construction de la crèche rue Boussinesq - Attribution du marché de travaux

Françoise PRUNIER rapporte :

Pour faire face à l'augmentation démographique, il s'est avéré nécessaire de créer une structure multi accueil petite enfance qui prendra place dans un immeuble construit par l'entreprise Eiffage, aux termes d'un contrat en VEFA. Cet établissement permettra de réinstaller dans des locaux rénovés l'actuelle crèche Sophie Lagrèze comprenant 60 places et pourra accueillir 41 jeunes enfants supplémentaires.

Pour réaliser les travaux d'aménagement, un marché à procédure adaptée soumis aux dispositions de l'article 28 du code des marchés publics et comportant 11 lots à attribution séparée, a été publié.

La Commission d'Appel d'Offres, en date du 4 février 2014, a décidé d'attribuer les lots suivants aux entreprises ci-dessous désignées présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Lot	Désignation	Entreprises retenues	Prix offre H.T. Tranche ferme	Prix offre H.T. Tranche conditionnelle	Prix offre H.T. Total
1	CLOISONS – FAUX PLAFONDS	FPI	115 820,00		115 820,00
2	MENUISERIES INTERIEURES, MOBILIER	ATELIER DUCROT	149 600,90		149 600,90
3	REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES	SOL COLOR	133 860,27		133 860,27
4	REVETEMENTS DE SOLS RESINE	PROCESS SOL	28 546,65		28 546,65
5	PEINTURE	CORNIL	29 556,21		29 556,21
6	PLOMBERIE	CHICHE	108 759,00		108 759,00
7	COURANTS FORTS ET FAIBLES	INEO	108 543,37		108 543,37
8	CHAUFFAGE, VENTILATION, RAFRAICHISSEMENT	SNECC	199 597,59		199 597,59
9	SERRURIE	TECHNICFER	17 799,00	38 690,00	56 489,00
10	VRD ESPACES VERTS	EIFFAGE	30 238,97	7 428,00	37 666,97
11	EQUIPEMENTS DE RESTAURATION ET CLOISONNEMENTS ISOTHERMES	SALAGER	119 100,75		119 100,75
	TOTAL		1 041 422,71	46 118,00	1 087 540,71

Les marchés démarreront sur ordre de service.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la décision de la Commission d'appel d'offres en date du 4 février 2014 ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget de la Ville, section investissement, programme 2013I03, op 12D06317, fonction 9064, nature 2313 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Crèche La Petite Sirène Protocole d'accord transactionnel suite aux désordres des sols souples

Françoise PRUNIER rapporte :

En 2008, la Ville a fait construire la crèche La Petite Sirène, sise 115, avenue du Fès. Les entreprises Pailleret et Zonca se sont vues attribuer respectivement les lots de revêtement de sols souples et menuiseries extérieures dans le cadre du marché de cette construction.

Des désordres et des malfaçons étant apparus notamment au niveau des sols souples, la Ville de Montpellier a présenté une requête le 14 février 2012 afin de déterminer l'origine, les causes et responsabilités des dits désordres.

Par ordonnance en date du 16 mars 2012, le Tribunal Administratif de Montpellier a fait droit à la demande de la Ville de Montpellier. Monsieur Fabrice OGER a été désigné en qualité d'expert judiciaire. Il a déposé son rapport d'expertise le 24 juin 2013.

A la suite de cette expertise, il apparaît que la société Zonca est seule responsable des désordres occasionnés aux sols souples à la suite d'infiltrations dues à une étanchéité défectueuse des menuiseries extérieures.

Afin de clore cette affaire, un protocole d'accord est établi entre la compagnie AREAS DOMMAGES, assureur transactionnel de l'entreprise Zonca en liquidation et la Ville de Montpellier. Il est mis à la charge de la compagnie une indemnité forfaitaire transactionnelle et définitive d'un montant de 25 249.43€, correspondant au coût des travaux à réaliser pour le remplacement des menuiseries (11 787,77 €), au timbre fiscal (35 €), aux frais d'expertises (11 157,56 €), aux frais des essais réalisés (269,10 €) et aux frais d'avocat (2 000 €). La Ville de Montpellier accepte et reconnaît le caractère forfaitaire transactionnel et définitif de cette indemnité concernant ce remplacement.

La Ville se réserve le droit de poursuivre une nouvelle action en cas d'aggravation des désordres affectant les revêtements de sols souples par rapport au constat de l'expert judiciaire du 24 juin 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le protocole d'accord transactionnel annexé à la présente délibération;
- d'autoriser Madame Le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ce protocole d'accord et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 18/02/2014

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

ENTRE :

1. La Compagnie AREAS DOMMAGES,

Société d'assurance exploitée sous forme de mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 670 466

Dont le siège social est situé 47-49 rue de Miromesnil, 75008 PARIS

Prise en la personne de ses représentants légaux en exercice demeurant audit siège

2. La Commune de Montpellier,

Représentée par son Maire en exercice,

Domicilié en cette qualité 1 place Francis PONGE, 34064 MONTPELLIER CEDEX

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIV

-I-

EXPOSE

La commune de MONTPELLIER a réalisé une opération de construction d'une structure dédiée à la petite enfance, appelée « La Petite Sirène » à MONTPELLIER.

Il convient de préciser que dans le cadre de cette opération de construction, sont intervenus :

- la SAS PAILLERET, titulaire du lot n°7 « Revêtement de sols souples et peintures » ;
- la SAS QUALICONSULT, en qualité de Bureau de Contrôle ;
- la SAS DARVER, en qualité de titulaire du lot « Gros Œuvre » ;
- la SA SMAC, en qualité de titulaire du lot « Etanchéité » ;
- la SAS OMNIUM FACADES, en qualité de titulaire du lot « Isolation Extérieure » ;
- la SAS ZONCA, assurée auprès de la Compagnie AREAS DOMMAGES, en qualité de titulaire du lot « Menuiseries Extérieures ».

La Commune de Montpellier a, par la suite, présenté une requête le 14 février 2012, aux fins de voir ordonner des opérations d'expertise en vue de déterminer l'origine et les causes de désordres

affectant les locaux de la crèche « La Petite Sirène » et notamment dans un premier temps, les revêtements de sols souples, faisant à ce titre valoir que lot n°7 qui était attribué à la SAS PAILLERET, serait affecté de diverses malfaçons, savoir notamment le décollement du revêtement de sol dans la section « bébés ».

Par ordonnance en date du 16 mars 2012, le Tribunal Administratif de Montpellier a fait droit à la demande de la Commune de Montpellier à l'encontre de la SAS PAILLERET.

Par la suite, par requête en date du 12 juin 2012, la Commune de Montpellier a sollicité que les opérations d'expertise soient rendues contradictoires à l'égard de :

- la SAS QUALICONSLT,
- la SAS DARVER,
- la SA SMAC, en qualité de titulaire du lot « Etanchéité »,
- la SAS OMNIUM FACADES,
- la SAS ZONCA,

... requête à laquelle il a été fait droit par le Tribunal Administratif de Montpellier par ordonnance du 27 juin 2012.

Au cours des opérations d'expertise, il a été constaté que les désordres pouvaient avoir pour origine un défaut d'étanchéité des menuiseries extérieures, lot dont était titulaire la Société ZONCA, en liquidation judiciaire depuis le 6 janvier 2012.

Par requête introduite par Monsieur Fabrice OGER, Expert Judiciaire, enregistrée le 25 septembre 2012, il a été sollicité du Tribunal Administratif de Montpellier que celui-ci étende au contradictoire de la Compagnie AREAS, en sa qualité d'assureur de responsabilité décennale de la Société ZONCA selon Police n°03.524.067 H, les mesures d'expertise précédemment ordonnées.

Par ordonnance du 22 octobre 2012, il a été fait droit à la demande de l'Expert Judiciaire.

Au cours des opérations d'expertise, une solution technique efficace permettant de mettre un terme aux désordres a été trouvée, des essais ayant été financés par la Compagnie AREAS DOMMAGES pour un montant de **3.761,42 € TTC**.

Les travaux de reprise des menuiseries extérieures restantes ont fait l'objet de devis, pour un montant total de **11.787,77 € TTC**.

Les travaux de reprise des revêtements de sol souple ont été évalués à **105.587,80 € HT**.

Dans ces conditions, les parties se sont rapprochées afin de transiger.

EN CET ETAT, LES PARTIES SE SONT RAPPROCHEES ET APRES CONCESSIONS DE PART ET D'AUTRE SONT CONVENUES CE QUI SUIV

CONVENTION

Article 1^{er} :

La Compagnie AREAS DOMMAGES s'engage à régler une indemnité forfaitaire transactionnelle et définitive d'un montant de vingt-cinq mille deux cent quarante-neuf euros et quarante-trois centimes (25.249,43 €), correspondant :

- au coût des travaux de reprise des menuiseries extérieures restant à réaliser, soit onze mille sept cent quatre-vingt-sept euros et soixante-dix-sept centimes (11.787,77 €) ;
- au timbre fiscal de trente-cinq euros (35 €) réglé par la commune de MONTPELLIER ;
- aux frais d'expertise, tels que déterminés par l'Expert judiciaire, soit une somme de onze mille cent trente et un euros et quatre-vingt-quinze centimes (11.157,56 €) ;
- au remboursement du coût des essais réalisés dans le cadre de l'expertise judiciaire et préfinancés par la commune de MONTPELLIER, soit une somme de deux cent soixante-neuf euros et dix centimes (269,10 €) ;
- aux frais d'avocats engagés par la commune de MONTPELLIER, soit une somme de deux mille euros (2.000 €) ;

... en un chèque libellé à l'ordre de la CARPA qui sera adressé à Maître DATAVERA, Conseil de la commune de MONTPELLIER, dans un délai de deux mois qui suivra la signature du présent protocole.

Article 2 :

La commune de MONTPELLIER accepte le règlement de l'indemnité précitée de vingt-cinq mille deux cent quarante-neuf euros et quarante-trois centimes (25.249,43 €) et reconnaît son caractère forfaitaire transactionnel et définitif.

Elle déclare qu'elle sera complètement remplie de ses droits et prétentions concernant les désordres subis par l'établissement « La Petite Sirène » visés dans les requêtes susmentionnées tels que constatés par Monsieur Fabrice OGER, Expert judiciaire, dans le cadre de ses opérations d'expertise.

Article 3 :

Moyennant la signature et l'exécution des présentes et des engagements respectifs tels que convenus ci-dessus, les parties mettent un terme ferme et définitif au litige ayant existé entre elles, déclarant à cet égard avoir disposé du temps de réflexion nécessaire avant de signer la présente transaction et mesuré ainsi la portée de leurs concessions respectives, ayant été par ailleurs assistées de leurs conseils respectifs à cet effet.

DT

Elles renoncent en conséquence, à toute action relative aux désordres affectant l'établissement dénommé « La Petite Sirène » tels que listés dans les requêtes mentionnées ci-dessus et dans la mission de l'Expert judiciaire désigné, sauf aggravation des désordres affectant les revêtements de sols souples par rapport aux constats effectués par Monsieur Fabrice OGER, Expert judiciaire, tels que décrits dans le rapport d'expertise de celui-ci du 24 juin 2013.

Article 4 :

Chacune des parties conservera à sa charge les frais et honoraires de quelque nature que ce soit qu'elle aura pu engager à l'occasion du litige susmentionné, à l'exception des frais d'expertise et timbre fiscal décrits ci-dessus.

Article 5 :

Le présent protocole constate une transaction régie par les articles 2044 et suivants du Code civil et est donc revêtu, conformément aux termes de l'article 2052 du même code, de l'autorité de chose jugée.

Fait à MONTPELLIER

Le

(en 5 exemplaires originaux)

AREAS DOMMAGES

le 12/11/2013

MAIRIE DE MONTPELLIER

Aréas Dommages

47-49 rue de Miromesnil

75380 PARIS CEDEX 08

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Partenariat Ville - Etablissements associatifs d'accueil de Petite Enfance Avenants aux conventions

Françoise PRUNIER rapporte :

Par délibération du 16 décembre 2011, le Conseil Municipal a approuvé le Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014 (CEJ) et le financement des établissements associatifs d'accueil des jeunes enfants sous forme de prestations de service versées pour l'accueil des enfants montpelliérains.

Initialement, le CEJ prévoyait la création de 84 places associatives. Par délibération du 16 décembre 2013, le Conseil Municipal a autorisé la signature d'un avenant intégrant 36 nouvelles places associatives.

Ces places sont réparties dans les établissements suivants :

- Multi accueil les Infantines : 5 places (10 places déjà prévues dans le cadre du CEJ)
- Multi accueil les Lutins : 12 places
- Multi accueil les Bambins du lez : 8 places
- Multi accueil l'Arbre à Chouettes : 11 places (4 à compter de mai 2013 et 7 à compter de janvier 2014)

Ces places supplémentaires s'ajoutent aux 541 places déjà conventionnées qui bénéficient d'un financement municipal à hauteur de 1,70 € par heure facturée, soit un total de 577 places associatives.

Concernant le cas particulier du multi accueil « les Infantines », au-delà de la création nette de 5 places d'accueil financées en prestation horaire (1.70 €/ heure facturée), 10 places sont transférées à la suite de la fermeture de l'accueil familial assuré par l'établissement Ginkgo Biloba, relevant du même gestionnaire ALPJ. Le montant de la prestation associée à ce transfert est de 90 000 € annuels, financement spécifique pour une action pilote au titre du CEJ pour le fonctionnement de 10 places d'accueil en horaires d'ouverture élargis (7h à 19h30).

Les modalités de ce financement municipal, dont le principe et le contenu sont prévus par le CEJ, ainsi que les obligations des associations gestionnaires, sont précisées pour chaque association par une convention signée entre la Ville et l'Association.

Afin d'assurer le financement des nouvelles places créées, il convient d'établir une convention de partenariat (pour le multi accueil « les Enfantines ») ou un avenant à la convention (pour les trois autres établissements déjà conventionnés).

Comme pour le CEJ, son avenant permet à la Ville de percevoir une participation financière de la CAF à hauteur de 55% pour le financement municipal de ces nouvelles places.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prévoir le financement municipal des nouvelles places associatives, créées au titre de l'avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014, ou déjà prévues dans les précédents contrats ;
- d'approuver les termes des conventions et des avenants joints à la délibération qui prévoient les modalités de financement ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014

**AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES ETABLISSEMENTS
ASSOCIATIFS D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS**

ENTRE :

La Ville de Montpellier, représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire de MONTPELLIER, habilitée à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

ET

L'Association Présence verte Services, dont le siège est 44, avenue Saint Lazare représentée par son Président Monsieur Jean-Claude VIDAL agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration, en tant que gestionnaire de l'établissement « L'arbre à Chouettes » situé 44, avenue Saint Lazare.

PREAMBULE :

Le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) conclu entre la Ville et la Caf pour la période 2011-2014 renforce le partenariat déjà établi avec les établissements associatifs d'accueil des jeunes enfants. Les principaux objectifs de ce CAJ sont **le développement de la capacité d'accueil des enfants** dans les établissements municipaux et associatifs, **le soutien des crèches associatives** grâce à la participation financière de la Ville fixée à 1,70 € par heure facturée et **l'accompagnement de l'insertion professionnelle des familles** (action spécifique d'accueil des jeunes enfants dont les parents suivent des stages d'insertion professionnelle et/ou sociale).

Un avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014 signé le xxxxxxxx entre la Ville et la CAF permet d'intégrer des nouvelles places d'accueil dévolues aux enfants montpelliérains.

ARTICLE UNIQUE

En référence aux dispositions des articles 2 et 3 de la convention de partenariat relative à l'établissement « L'arbre à Chouettes » et portant les modalités de financement municipal des associations gestionnaires de places d'accueil de jeunes enfants, le nombre de places financées par la Ville est défini comme suit :

- 12 places (au lieu de 8) du 1^{er} mai 2013 au 31 décembre 2013
- 19 places (au lieu de 12) du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014

Les autres dispositions de la convention sont inchangées.

Fait à Montpellier en deux exemplaires le

Madame le Maire

Le Président de l'Association

**AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES ETABLISSEMENTS
ASSOCIATIFS D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS**

ENTRE :

La Ville de Montpellier, représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire de MONTPELLIER, habilitée à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

ET

L'Association Les Bambins du Lez, dont le siège est 196, rue des paradisiers représentée par son Président Monsieur Robert VIDAL agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration, en tant que gestionnaire de l'établissement situé 196, rue des paradisiers.

PREAMBULE :

Le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) conclu entre la Ville et la CAF pour la période 2011-2014 renforce le partenariat déjà établi avec les établissements associatifs d'accueil des jeunes enfants. Les principaux objectifs de ce CEJ sont **le développement de la capacité d'accueil des enfants** dans les établissements municipaux et associatifs, **le soutien des crèches associatives** grâce à la participation financière de la Ville fixée à 1,70 € par heure facturée et **l'accompagnement de l'insertion professionnelle des familles** (action spécifique d'accueil des jeunes enfants dont les parents suivent des stages d'insertion professionnelle et/ou sociale).

Un avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014 signé le xxxxxxxx entre la Ville et la CAF permet d'intégrer des nouvelles places d'accueil dévolues aux enfants montpelliérains.

ARTICLE UNIQUE

En référence aux dispositions des articles 2 et 3 de la convention de partenariat relative à l'établissement « les Bambins du Lez » et portant les modalités de financement municipal des associations gestionnaires de places d'accueil de jeunes enfants, le nombre de places financées par la Ville est de 40 places au lieu de 32 à compter du xxxxx 2014.

Les autres dispositions de la convention sont inchangées.

Fait à Montpellier en deux exemplaires le

Madame le Maire

Le Président de l'Association

**AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES ETABLISSEMENTS
ASSOCIATIFS D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS**

ENTRE :

La Ville de Montpellier, représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire de MONTPELLIER, habilitée à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

ET

L'Association Sociale et Culturelle du Polygone, gestionnaire du multi-accueil les Lutins, dont le siège est Parc club du Millénaire Bat 5, 1025, rue Henri Becquerel représentée par sa Présidente Madame Isabelle PIOL agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration, en tant que gestionnaire de l'établissement situé Parc club du Millénaire Bat 5, 1025, rue Henri Becquerel.

PREAMBULE :

Le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) conclu entre la Ville et la CAF pour la période 2011-2014 renforce le partenariat déjà établi avec les établissements associatifs d'accueil des jeunes enfants. Les principaux objectifs de ce CEJ sont **le développement de la capacité d'accueil des enfants** dans les établissements municipaux et associatifs, **le soutien des crèches associatives** grâce à la participation financière de la Ville fixée à 1,70 € par heure facturée et **l'accompagnement de l'insertion professionnelle des familles** (action spécifique d'accueil des jeunes enfants dont les parents suivent des stages d'insertion professionnelle et/ou sociale).

Un avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014 signé le xxxxxxxx entre la Ville et la CAF permet d'intégrer des nouvelles places d'accueil dévolues aux enfants montpelliérains.

ARTICLE UNIQUE

En référence aux dispositions des articles 2 et 3 de la convention de partenariat relative à l'établissement « les Lutins » et portant les modalités de financement municipal des associations gestionnaires de places d'accueil de jeunes enfants, le nombre de places financées par la Ville est de 57 places au lieu de 45 à compter du 1^{er} mars 2013.

Les autres dispositions de la convention sont inchangées.

Fait à Montpellier en deux exemplaires le

Madame le Maire

La Présidente de l'Association

**CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES ETABLISSEMENTS
ASSOCIATIFS D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS**

ENTRE :

LA VILLE DE MONTPELLIER, représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire de MONTPELLIER, habilitée à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

ET

L'Association Association Languedocienne pour la Jeunesse, dont le siège est 2256, route de Mende représentée par son Président Monsieur Jacques FINIELZ agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Conseil d'Administration, en tant que gestionnaire de l'établissement « les Infantines » situé 35, rue André Malraux.

PREAMBULE :

La Ville a établi un partenariat avec les établissements associatifs d'accueil des jeunes enfants, qui représentent près de 20% de l'offre montpellieraine, soit 577 places d'accueil régulier ou occasionnel régies par les dispositions du décret du 1^{er} Août 2000, complété par le décret du 20 Février 2007.

Le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) et son avenant conclus entre la Ville et la CAF pour la période 2011-2014 renforcent encore ce partenariat, autour des objectifs suivants :

- **Développer la capacité d'accueil des enfants** dans les établissements municipaux et associatifs : la création de 84 places puis de 36 places dans les seuls établissements associatifs pendant la durée du CEJ, porte à 577 places la capacité d'accueil offerte par les structures associatives.
- **Soutenir les crèches associatives** grâce à l'augmentation de la participation financière de la ville. Celle-ci, fixée initialement à 1€ pour chaque heure d'accueil d'enfants, a été portée à 1,5€ en 2009 et à 1,70€ en 2010, soit une augmentation de 70% sur la durée du Contrat Enfance Jeunesse 2008-2010. Le CEJ 2011-2014 développe également l'accompagnement des structures associatives par la création d'un poste de référent municipal chargé de l'animation, du développement et du suivi administratif et financier de ces partenariats.
- **Accompagner l'insertion professionnelle des familles** : aux termes d'un projet pilote, quatre établissements associatifs participent à une action spécifique d'accueil des jeunes enfants dont les parents suivent des stages d'insertion professionnelle et/ou sociale. Ils bénéficient, à ce titre de modalités de financement particulières.

Le partenariat défini par la présente convention s'inscrit dans le cadre des objectifs et des modalités de co-financement du CEJ.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- les conditions dans lesquelles la Ville de MONTPELLIER s'engage à apporter son soutien aux activités de l'association relatives à l'accueil de l'enfant et ce, dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse et de son avenant qui portent respectivement sur les périodes du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2014 et du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014 ;
- les modalités de fonctionnement et d'offre de service proposées par la structure.

ARTICLE 2 – LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à attribuer à l'Association **une prestation annuelle de fonctionnement** pour l'accueil des **enfants âgés de moins de trois ans** dont les parents sont **domiciliés à Montpellier**.

A titre dérogatoire, sont également concernés :

- **Des familles non domiciliées à Montpellier** remplissant les conditions suivantes :
 - L'enfant accueilli souffre d'un handicap incompatible avec la vie en collectivité pour lequel la commune de résidence ne propose pas d'accueil adapté ;
 - Les enfants du personnel de la structure.
- **Des enfants de plus de trois ans** dans les cas suivants :
 - les enfants dont l'état de santé justifie un maintien en structure d'accueil petite enfance, sur justification médicale validée par la Protection Maternelle Infantile.
 - Les enfants qui ont atteint l'âge de scolarisation (3 ans) mais qui n'ont pas été admis à l'école maternelle. Une attestation de rejet de demande d'inscription devra être fournie par les parents.
 - Les enfants scolarisés qui peuvent être accueillis sur des temps extra-scolaires, pendant la première année de leur scolarité.

Conformément aux dispositions du CEJ, la participation financière de la Ville au fonctionnement des crèches associatives s'établit selon les cas :

- soit en fonction de la présence des enfants, sur la base d'une prestation horaire,
- soit sur une base forfaitaire pour les associations participant à une action pilote prévue au CEJ.

□ Modalités de financement municipal liées à la présence des enfants :

L'Association perçoit une participation municipale variable pour 5 places d'accueil en fonction de la présence des enfants sur la base d'une prestation horaire par enfant fixée à 1,70 € par heure facturée. La participation municipale est plafonnée à un taux de fréquentation de 100 %.

Le montant total annuel est évalué sur la base d'un prévisionnel de présence établi par l'Association et transmis à la Ville avant le 5 septembre. Il peut être ensuite réajusté en fonction du relevé d'heures effectivement facturées, constaté après la clôture de l'exercice.

Dans le cas de création de places, le budget prévisionnel établi par l'association et transmis à la CAF dans le cadre du CEJ servira de base.

Le règlement est semestriel et le réajustement de fin d'exercice est inclus dans le règlement de la première semestrialité de l'exercice suivant, après transmission du compte de résultats.

La reconduction de la prestation est conditionnée au respect par l'Association des objectifs stipulés dans la présente convention après prise en considération des résultats d'exploitation du dernier exercice.

□ Modalités de financement spécifique pour une action pilote prévue au Contrat Enfance Jeunesse :

L'association participe à une action pilote prévue au Contrat Enfance Jeunesse et à ce titre s'engage :

- à mettre en œuvre des modalités d'accueil spécifiques pour satisfaire au mieux les besoins des familles dont les deux parents, ou le parent unique, participe(nt) à un stage d'insertion sociale et/ou professionnelle.
- à offrir aux familles un accueil selon des modalités ou des horaires atypiques.
- à offrir aux familles, accompagnées de jeunes enfants, un lieu d'accueil et de conseil.

A ce titre, l'association bénéficie pour l'exercice 2014 du transfert de la prestation précédemment versée au profit de l'accueil familial de l'établissement Ginkgo Biloba, à la suite de la cessation de l'action. Le montant fixé par le Contrat Enfance Jeunesse s'élève à 90 000 euros. Ce financement spécifique est attribué pour le fonctionnement de 10 places d'accueil en horaires élargis.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Le versement de la prestation municipale est conditionné au respect par l'Association des engagements suivants :

1. Optimiser l'accueil des enfants montpelliérains tels que définis à l'article 2, sur les 15 places conventionnées avec la Ville, dans le respect des objectifs du Contrat Enfance Jeunesse.
2. Participer à l'optimisation de la gestion des offres et des demandes de places d'accueil : enregistrement des demandes et des attributions de places dans une application informatique centralisée : la « Liste Unique ».
3. Assurer une gestion rigoureuse de l'établissement, dans le respect des dispositions réglementaires applicables et plus particulièrement :
 - Animer la structure par un projet social décrit dans le projet d'établissement tel que défini dans le décret de février 2007 qui doit être transmis à la Ville.
 - Maintenir un taux d'encadrement conforme aux dispositions du décret de février 2007.
 - Maintenir un taux de fréquentation de l'établissement satisfaisant et reflétant une utilisation optimale du nombre de places agréées (en référence à l'autorisation d'ouverture délivrée par le président du Conseil Général).
 - Maintenir les coûts d'exploitation à un niveau équivalent à la moyenne des équipements associatifs de type similaire.

Un accompagnement spécifique par la Ville et la CAF sera mise en œuvre en cas de dépassement des prix de revient moyens transmis par la C.N.A.F. En l'absence de résultats effectifs sur une durée maximale de deux exercices, des sanctions financières progressives pourront être prises :

- gel du montant de la prestation de service de la Ville pendant un an, à sa dernière valeur nominale,
- arrêt du versement des prestations de service de la Ville pendant un an,

- dénonciation de la convention.

4. Solliciter le versement de la participation financière municipale dans le strict respect des modalités suivantes :

- Avant le 15 juillet, l'association transmet à la Ville un relevé intermédiaire des heures facturées et des heures réelles des enfants accueillis, comportant la date de naissance de l'enfant ainsi que l'identité et l'adresse des parents. Les enfants bénéficiant d'une dérogation sont signalés en indiquant le motif. Le bilan final est constitué par le compte de résultat.
- Avant le 1^{er} septembre, l'Association présente à la Ville une demande de prestations pour l'exercice suivant accompagné de son budget prévisionnel.
- En février, elle communique la copie du compte de résultats établi pour la CAF qui servira de base à la régularisation de l'exercice précédent.

L'Association s'engage en outre à communiquer à la Ville dans les meilleurs délais tout changement concernant la composition de son Conseil d'Administration, la désignation du responsable de la structure ou la modification de l'agrément.

5. Assurer une communication des partenariats :

- Les barèmes de participation familiale et l'information sur le concours financier de la CAF et de la Ville doivent être affichés dans le local d'accueil des parents.
- L'association doit mentionner les aides apportées par la CAF et la Ville dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures visant l'équipement.

ARTICLE 4 - DUREE

La présente convention est conclue pour la durée de l'avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014 soit du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014. Afin d'assurer la continuité du financement à des actions, la convention du Contrat Enfance Jeunesse sera prorogée jusqu'à la conclusion du Contrat Enfance Jeunesse suivant dont les termes seront appliqués avec rétroactivité au 1^{er} janvier 2015.

ARTICLE 6 - RESILIATION

En cas de non respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, et sous réserve de l'accord de la CAF, la Ville pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation dans les conditions présentées implique la restitution des prestations versées par la Ville. La résiliation de cette convention d'un commun accord des parties peut intervenir pendant toute la durée du contrat Enfance Jeunesse 2011-2014 en cas de modification de l'offre d'accueil.

Fait à Montpellier le

Madame le Maire

Le Président de l'Association

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat Ville/Caisse d'Allocations Familiales/ Conseil Général pour le fonctionnement du Relais d'Assistantes Maternelles Aiguelongue

Françoise PRUNIER rapporte :

La Ville de Montpellier compte actuellement six Relais d'Assistantes Maternelles (RAM) qui regroupent plus de 931 assistantes maternelles libérales et offrent une capacité d'accueil pour environ 2242 enfants. Ces relais ont un rôle d'information auprès des familles en recherche d'une assistante maternelle ainsi qu'un rôle d'animation pour les assistantes maternelles et d'accompagnement des parents dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil familial.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil Municipal a autorisé le principe de création d'un 5^{ème} relais sur la commune, le RAM Aiguelongue situé 2 rue des Tourterelles, ainsi que la signature de la convention tripartite relative à son fonctionnement.

Le financement du fonctionnement est assumé à la fois par la Ville, la CAF et le Conseil Général dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention tripartite.

Arrivée à son terme, il est proposé au Conseil Municipal de renouveler cette convention qui sera reconduite expressément par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 4 ans sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le renouvellement de la convention jointe en annexe,

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 18/02/2014

Convention Relative au fonctionnement du service Relais Assistants Maternels de Montpellier Aiguelongue

Entre :

- Le Département de l'Hérault – 1000 rue d'Alco à Montpellier représenté par monsieur André Vezinhet, Président du Conseil général, autorisé par délibération de la commission permanente en date du
- La Ville de Montpellier, gestionnaire du relais – 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier représentée par Madame Hélène Mandroux, autorisée par délibération du conseil municipal, en date du
- La Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault – 139 avenue de Lodève - à Montpellier représentée par Monsieur Thierry Mathieu, son directeur.

ARTICLE 1

Au regard :

- de la loi n°89-899 du 18 décembre 1989 relative à la protection et à la promotion de la santé de la famille et de l'enfance,
- de la loi n°92-642 du 12 juillet 1992 relative aux assistant(e)s maternel(le)s,
- de la loi n°2005-706 du 27 juin 2005 relative aux assistant(e)s maternel(le)s et assistants familiaux,

Les parties signataires de la présente convention conjuguent leurs efforts en vue d'assurer le fonctionnement d'un service « relais assistants maternels » dans un but de conseil, d'information et d'échange entre les parents, les assistant(e)s maternel(le)s et les différentes structures.

ARTICLE 2

Ce service s'inscrit dans le cadre de réalisations et aides au secteur Enfance et Petite Enfance développées par les trois partenaires.

ARTICLE 3

Les missions générales du relais assistants maternels sont définies par la Caisse d'Allocations Familiales, conjointement avec la Ville de Montpellier et le Département (Direction de la protection maternelle infantile et de la santé), et consignées dans une fiche de poste annexée à la présente convention.

ARTICLE 4

Un comité technique, composé du directeur de la Caisse d'Allocations Familiales ou de son représentant, du médecin responsable de la DPMIS ou son représentant, et la Ville de Montpellier ou son représentant, définit et met en œuvre les orientations visées à l'article 1.

Ce groupe technique se réunit en fonction des besoins, au moins une fois par an. Le gestionnaire organise la tenue de ce bilan.

ARTICLE 5

Le recrutement de l'animateur de relais assistants maternels s'effectue après appel de candidature et avis d'un jury comprenant obligatoirement la CAF, le Département et la Ville de Montpellier ou leurs représentants. En cas de remplacement les conditions de recrutement seront identiques, le jury comprendra les 3 signataires de la convention.

ARTICLE 6

Le service relais est placé sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle de la Ville de Montpellier, le personnel relevant des règles relatives aux collectivités territoriales.

Le service relais est assuré par un agent ayant la qualification d'éducatrice de jeunes enfants. Il s'agit d'un poste à temps plein.

ARTICLE 7

La Caisse d'allocations familiales est responsable de la coordination des RAM sur le département de l'Hérault. Cette coordination consiste à assurer :

- la mise en réseau des relais au travers de réunions mensuelles,
- le conseil technique,
- les relations de partenariat avec les services PMI au niveau des agences départementales de la solidarité et du siège du Pôle Départemental de la Solidarité.

La coordinatrice participera à la présentation des bilans annuels lors du comité technique.

ARTICLE 8

L'implantation se situe à Montpellier – 2 rue des Tourterelles.

Des permanences extérieures peuvent être tenues dans les équipements existants dépendants de la CAF, de la Ville de Montpellier ou du Département, pour l'accueil des assistant(e)s maternel(le)s et des parents, éventuellement pour l'organisation de réunions.

ARTICLE 9

Le secteur géographique d'intervention est fixé par les trois organismes dans un souci d'équilibre des secteurs et concerne les quartiers Aiguelongue, Beaux Arts, Boutonnet, Hôpitaux Facultés, Plan des quatre Seigneurs, Aubes, Arceaux.

ARTICLE 10

Le financement de l'ensemble des frais de fonctionnement est assuré de la manière suivante:

→ par le Département à hauteur de 33 % salaires et charges sociales de l'animatrice dans la limite de 30% d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF.

Le Département effectuera le versement de sa participation selon les modalités suivantes :

- 70% en début d'année au vu du budget prévisionnel
- le solde en N+1 régularisé au vu du compte administratif relatif au relais.

→ par la Caisse d'Allocations Familiales qui s'engage, dans le cadre d'une convention spécifique avec le gestionnaire du relais, à lui verser une prestation de service dont le montant annuel s'élève à 43 % des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF.

→ par la Ville de Montpellier pour le solde

Pour les communes (ou communauté de communes) signataires d'un contrat enfance jeunesse, le Relais Assistantes Maternelles est intégré, dès son ouverture, dans le schéma de développement du contrat enfance jeunesse signé avec chaque commune(ou communauté de communes) . A ce titre, la CAF versera aux communes concernées (ou communauté de communes) une prestation de service selon les règles édictées dans le dit contrat enfance jeunesse.

ARTICLE 11

Le comité technique communique chaque année le bilan des actions et les résultats financiers au conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales, au Département et la Ville de Montpellier.

ARTICLE 12

Toutes les actions d'information réalisées par le relais feront référence au Département, à la Ville de Montpellier et à la Caisse d'Allocations Familiales.

Les logos de la CAF, du Département et de la Ville de Montpellier devront figurer sur toute documentation ou dépliant réalisé conjointement à l'intention du public.

ARTICLE 13

Toute modification proposée par l'un des partenaires entraînant des changements dans les conditions d'exécution de la convention devra être définie en comité technique et avoir reçu l'accord de chacun des partenaires. Elle devra être signifiée par courrier à chaque partenaire et devra faire l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 14

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 15

Cette convention est conclue à compter du 20 février jusqu'au 31 décembre 2014

Sauf dénonciation par une des parties 1 mois avant la date d'expiration, elle peut être reconduite expressément par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 4 ans sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2018.

L'éventuelle dénonciation devra être signifiée à chaque partenaire par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

A Montpellier, le

Le Directeur de la
Caisse d'Allocations Familiales

Le Maire de la
Ville de Montpellier

Le Président
du Conseil Général
de l'Hérault